

TITLALAN



GUERRERO en Movimiento



T R A C E

Travaux et Recherches dans les Amériques du Centre

TRACE est une revue consacrée
aux travaux et recherches dans les Amé-
riques du Centre. Elle est publiée
semestriellement par le

Centre Français d'Études Mexicaines et Centraméricaines

Sierra Leona 330
11000 México DF

☎ 540 59 21 / 540 59 22

FAX 540 59 23

cemca@data.net.mx



Conseil de rédaction

*Claude Baudez, Georges Baudot,
Michel Bertrand, Patricia Carot,
Georges Couffignal, Olivier Dabène,
Danièle Dehouve, Olivier Dollfus,
Henri Favre, François-Xavier Guerra,
Marc Humbert, Yvon Le Bot,
Véronique Gervais, Dominique Michelet,
Aurore Monod-Becquelin, Pierre Ragon
et Alain Vanneph*

Comité de lecture

*Martine Dautier, Danièle Dehouve,
Roberto Diego Quintana, Esther Katz,
Jean-Yves Marchal, Guilhem Olivier,
Juan M. Pérez Zevallos et
Charles-Édouard de Suremain*

Coordination de la revue

Martine Dautier

Coordination du numéro

Aline Hémond et Marguerite Bey

Direction éditoriale

Joëlle Gaillac

Édition du numéro

Concepción Asuar

Composition et mise en page

Concepción Asuar et Rodolfo Ávila

Révision des textes

Concepción Asuar

Dessins et photos

Rodolfo Ávila

Maquette de la couverture

Stéphen Rostain

Composition de la couverture

*Montage réalisé par Rodolfo Ávila à partir
des photos de lui-même, d'A. Hémond et
de S. Villela.*

Impression

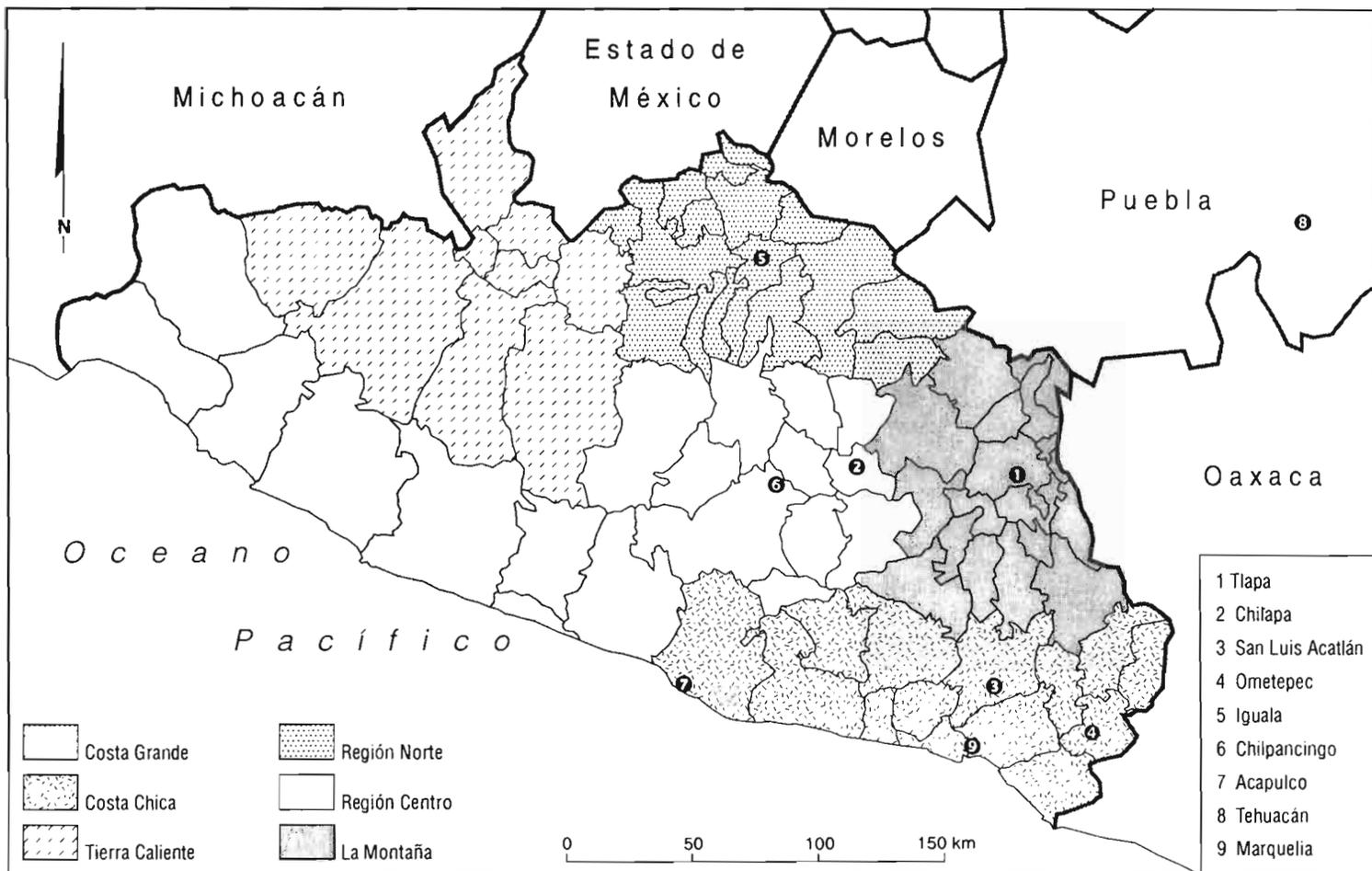
*Impresión y Diseño
Suiza 23 bis, colonia Portales
México DF*

Le présent numéro de *Trace* a été coédité
par l'ORSTOM et par le CEMCA

ISSN 0185-6286. Année 1998.

Sommaire / Índice

PROLOGUE / PRÓLOGO		
	<i>Aline Hémond et Marguerite Bey</i>	3
Guerrero: modelo para armar	<i>Armando Bartra</i>	9
Espacios de poder y reproducción social en la Montaña de Guerrero	<i>Joaquín Flores y Beatriz Canabal</i>	20
Simbolismo y ritual en la Montaña de Guerrero	<i>Samuel L. Villela F.</i>	30
Des <i>amateros</i> aux Nahuas du Haut-Balsas Reformulations identitaires et territoriales d'une région indienne au Mexique	<i>Aline Hémond</i>	39
La reproducción de las formas locales de dominación en el "mercado global". Sociedades ejidales y transnacionales hortícolas en el Medio Balsas	<i>Éric Léonard</i>	50
Pobreza y movilidad en la Montaña de Guerrero	<i>Marguerite Bey</i>	64
RESEÑAS / COMPTES RENDUS		77



Prologue

Le Guerrero en mouvement

À l'inverse de la vision figée que l'on a de l'État du Guerrero aux épithètes fortes —Guerrero *bronco*, Guerrero *bravo*—, nous avons choisi de mettre l'accent sur le mouvement, les mouvements, la mobilité et les cycles de vie.

Pris dans son histoire et sa mentalité régionaliste, marqué par un lourd héritage de caudillisme et de caciquisme local, le Guerrero semble, à tout observateur lointain, un État convulsif, englué dans des conflits cycliques. Mais le Guerrero, c'est aussi un territoire important en terme de populations, d'écosystèmes, d'héritages culturels. Le Guerrero est un État où, par l'accumulation des expériences et des initiatives locales en matière organisationnelle et associative, est en train de mûrir, en regard des États d'Oaxaca et du Chiapas, un véritable projet de société. Celui-ci, à terme, peut déboucher sur une redéfinition plus globale des relations de citoyenneté, sur une nouvelle articulation entre les groupes ethniques, les pouvoirs locaux et les classes politiques, défis fondamentaux que pose le Mexique en terme de transition de systèmes.

À ce titre, il faut que la recherche, parfois prise dans des problématiques régionalistes en circuit fermé, s'emploie à définir les projets des différents acteurs sociaux pour une intégration régionale en relation avec les desseins nationaux. Elle analysera les problèmes essentiels des identités régionales et indigènes, de la décentralisation et de la re-

nicipalisation, et ceux de l'accès aux ressources naturelles.

C'est de ces multiples efforts que nous avons choisi de rendre compte avec les quatre premiers articles qui s'organisent autour des mouvements sociaux, de la citoyenneté et des nouvelles et anciennes territorialités.

Armando Bartra, tout d'abord, nous brosse un portrait ample et inspiré des longues expériences de mouvements et d'organisations sociales dans l'État ancrées dans une réalité historique en conflit permanent. Car, comme le dit bien l'auteur, "... cette terre de caciques conservateurs est aussi une terre de leaders populaires". Le Guerrero, un État en armes, parfois, mais aussi, à organiser, à réinventer...

Joaquín Flores et Beatriz Canabal s'occupent des phénomènes de redéfinition du pouvoir local dans la région indienne et enclavée de la Montaña. Ils montrent les effets croisés, dans la configuration spatiale changeante de la région, des plans successifs de développement gouvernementaux et, maintenant, des initiatives des acteurs locaux. Ces dernières s'articulent autour des revendications de remunicipalisation et d'aspiration à créer de nouvelles entités administratives, et même de nouvelles régions.

Du droit administratif au "droit symbolique du sol"... En nous faisant partager les multiples rituels agricoles des paysans nahuas du centre de l'État (ou Montaña Baja), Samuel Villela insiste notamment sur l'une des dimensions fondamentales des systèmes symboliques, entendus comme techniques d'appropriation du territoire et de la définition spatiale du groupe. Celles-ci résultent d'un contrat sans cesse renouvelé avec les ancêtres fondateurs et les divinités gardiennes du terroir qui fondent la légitimité de l'occupation du sol.

Avec la défense d'un territoire menacé par un barrage hydro-électrique, Aline Hémond présente le cas d'une utilisation très moderne de l'ethnicité qui est revendiquée par les Nahuas riverains du fleuve Balsas-Mezcala. C'est une solution pour légitimer la création d'une nouvelle entité administrative qui s'appuierait sur une sous-région ethnique fraîchement unifiée, tout en se coulant dans les formes administratives nationales.

Les deux textes suivants réfléchissent aux transformations dans le milieu rural, à travers des stratégies évolutives de production agricole et de reproduction sociale.

Éric Léonard considère la reproduction des formes locales de domination en analysant les stratégies de production des petits paysans et de l'emprise des grands éleveurs et des compagnies multinationales horticoles dans la région de Tierra Caliente.

Marguerite Bey nous montre que les paysans sont les acteurs d'une nouvelle ruralité indissociable de l'espace national, en nous dépeignant les stratégies de reproduction sociale dans la Montaña qui passent par la migration vers les plantations vivrières des États du nord du pays. Ce phénomène, particulièrement représentatif de la modernité du Mexique d'aujourd'hui, fait que le village d'origine est conservé comme point d'ancrage alors que la mobilité est une composante intégrée dans la reproduction sociale.

De ces parcours multidisciplinaires à travers l'espace régional jusqu'à l'ouverture sur les réseaux nationaux de travail fondés sur l'ethnicité, ce numéro de *Trace* espère susciter des réflexions, des solidarités, —pourquoi pas?—, en apportant quelques éléments à une meilleure connaissance de ces chemins peu explorés du sud. *

Aline Hémond et Marguerite Bey

Prólogo

Guerrero en movimiento

Apartándonos de la visión estereotipada del estado de Guerrero, esa visión que recurre a epítetos fuertes —Guerrero bronco, Guerrero bravo...—, nosotros hemos tomado la decisión de hacer hincapié en el movimiento, en los movimientos, la movilidad y los ciclos de vida de este estado.

Visto desde la perspectiva de su historia y de su mentalidad regionalista, y marcado por una pesada herencia de caudillismo y de caciquismo local, Guerrero puede parecer, al observador que lo mira desde lejos, un estado de confrontaciones, amarrado por conflictos crónicos. Sin embargo Guerrero es igualmente un territorio con poblaciones, ecosistemas y herencias culturales de importancia; es un estado en el que actualmente —por experiencias e iniciativas locales tanto organizativas como asociativas, y junto a estados como Oaxaca o Chiapas— está madurando un verdadero proyecto de sociedad. Con el tiempo, sería posible lograr una redefinición más global de las relaciones de ciudadanía, y una nueva articulación entre grupos étnicos, poderes locales y clases políticas, lo cual constituye retos fundamentales para un México en transición de sistemas.

Una realidad así exige que los trabajos de investigación —abocados en ocasiones a problemáticas regionalistas de circuitos cerrados— definan los proyectos de los diferentes actores sociales para una integración regional, en relación con los planes nacionales. Es decir, la in-

investigación estaría enfocada a los problemas básicos de las identidades regionales e indígenas, los de descentralización y remunicipalización, así como los del acceso a los recursos naturales.

Nuestros cuatro primeros artículos dirigieron sus esfuerzos en este sentido: los cuatro tienen como eje los movimientos sociales, la ciudadanía y las nuevas —y antiguas— territorialidades.

Primero, Armando Bartra nos esboza un amplio retrato inspirado en las largas experiencias de movimientos y organizaciones sociales en este estado, ancladas en una realidad histórica con conflictos permanentes, pues, como bien dice el autor, "... esta tierra de caciques conservadores es también una tierra de líderes populares". Guerrero, un estado, en ocasiones, en armas, pero también por armar, por organizar, por reinventar...

Joaquín Flores y Beatriz Canabal intentan la redefinición del poder local en esa región indígena y enclavada que es la Montaña. Nos muestran los efectos entreverados, en el modelaje espacial cambiante de la región, de los sucesivos planes gubernamentales de desarrollo, y nos describen, hoy, las iniciativas de los actores locales en cuanto a remunicipalización y en cuanto a sus aspiraciones por crear nuevas entidades administrativas, nuevas regiones inclusive.

Del derecho administrativo al "derecho simbólico del suelo"... Al compartir con nosotros sus datos sobre rituales agrícolas de los campesinos nahuas del centro del estado (o Montaña Baja), Samuel Villa subraya sobre todo una de las dimensiones fundamentales de los sistemas simbólicos, entendidos como técnicas de apropiación del territorio y de la definición espacial del grupo. Éstas se generan por un contrato renovado periódicamente con los antiguos fundadores y con las divinidades dueñas del territorio, contrato necesario para fundamentar la legitimación de la ocupación del suelo.

Con las reacciones de defensa de un territorio amenazado por una presa hidroeléctrica, Aline Hémond nos llama la atención sobre un uso muy actual de la etnicidad, reivindicada por los nahuas ribereños del río Balsas-Mezcala. Ésta es la respuesta elegida para legitimar la creación de una nueva entidad administrativa que se basaría sobre una su-

brección étnica unificada recientemente, aunque sin olvidar las formas administrativas nacionales.

Los dos textos siguientes constituyen una reflexión sobre las transformaciones en el medio rural, en sus dimensiones de estrategias evolutivas de producción agrícola y de reproducción social.

Éric Léonard examina la reproducción de las formas locales de dominación por medio del análisis de las estrategias de producción de los campesinos en pequeño, así como de las actividades de los grandes ganaderos y de las compañías multinacionales hortícolas, en la región de la Tierra Caliente.

Marguerite Bey nos muestra cómo los campesinos son los actores de una nueva ruralidad indisociable del espacio nacional, al desmenuzarnos las estrategias de reproducción social en la Montaña, en particular, la migración hacia las plantaciones hortícolas de los estados del norte del país. Este fenómeno, particularmente representativo de la modernidad del México actual, mantiene al pueblo de origen como punto de anclaje mientras que la movilidad constituye un factor de la reproducción social.

A partir de estos recorridos pluridisciplinarios por el espacio regional hasta llegar a las redes nacionales de trabajo fundadas sobre la etnicidad, este número de *Trace* espera suscitar la reflexión, la solidaridad incluso, pues se aportan ciertos elementos para el mejor conocimiento de esos caminos, poco explorados, del sur. *

Aline Hémond y Marguerite Bey

Guerrero: modelo para armar

Armando Bartra*

Caudillismo y organización

*A usted ni quién le quite lo hombre,
don Fulgor. Se que usted las puede.
Y no por el poder que tiene atrás,
sino por usted mismo.
Juan Rulfo. Pedro Páramo.*

Cuna de connotados independentistas; hombres bragados que combinan la vocación patriótica con el más furibundo y patrimonialista caudillismo, el estado de Guerrero nace como entidad federativa en 1849, a resultas del fugaz apalabramiento de Juan Álvarez y Nicolás Bravo, adalides insurgentes de matriz terrateniente que hicieron del ámbito sureño el escenario de sus enconados pleitos por el poder. Desde entonces los prohombres del sur pasan de patrones de hacienda a patriarcas de extensos territorios, al tiempo que extienden su dominio de la esfera económica a la militar y la política. Y desde entonces, también, los “apoderados de los pueblos del sur” configuran cacicazgos regionales que pugnan por el mando de la entidad, convirtiendo a la gubernatura y los cabildos en disputado botín patrimonial.¹

En la segunda década de este siglo, el zapatismo arraiga en Guerrero aireando el enrarecido ambien-

te social de la región. Pero, a fin de cuentas, el saldo revolucionario es favorable para los “patrones lugareños”; un caudillismo oportunista formado por caciques locales, como los Figueroa de Huitzucó cuyo apotegma “Guerrero para los guerrerenses”, es bandera del regionalismo reaccionario y conservador. Sin el temple y los tamaños del caudillaje independentista —que hizo fortuna, pero nos dio Patria— los caciquillos de la Revolución no llevan la justicia social a la entidad sureña, pero sí aprovechan el abatimiento circunstancial del centro para imponer su ley. Los gobiernos federales de la posrevolución, como antes Porfirio Díaz, tratarán una y otra vez de someter a los levantiscos déspotas locales, haciendo de la entidad escenario perpetuo de rebatijas por el mando.²

Ámbito de caciques conservadores, el estado sureño es también tierra de líderes populares: Jesús H. Salgado, paladín de los campesinos durante la Revolución; los hermanos Escudero, impulsores de gremios y regeneradores de municipios en los veinte; dirigentes agraristas, como Feliciano Radilla, en los treinta; personajes cívicos de talla maderista, como Suárez Téllez en los últimos cincuenta y en los sesenta, y a fines de esa década y en los tórridos setenta, nuevos guerrilleros sureños forjados entre los pupitres y el pizarrón, como Genaro Vázquez y Lucio Cabañas. Todos entrañables héroes plebeyos cuyos minuciosos corridos hacen memorable la historia regional y abonan la autoestima de los guerrerenses de a pie.

Pero la contraparte del caciquismo conservador no es sólo el liderazgo progresista; el Guerrero del

* Director del Instituto de Estudios para el Desarrollo Rural Maya AC.

siglo XX es cuna también de una amplia gama de organizaciones gremiales y políticas de ánimo contestatario y raíz popular. Contra lo que sugiere su proverbial atraso político, la entidad sureña no es territorio de caudillos preclaros y movimientos invertebrados, sino ámbito de extensos y templados protagonistas colectivos que casi siempre trascienden el ocasional carisma de su dirigencia.

En este siglo pocos estados de la República pueden alardear de mayor tradición partidista que Guerrero. En los primeros veinte, sobre las brasas de la reciente hoguera revolucionaria, se forja el Partido Socialista de Acapulco (PSA), con sucursales en casi todos los municipios de la costa; a fines de la década, el cardenismo anticipado del gobernador Adrián Castrejón propicia el nacimiento del Partido Socialista de Guerrero (PSG), cuyo discurso contestatario retoman, en los cuarenta y cincuenta, el Partido Comunista Mexicano (PCM) y su escisión, el Partido Obrero Comunista Mexicano (POCM), ambos con fuerte presencia en el estado; en los sesenta, la Asociación Cívica Guerrerense (ACG) y el Consejo de Autodefensa del Pueblo encabezan a las mayorías ciudadanas en el derrocamiento del atrabiliario gobernador Caballero Aburto, y se presume que ganan las elecciones de 1962, osadía que pagan con sangre. De la oposición cívica perseguida y acorralada nacen agrupaciones políticas guerrilleras como la Asociación Cívica Nacional Revolucionaria (ACNR), proveniente de la ACG, y el Partido de los Pobres (PP), garante político de la Brigada Campesina de Ajusticiamiento que liderea Lucio Cabañas. Finalmente, en 1988, el brazo guerrerense del Frente Democrático Nacional, parece haber conseguido la mayoría para Cuauhtémoc Cárdenas, candidato a la presidencia de la República; y al año siguiente el neonato Partido de la Revolución Democrática (PRD) debuta con una potente ofensiva electoral que deviene batalla cívica por la emancipación de las alcaldías.

Al civilismo apaleado pero terco de los guerrerenses, se suma una larga experiencia de movimientos reivindicativos y organizaciones sociales.

En los veinte, los núcleos de solicitantes agrarios y algunos sindicatos, como el de los alijadores y el de los textileros, están integrados al PSA y sus semejantes costeños. Al final de la década y en los treinta, la organización política y la gremial se bifurcan y a la sombra del PSG se forma, en 1929, la Liga de Resistencia Obrero Campesina de Guerrero, que en 1933 renuncia a su condición biclasista y se transforma en Liga de Comunidades Agrarias. En los cuarenta destaca la presencia del sindicalismo

magisterial, de militancia comunista, y los salineros, entre otros, se organizan en cooperativas. En la década siguiente los campesinos costeños desarrollan experiencias innovadoras: en 1951, a raíz de una huelga de pago de impuestos, los pequeños productores de coco crean una Unión Regional de Productores de Copra, que pronto emprende una lucha inédita contra los acaparadores y pone en pie aparatos económicos asociativos orientados a librar del yugo de la intermediación a los campesinos. La Unión Mercantil de Productores de Coco y sus Derivados SA de CV es, al comienzo, una empresa exitosa, y el Congreso Nacional Agrario realizado en Toluca en 1958 la erige en paradigma nacional de la organización autónoma de los pequeños productores. Ese mismo año siguen sus pasos los cafecultores costeños al conformar la Unión Regional de Productores de Café del Suroeste y de la Unión Mercantil de Productores de Café de Atoyac.

La paulatina corporativización priista de organizaciones, que de arranque fueron independientes, deriva en una feroz trifulca por el mando y da al traste con los proyectos asociativos de copreros y cafetaleros, pero en los sesenta reaparece la organización gremial de estos sectores como parte del gran frente social que promueve la ACG. Forman filas en el Comité de Autodefensa del Pueblo, una Unión Libre de Asociaciones Copreras y una Asociación de Cafecultores Independientes, así como la Liga Agraria Revolucionaria del Sur, Emiliano Zapata liderada por el cenecista radicalizado Suárez Téllez, entre otros. Por esos mismos años, la Central Campesina Independiente (CCI) y después la Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos (CIOAC) tienen una presencia importante, sobre todo entre los pequeños productores de las dos costas. Durante los setenta, la militarización del estado, las campañas de cerco y aniquilamiento contra la guerrilla y la represión a la más mínima muestra de rebeldía ciudadana, cancelan toda posibilidad de organización opositora; de todos modos, a fines de la década, sobre los escombros de la guerra sucia, renace la organización gremial. Sus vericuetos serán materia de los próximos apartados.³

En perspectiva histórica, el epicentro de perturbadores sismos sociales, el "estado problema", el "cabuz del desarrollo", aparece como escenario privilegiado de la organización y la lucha popular. En este siglo, los guerrerenses han desarrollado experiencias cívicas y sociales de excepción; la entidad donde sobreviven las formas estatales más primitivas es también ámbito de una ingeniosa y creativa socie-

dad civil. Guerrero ha sido y es adelantado de la organización campesina y laboratorio de civilidad.

Mazorca y chicote

Un rencor vivo.
Juan Rulfo. *Pedro Páramo*

Guerrero es un estado rural y, pese a que los servicios ligados al turismo son los que más aportan a su producto interno bruto, la mayor parte de la población sigue arimada a la agricultura. De ahí que los campesinos hayan sido actores principales de la historia social guerrerense, y aunque algunos analistas creen descubrir un cambio de protagonistas en la participación de estudiantes y otros contingentes urbanos durante las luchas cívicas de los sesenta, lo cierto es que en las décadas siguientes los trabajadores del campo conservan su condición protagónica: primero como sustento de la guerra social de Lucio y Genaro; después como principales animadores de la oleada de organización popular pacífica que arranca a fines de los setenta y culmina en los ochenta.

Por su membresía formal, la CNC es la mayor organización campesina del estado. Pero atendiendo a su movilidad contestataria y a su capacidad de propuesta, negociación y gestión, son las organizaciones independientes o autónomas las que han desarrollado experiencias más innovadoras y relevantes.

En la inmediata posrevolución, el motor de la organización gremial campesina fue el agrarismo —*sui generis* en la mayor parte de Guerrero, donde la demanda mayor no era acceder a la tierra sino cancelar rentas y aparcerías—, sustituido en los cincuenta por estrategias sectoriales de autonomía económica como las de los copreros y los cafetaleros. En la década siguiente, junto con las organizaciones gremiales cobran fuerza, tanto en el campo como en las ciudades, los agrupamientos cívicos, mientras que de fines de los sesenta a mediados de los setenta la guerrilla y la militarización de buena parte del estado impiden casi por completo la acción colectiva pacífica.

La fase más reciente de la organización campesina de Guerrero se inicia en la segunda mitad de los setenta, cuando la alevosa guerra contra los presun-

tos simpatizantes de Lucio y Genaro comienza a remitir. En el país soplan entonces vientos neozapatistas y la lucha por la tierra está en pleno auge. No así en esta entidad, donde el latifundio no es el problema principal.

En Guerrero las mayores tensiones agrarias provienen de los tarascos turísticos a tierras ejidales. Paradigma de este tipo de conflictos es el que enfrenta a los ejidatarios de El Podrido con la Coordinadora Agraria del estado que pretende despojarlos de su zona costera. Y todo porque el Club Mediterráneo no quiere invertir en un ejido malsonante sino en el selecto “desarrollo” turístico de Punta Diamante. Sí claro, las tierras son las mismas, pero es que eso de El Podrido se oye tan mal...

Así, con una lucha agraria de bajo perfil, en Guerrero el eco de la emergencia campesina nacional de los setenta resuena tarde y proviene casi exclusivamente de movimientos de productores incorporados en organizaciones económicas.

Milpas paraestatales

*Díle a doña Inés que
le pagaremos en las cosechas
todo lo que le debemos.*
Juan Rulfo. *Pedro Páramo*

Si bien la lucha por la tierra es consustancial al movimiento campesino mexicano y su legitimidad —de orden histórico— se remonta a la resistencia ancestral de las comunidades agrarias indígenas, y a los derechos conquistados en la Revolución, el combate en la esfera de lo productivo no es tan entrañable y tiene antecedentes más cercanos: los ejidos de vocación comercial surgidos del reparto cardenista de tierras de buena calidad.

El estruendoso reclamo agrario de los setenta es, pues, un movimiento de raíces profundas y origen espontáneo que en sus momentos más altos doblaba al gobierno; en cambio las ulteriores reivindicaciones agrícolas, de algún modo inducidas, cobran fuerza en la medida en que las políticas públicas generan expectativas. En otras palabras: mientras que la presión campesina le impone un cierto reparto agrario al régimen de Echeverría, es la política de

desarrollo rural de este gobierno la que define los cauces y reglas de la lucha económica de los pequeños productores.

En respuesta a la caída de las cosechas de granos básicos en los primeros setenta, Echeverría diseña un proyecto de fomento a la producción ejidal, cuyo supuesto básico es que la alimentación de los mexicanos puede sustentarse en las cosechas del sector social de la agricultura, siempre y cuando éste esté debidamente respaldado por el Estado. Dado que el sesgo antiagrícola de nuestra economía ha saqueado de antiguo a la agricultura campesina, es necesario impulsar un proceso de acumulación rural inducido y controlado por las instituciones públicas; un mecanismo de capitalización fincado no tanto en los precios de las cosechas —cuya elevación excesiva encarecería la fuerza de trabajo urbana e industrial— como en subsidios a los costos. Sin embargo, en opinión de los funcionarios del sector, las respuestas de la pequeña producción campesina a las señales económicas son perversas e impredecibles; entonces el único modo de subordinar la acumulación rural a las supuestas prioridades de la economía toda es sometiendo la franja social de la agricultura a los dictados de la burocracia gobernante. Así, la incompreensión de la racionalidad económica doméstica y la radical desconfianza de los hombres de escritorio en los hombres del campo, desembocan en una política de fomento agropecuario de despiadado paternalismo, inspirada en un modelo de desarrollo rural que concibe a la producción ejidal como una suerte de sector paraestatal de la agricultura.

De 1970 a 1976 la inversión pública en fomento agropecuario se incrementa a una tasa promedio del 49% anual, mientras que el crédito rural crece a una media del 27%, y a partir de 1973 también los precios de garantía del maíz, del frijol, del trigo y de la soya, estancados por casi una década, se incrementan sustancialmente. En el mismo lapso se fortalecen y multiplican las paraestatales que operan en el campo: nace Banrural, por la fusión de los dos bancos de desarrollo anteriores; Conasupo amplía considerablemente su radio de acción; se fortalece Inmecafé y, a su imagen y semejanza, se crean Tabamex, Proquivemex, entre otras.⁴

Pero, para que los campesinos puedan aprovechar los nuevos recursos, es necesario que estén debidamente vertebrados y, dada la supuesta inercia conservadora de los hombres del campo, la burocracia

agraria echeverrista asume también la responsabilidad de su organización. Colectivización es la voz de orden del sexenio, y el Plan Maestro de Organización y Capacitación Campesina se propone colectivizar entre 1974 y 1976 nada menos que 11 000 ejidos, cerca de la mitad de todos los existentes. Naturalmente la asociación forzosa es un fiasco y a principios de los ochenta el saldo son poco más de 600 ejidos los que se encuentran trabajando conjuntamente la tierra, mientras que otros 4 000 aparecen como colectivizados en el papel. La segunda fórmula mágica consiste en articular ejidos y comunidades en uniones de segundo o tercer nivel que, al operar en mayor escala, puedan impulsar verdaderos programas de desarrollo regional o sectorial. Así, durante todos los setenta se multiplican las uniones de ejidos y las asociaciones rurales de interés colectivo, pero las más son simples membretes sin real sustancia asociativa.

El trabajo colectivo y la unión de comunidades agrarias tienen indudables virtudes intrínsecas; sin embargo, en su histórica obsesión por organizar a la “sociedad civil” el Estado mexicano nunca ha optado por el convencimiento, sino por el chantaje y la coerción. En los setenta, la principal palanca para inducir la colectivización y la asociación de ejidos es la Ley General de Crédito la que fue reformada en 1976 con el fin de apoyar el financiamiento a los proyectos colectivos y otorgar a las uniones de ejidos amplias facultades en las esferas tanto de la producción como de la comercialización. De ese modo, los campesinos que quieran acceder al financiamiento de Banrural —como a otros programas de fomento— deben ceñirse a las fórmulas organizativas predilectas de la burocracia agraria.

El cambio de sexenio no modifica, de arranque, la política agrícola ni las líneas de organización rural, y si bien al final de los setenta el gobierno de López Portillo promulga la Ley de Fomento Agropecuario, que alienta las “unidades de producción” sustentadas en el amasíato de ejidatarios y empresarios, hasta principios de los ochenta el modelo asociativo consentido del Estado sigue siendo la unión de ejidos. La única diferencia es que durante el régimen de Echeverría las correas de transmisión de las políticas públicas rurales son la Secretaría de Reforma Agraria y la paraestatal CNC, mientras que las palancas agropecuarias del gobierno de López Portillo están en la Secretaría de Agricultura y Recursos Hidráulicos, y en Banrural.

Uniones por consigna

*Él tenía otro oficio: el de provocador.
Era provocador de sueños.
Juan Rulfo. Pedro Páramo*

En Guerrero, el reformismo agrario de Echeverría se topa con la guerra civil y al principio, su prioridad es erradicar a los rebeldes armados a cómo de lugar. Sin embargo, en contraste con la política de Díaz Ordaz, el nuevo gobierno federal combina las campañas militares de cerco y aniquilamiento con el diseño y ejecución de proyectos de fomento rural. En 1972 se da a conocer un Plan de Desarrollo Integral del Estado de Guerrero que incluye programas de riego, electrificación, crédito, caminos, agua potable, etc. En la Costa Grande se intensifica la presencia de Inmecafé y en 1972 se crean la Impulsora Guerrerense del Cocotero y la forestal Vicente Guerrero; en los años siguientes la acción de estas paraestatales modifica sensiblemente el entramado productivo y social de importantes cultivos comerciales, como el café y la copra, así como el de la explotación silvícola.

Pero las agencias del Estado necesitan contrapartes sociales, las que, si bien al comienzo son rudimentarios grupos de trabajo, a fines de la década tienden a transformarse en uniones de ejidos.

Rubén Figueroa Figueroa —*El Tigre de Huitzuco*—, heredero del cacicazgo regional del norte del estado que gobernará intermitentemente la entidad en los turbulentos años de la Revolución, es un político mañoso y golpeador que toma posesión del gobierno de Guerrero sobre el cadáver de Lucio Cabañas y pisando la tumba política de Noguera Otero, su predecesor defenestrado a última hora.

Figueroa se impone a sangre y fuego sobre todas las otras fuerzas regionales de la entidad, y recurre al terror para mantener en orden a los guerrerenses; lo que no le impide esgrimir también la política “desarrollista” de Echeverría. Como dice Lucio Cabañas, en una reunión de la sierra, celebrada el 23 de mayo de 1974:

Al mismo tiempo que ha aplicado un castigo, una represión al pueblo de Guerrero [...], al mismo tiempo trata de aplicar [...] una política [...] reformista; manda Luis Echeverría a hacer curaciones, regalar frijolitos, hacer carreteritas, dar dinerito, a ofrecer vaquitas, a ofrecer conejos, para contentar a la gente. Y promete muchas cosas: libertad de voto, libertad de expresión

y muchas cosas de esas [...], y va a poner a uno de los suyos, a Rubén Figueroa [... quien] ya viene repartiendo tierritas, peleándose con ciertos ricos, viene hablando bien de Genaro y viene pidiendo entrevista conmigo en lo personal ...⁵.

En años de Figueroa, cientos de sospechosos de simpatizar con la guerrilla son secuestrados, torturados, asesinados y lanzados al mar. Pero, al mismo tiempo, Inmecafé se transforma en el principal comprador del grano aromático, desplazando a los acaparadores caciquiles y despertando expectativas en los pequeños productores costeros; la Impulsora Guerrerense del Cocotero establece cinco centros receptores y 10 fábricas procesadoras que le permiten acopiar y transformar la mayor parte de la producción guerrerense de copra, restaurando de paso la organización campesina, así sea con un perfil oficialista y sumiso; la Forestal Vicente Guerrero, creada para absorber a las cuatro compañías madereras que explotan los bosques de la sierra, pronto rebaja sus miras y coexiste con ellas, pero su trato a las comunidades es menos tosco que el de los privados, y favorece la organización de los pueblos silvícolas.

El Tigre de Huitzuco combina chicote y mazorca: encarcela a los opositores pero expide una Ley de Amnistía por la que algunos guerrilleros presos salen de la cárcel; manda matar a los indoblegables y emplea en el gobierno a los arrepentidos. En el campo, Figueroa estorba la formación de agrupamientos independientes, pero aplica la línea federal en lo tocante a la organización. El modelo colectivo es para zonas de riego, o de muy buen potencial, y la pobreza agropecuaria del estado le permite escapar de la colectivización forzosa, no así de la proliferación de uniones de ejidos, confeccionadas en serie por los funcionarios públicos federales. Los campesinos se dejan “organizar” sin meter las manos a favor o en contra; el resultado son uniones sin proyecto ni militancia, registradas al vapor por la SRA.

Figueroa gobierna Guerrero de 1975 a 1981; las uniones de ejidos y otras organizaciones campesinas paraestatales se forman al final de su sexenio, y en los primeros años del siguiente.

En la Costa Grande, ámbito de intensa tradición organizativa donde los copreros, cafetaleros y comunidades silvícolas habían participado tanto en agrupamientos gremiales como políticos, impulsando movimientos pacíficos pero también alzamientos armados, se constituye por iniciativa cenecista la

Unión de Ejidos Agropecuarios Alfredo V. Bonfil, registrada en 1979 con la formal anuencia de 18 comunidades agrarias. El agrupamiento cosecha la labor organizativa de Inmecafé y trata de representar a los huerteros ubicados en las faldas de la sierra.⁶ Los que tienen palmas en las llanuras costeras son la contraparte social de la Impulsora Guerrerense del Cocotero, por lo que forman la Empresa Rural Copreros de Guerrero, constituida a fines de los setenta.⁷

En la Costa Chica, tierra de Genaro Vázquez, nace la Unión Regional de Ejidos de Producción y Comercialización Agropecuaria que opera en cinco municipios de la zona colindante con el estado de Oaxaca. La unión, registrada en 1981, resulta de la promoción del Instituto Nacional Indigenista que opera un sistema regional de acopio y venta de miel.

Cuna del gobernador, la zona norte del estado dispone de algunas tierras de riego y de otras de buen temporal donde proliferan las organizaciones de segundo nivel. En 1978 se constituye la Unión de Ejidos Valerio Trujano, que agrupa a productores de maíz, cacahuete y ajonjolí de los municipios de Huitzuco, Tepecoacuilco, Atenango e Iguala. A fines de la década de los setenta y principios de los ochenta aparecen, también, la Unión de Ejidos Adrián Castrejón, asentada en Teloloapan; la Unión de Ejidos Encarnación Díaz, de Atenango del Río; la Unión de Ejidos Emiliano Zapata, que aglutina a productores de maíz y cacahuete de 10 comunidades agrarias en los municipios de Cocula y Tepecuacuilco, y la Unión de Ejidos 24 de Abril.

En Tierra Caliente, algunas uniones se forman por decreto, pero otras resultan de intensas luchas campesinas. Tal es el caso de los pequeños agricultores, desplazados de la zona de riego, que cultivan maíz, ajonjolí y sorgo en tierras temporeras. Movilizados desde principios de los setenta, para 1977 los campesinos de la región emprenden una fuerte lucha por los precios del ajonjolí, desafiando a los robustos acaparadores de una oleaginosa de la que entonces Guerrero era el principal abastecedor. Marchas, plantones, toma de oficinas de Banrural y otras formas de presión foguean a los campesinos que, a principios de los ochenta, conforman la Unión de Ejidos Vicente Guerrero, establecida en Ciudad Altamirano y que agrupa a productores de ajonjolí, maíz y barbasco, de más de 12 ejidos ubicados en los municipios de Pungarabato, Ajuchitlán del Progreso y Coyuca de Catalán. En la misma región se establece la Unión de Ejidos Benito Juárez, con productores de maíz, ajonjolí, sorgo, arroz y melón del

municipio de Cutzamala; la Unión de Ejidos Valle Escondido que opera en Arcelia y Ajuchitlán; la Unión de Ejidos de Zirándaro que agrupa a productores de maíz y ajonjolí, y la Unión de Ejidos de Tlapehuala.

En la deprimida zona de La Montaña, que concentra a la mayor parte de la población indígena de la entidad, tiene notable influencia la CIOAC, animadora de una organización de jornaleros con alrededor de 10 000 participantes. Pero La Montaña expulsa a sus hijos precisamente por falta de opciones productivas y hay pocos cultivos en que sustentar organizaciones económicas de segundo nivel. Con todo, a principios de los ochenta, se establece la Unión de Ejidos Vicente Guerrero de Tlapa que agrupa a productores de maíz, recolectores de palma y artesanos.

Salvo los ajonjolineros de Tierra Caliente, las organizaciones campesinas surgidas durante el gobierno de Figueroa resultan de iniciativas burocráticas, quizá porque la militarización de extensas regiones rurales inhibe la lucha de los labriegos. En cambio, el sexenio es pródigo en movilizaciones de otros sectores.

De 1979 a 1981 los maestros de la Sección XIV del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE) protagonizan intensos combates por los salarios, con lo que ponen en crisis a uno de los agrupamientos más poderosos del corporativismo mexicano. El movimiento se enfrenta al gobernador y desemboca en la formación del primer Consejo Central de Lucha Magisterial del país.

El movimiento universitario guerrerense arranca con la fundación de la máxima casa de estudios en los años sesenta. La Federación Estudiantil Universitaria, y posteriormente los sindicatos, luchan por el proyecto académico, pero se involucran también en movimientos populares. Desde 1972, y durante todo el periodo gubernamental de Figueroa, las corrientes de izquierda dominan en el Consejo Universitario y controlan la Rectoría, encaminando a la máxima casa de estudios hacia un proyecto de vinculación con las comunidades urbanas y rurales, al que llaman Universidad-Pueblo.

Otro movimiento importante en el sexenio es el de los colonos del puerto. Con antecedentes combativos desde los cuarenta, los vecinos organizados en el Consejo General de Colonias Populares de Acapulco se enfrentan a la pretensión de abrir paso a nuevos "desarrollos turísticos" que planean desalojar a los humildes pobladores del Anfiteatro. Marchas, mítines y tomas de oficinas públicas, no

pueden, sin embargo, impedir que una parte de los vecinos de la ladera sea reubicada en Ciudad Renacimiento.

Hay también luchas obreras, como la que emprende la Sección 17 del Sindicato de Trabajadores Minero Metalúrgicos de la República Mexicana, en demanda de mayores salarios y mejores condiciones de trabajo, y contra el liderazgo charro de Napoleón Gómez Sada. Por su parte los choferes de Líneas Unidas del Sur (Flecha Roja), que luchan por mantener el pago de la comisión, se enfrentan a represión y despidos generalizados. No en balde Rubén Figueroa era el zar del autotransporte público.⁸

Aquellos buenos tiempos de populismo y concertación

*Hasta ahora pronto que comencé a
llenarme de sueños, a
darle vuelo a las ilusiones.
Y de este modo se me fue formando
un mundo alrededor de la esperanza.
Juan Rulfo. Pedro Páramo*

El peculiar traslape de las elecciones guerrerenses y las federales, propicia que, durante la mayor parte del sexenio desregulador y privatizante de Miguel de la Madrid, Cervantes Delgado, un promotor del intervencionismo estatal, ocupe el ejecutivo de Guerrero.

Populista extemporáneo, este político impulsa un Plan de Desarrollo Socioeconómico para el Estado de Guerrero —luego Plan Guerrero—, por el que la paz impuesta y persecutoria de Figueroa deviene participación social y “concertación”. El presupuesto es la medida de la capacidad negociadora del Estado, y en la primera mitad del sexenio, la federación, a través del Convenio Único de Desarrollo, financia con cierta holgura el Plan Guerrero, permitiéndole al gobernador impulsar un Sistema Estatal de Planeación Democrática que recoge demandas de las organizaciones sociales.

A partir de 1985 los recortes nacionales al gasto público repercuten en una reducción a la mitad de la asignación federal, que por esos años representa unas tres cuartas partes del presupuesto de la entidad. El resultado es un desplome de más del cuarenta por ciento en el gasto público estatal, que constriñe drásticamente los alcances del Plan Guerrero.

Sin liquidez, la “concertación” languidece. Pero la merma en la capacidad de negociación del gobierno no inhibe el intenso trajín social, alentado por la apertura democrática. Así, el sexenio de Cervantes Delgado se caracteriza por el estatismo: creación de 28 nuevas empresas paraestatales y expansión de más de 60% de la burocracia; pero también por el fortalecimiento de la organización popular: saldo del Programa Único de Organización y Capacitación, es decir, 24 Uniones de Ejidos, 118 Asociaciones Agrícolas Locales, 211 Unidades Agropecuarias de Impulso a la Mujer y 37 Sociedades Cooperativas.

Los balances estadísticos de la acción gubernamental son engañosos; pero lo cierto es que más allá de la multiplicación de los membretes, de 1981 a 1987 se fortalecen en Guerrero las organizaciones de base, pues, lo que en lógica burocrática es un intento de remontar la guerra sucia de los setenta y legitimar al gobierno, en perspectiva social resulta una favorable coyuntura de participación.

Refundación democrática

*No vayas a pedirle nada.
Exígele lo nuestro.
Juan Rulfo. Pedro Páramo*

Excepcional es el impulso que reciben los agrupamientos rurales autónomos, alentados por un movimiento campesino que —dejando atrás el temor a la represión— retoma la rica tradición guerrerense de organización gremial. Algunos protagonistas del auge de lucha popular de los ochenta son nuevos, pero también se incorporan muchas de las uniones de ejidos fabricadas en serie en tiempos de Figueroa, que ya sin el cacique encima se revitalizan, pasando de cascarones inertes a núcleos combativos. Y no sólo son luchones, también autogestionarios, pues durante los ochenta, al tiempo que se despliega un fuerte movimiento reivindicativo que reclama al Estado la solución de sus problemas, va cobrando fuerza el concepto de “corresponsabilidad” y van madurando los proyectos productivos de carácter social.

La Costa Grande, escenario de la cruenta guerra sucia contra el Partido de los Pobres, es ejemplo privilegiado de cómo, al término del gobierno de Figueroa, remiten los temores y se reanima la lucha gremial independiente. La refundación democrática

de la Unión de Ejidos Agropecuarios Alfredo V. Bonfil, transforma el membrete registrado en 1979 en la organización cafetalera más representativa del estado, que para 1983 agrupa a productores de 45 ejidos, principalmente de Atoyac, Tépam y Coyuca, en la Costa Grande, pero también de Malinaltepec y San Luis Acatlán, en la Costa Chica. El crecimiento orgánico es a la vez palanca y resultado de amplias movilizaciones por el precio del grano aromático y por el pago de los adeudos de Inmecafé a los productores.⁹

La calentura organizativa se extiende, y en la primera mitad de los ochenta aparecen la Sociedad Cooperativa La Pintada, que opera con cafetaleros de Paraíso, en Atoyac, la de Tepetitla, en Coyuca, y también grupos caciquiles de repuesto como la Sociedad Semicolectiva de Crédito Ejidal, de Paraíso, y la Sociedad de Crédito de San Vicente, ambas sustentadas en el control de los permisos de exportación.

Pero la Bonfil no es sólo una organización de cafetaleros; desde 1983 incorpora a los consumidores agrupados en el Consejo Comunitario de Abasto que supervisa la operación del sistema regional de Distribuidora Conasupo SA (Diconsa). Al mismo tiempo comienzan a formarse grupos de maiceros, a semejanza de los grupos de trabajo colectivo cafetaleros, y en 1985 impulsan un Banco de Maíz, destinado a racionalizar el acopio y el basto del grano. Poco después se integran grupos femeninos en torno a las unidades agrícolas industriales de la mujer.

Si bien la combativa organización cafetalera de los ochenta proviene del renacimiento democrático de una unión de ejidos preexistente, la convergencia de las comunidades silvícolas de la Costa Grande arranca con movilizaciones. En 1980 los ejidos de Las Compuertas, Bajos de Balsamar, El Balcón y Cordón Grande se agrupan para demandar mayor precio de la madera y cumplimiento de las promesas de la paraestatal Forestal Vicente Guerrero. Para 1985 el movimiento se ha extendido a El Molote; Toro Muerto; Puerto del Gallo; Vallecitos de Zaragoza; Pitos, Pitales y Letrados; y Corrales del Río Chiquito, entre otros pueblos. Se funda entonces la Coordinadora de Ejidos Forestales de la Costa Grande de Guerrero que agrupa a 14 comunidades silvícolas. La lucha es, principalmente, por el control de los fondos comunales generados por la madera, por que los permisos de corte se expidan con oportunidad y contra el alto costo de los servicios técnicos. En 1988 la Coordinadora se transforma en Unión de Ejidos de Producción Forestal y

Agropecuaria General Hermenegildo Galeana.

También los plataneros de la Costa Grande comienzan a organizarse desde mediados de la década a partir de los de Tenexpa. En cambio, el importante sector de los productores de copra es incapaz de reanimar la Empresa Rural Copreros de Guerrero, constituida en tiempos de Figueroa.

La Unión Regional de Ejidos de Producción y Comercialización Agropecuaria de la Costa Chica, nace por iniciativa del INI a partir del acopio y venta de miel operados por el instituto, pero a partir de 1981 es resucitada por las bases, y en los años siguientes extiende su acción al ámbito del consumo popular —a través del Consejo Comunitario de Abasto de Ometepepec— y de la producción y comercialización de granos básicos, por medio de un Banco de Maíz. A mediados de la década, la unión agrupa alrededor de 25 ejidos en los municipios de Ometepepec, Azoyú, Cuajinicuilapa, Igualapa y Xochistlahuaca.

Como en el caso de los cafetaleros, copreros y silvicultores, la organización de los productores de flor de Jamaica de la Costa Chica comienza a despuntar con la intervención de las agencias económicas del Estado, que a principios de los setenta remueven el añoso sistema de acaparamiento y subordinación social. Aquí la ruptura corre por cuenta de Banrural, que desde 1975 se presenta como alternativa para los tradicionales créditos usurarios garantizados por la cosecha. Como siempre la institución gubernamental pasa de salvadora a victimaria, cuando comienza a regatear sus préstamos, argumentando la inestabilidad de los precios pero también que se trata de un cultivo asociado maíz-jamaica, y el banco puede habilitar uno u otro producto pero no ambos, ni entreverados. La movilización por el financiamiento encuentra una salida estatal en el Crédito a la Palabra, que desde 1981 ejerce el gobierno de Cervantes Delgado, cuyos promotores de desarrollo rural inducen también la organización de los productores. Así, en 1983 se funda la Unión de Ejidos Plan de Ayutla, que representa alrededor de 2 000 jamaíqueros de la región, y que tiene poca vida interna, quizá porque su fundación resulta de iniciativas verticales y burocráticas. Otro es el caso de los Campesinos Jamaíqueros Organizados, agrupamiento autónomo de productores de Tecuanapa y Juan R. Escudero, los que desde 1980 se movilizan por cuenta propia y crean la Unión de Pueblos de Costa Chica. En 1985 esta organización se registra como Unión de Ejidos Pueblos

de Costa Chica y comienza a operar créditos estatales para el acopio, y comercialización de la flor.

En la zona norte del estado, las fantasmales organizaciones fundadas en los setenta se reaniman en la década siguiente y, con la iniciativa de la Unión de Ejidos Emiliano Zapata, conforman una Coordinadora Campesina, a la que se incorporan, además de los promotores, la Unión de Ejidos Valerio Trujano, la Unión de Ejidos Adrián Castrejón y la Unión de Ejidos Encarnación Díaz. El alma de la Coordinadora son los productores de cacahuate, quienes, como los cafetaleros, maiceros y jamaiqueros, buscan mejores opciones de comercialización. Los campesinos movilizados de la zona norte se vinculan con la Coordinadora Nacional Plan de Ayala (CNPA), convergencia de organizaciones de una docena de estados de la República animadas principalmente por la demanda de tierra.

El ajonjolí es para las organizaciones campesinas calentanas, lo que el cacahuate para las de la zona sur. En los ochenta la Unión de Ejidos Vicente Guerrero, y otras, se movilizan conjuntamente en pos de mejores condiciones de mercadeo para ese producto. Convergencia de corta duración, pues los precios se mantienen bajos y a partir de 1987 se generaliza la sustitución del cultivo de la oleaginosa por el del maíz.

En La Montaña, la Unión de Ejidos Vicente Guerrero tiene cierta presencia en Tlapa durante los primeros ochenta, reforzada por la operación del Consejo Comunitario de Abasto, de gran importancia en una región como ésa de mercadeo extenuante y costoso. Por su parte, cerca de 1 000 productores de café de nueve comunidades de Malinaltepec y los altos de San Luis Acatlán, inicialmente incorporados a la Unión de Ejidos Alfredo V. Bonfil, con sede en el distante Atoyac, deciden darse una organización propia de carácter local, y en 1985, constituyen la Unión de Ejidos Luz de la Montaña, que se ocupa de los problemas de mercadeo de las muy pequeñas huertas del municipio, pero también del abasto de básicos, vital en una zona mal comunicada y donde casi no se produce maíz.¹⁰

El municipio de Chilapa, en la Zona Centro del estado, es escenario de una experiencia bastante difundida en los ochenta: el embarnecimiento de un Consejo Comunitario de Abasto, que diversifica sus actividades a la compra y distribución de fertilizante, y al mercadeo de artesanías, hasta transformarse en una organización multiactiva. La Zanzekan Tinemi, cuyo antecedente es la Unión de Pueblos de Chilapa, es una sociedad de solidaridad social y no

una unión de ejidos, pues cuando se constituye esta última figura ya no tiene el favor gubernamental, pero el movimiento del que surge es análogo al que animan las uniones en otras zonas de Guerrero.¹¹

* * *

Pese a que comparten formas de lucha, demandas económicas e interlocutores institucionales, salvo la Coordinadora Campesina de la Zona Norte, las demás organizaciones autónomas del agro guerrerense se movilizadas desde principios de los ochenta, operan cada una por su lado. La constitución y reactivación de uniones de ejidos se había sustentado en la disposición campesina a “echarle montón” a sus problemas más urgentes, catalizada por un liderazgo natural heredero de la tradición regional de lucha, y encaminada por la visión e iniciativa de un puñado de jóvenes activistas, generalmente de origen guerrerense, con alguna formación política y profesional adquiridas fuera de la entidad.

Muchos de los cuadros —que desparramados por el estado operan como fermento organizativo— provienen de la Universidad Autónoma de Chapingo, y algunos militan en agrupamientos de izquierda con vocación nacional. Pero aunque comparten ciertas concepciones —proverbialmente la idea de que la organización popular debe construirse desde las bases— no se aglutinan en torno a un proyecto político unitario. Tampoco las coordinadoras campesinas nacionales, que se forman a fines de los setenta y principios de los ochenta, ayudan a la convergencia, pues mientras que las uniones de la zona norte se vinculan a la Coordinadora Nacional Plan de Ayala (CNPA), las de la costa, entre otras, se acercan a la Unión Nacional de Organizaciones Regionales Autónomas (UNORCA).

Como es habitual en un país donde históricamente el Estado ha inducido la organización social, mucho de lo que comparten las uniones campesinas guerrerenses se origina en su común interlocución con las agencias gubernamentales, de las que proviene tanto el modelo organizativo como las líneas programáticas del llamado “desarrollo rural”. Es, pues, paradójico, pero no sorprendente, que uno de los primeros acercamientos entre las uniones de ejidos autónomas de Guerrero haya tenido lugar en un encuentro nacional de organizaciones campesinas de segundo nivel del sur y sureste del país, organizado en Taxco, Guerrero, por la Secretaría de

Reforma Agraria (SRA), en noviembre de 1984. Esta reunión, a la que asisten delegados de Yucatán, Tabasco, Chiapas y Guerrero, entre otros, propicia el encuentro de los representantes de 12 uniones de ejidos de esta última entidad, quienes en pláticas paralelas a los trabajos formales, acuerdan encontrarse posteriormente en un espacio propio y sin la presencia del gobierno.

El primer diálogo independiente, se realiza el 22 de diciembre de ese mismo año en la sede de la Unión de Ejidos Valerio Trujano, en Tonalapa. Ahí se intercambian experiencias, se definen demandas comunes y se esbozan las vías de la convergencia. Entre 1985 y 1986, la Coordinadora de Uniones de Ejidos de Guerrero se reúne en siete ocasiones, ubicando en el acceso al fertilizante y en la comercialización de las cosechas, los ejes comunes de la lucha campesina estatal. Se identifican también demandas particulares de cada región y se acuerdan mecanismos solidarios para avanzar conjuntamente.

A la última sesión del cuarto encuentro de la Coordinadora, realizado el mes de abril en Río Santiago, municipio de Atoyac, se convoca a las instituciones gubernamentales del sector agrario, para presentarles un pliego petitorio común de 100 puntos.

La razón de ser de la convergencia es la gestión de las demandas campesinas con las agencias del Estado, y en torno a esto surgen también las primeras tensiones. Ya en el quinto encuentro, realizado en Chilpancingo, los delegados se recriminan mutuamente que cada unión va a lo suyo y antepone sus propios logros a la solidaridad. Actitud favorecida por los funcionarios públicos, quienes rehuyen las negociaciones colectivas en abono del cabildeo bilateral.

Contra lo que cabría esperar, a la hora de la verdad los agentes gubernamentales ponen la política al comando, subordinando su cometido institucional a los objetivos de legitimación y control social. En cambio las uniones de ejidos, que debieran guiarse por objetivos políticos e intereses de clase, anteponen a su consolidación como fuerza social con proyecto estratégico, los módicos logros inmediatos y particulares.

Las actitudes *pichicateras*, acicateadas por la política clientelar institucional y agudizadas por la reducción del gasto público, que empuja a las organizaciones a competir por migajas, desgastan y fracturan a la Coordinadora. Pero al término del sexenio de Cervantes Delgado, se cierne sobre los campesinos guerrerenses organizados la sombra del nuevo

gobernador; un destacado miembro de la "generación del cambio" que a contrapelo de su imagen ilustrada y moderna, desde la campaña ha dado ominosas muestras de intemperancia.

Tardesito pero sin clemencia, llegan a Guerrero las políticas de ajuste, y Ruiz Massieu es el encargado de "reconvertir" el luido Estado social del "nacionalismo revolucionario" mexicano en un neoliberal Estado-*croupier* al servicio del mercado y sus grandes apostadores.

En diciembre de 1986, cuando se realiza el séptimo encuentro de la Coordinadora, es inminente la clausura de los espacios de concertación prevalentes, y ante una amenaza de la que no escapa ningún agrupamiento autónomo, se reagrupan algunas uniones que se habían dispersado. Pero la diáspora ha desgastado el esquema organizativo nacido en 1984: se requiere una convergencia de nuevo tipo.

El 10 de Abril de 1987, la tradicional movilización por el aniversario del asesinato de Emiliano Zapata, culmina con un multitudinario encuentro en el que 5 000 campesinos provenientes de 27 organizaciones ubicadas en las diferentes regiones del estado, constituyen la Alianza de Organizaciones Campesinas Autónomas de Guerrero. El acto es el punto más alto del proceso de organización rural iniciado diez años antes y la exitosa culminación de un gobierno que, sin descobijar a las centrales corporativas, supo negociar con los agrupamientos independientes. La Alianza es heredera de las movilizaciones campesinas autónomas, pero también es hija de la "concertación" con el gobierno del estado, y en el momento de su fundación a la administración de Cervantes Delgado le quedan diez días de vida. El interminable sexenio de Ruiz Massieu será su prueba de fuego, pero ésta es otra historia.¹² *

Notas

- 1 Para una visión de conjunto del panorama rural guerrerense a principios del siglo XIX, véanse Moisés Santos y Jesús Álvarez, Historia de la cuestión agraria mexicana, estado de Guerrero, épocas prehispánica y colonial, UAG CEHAM, México, s.f.
- 2 El papel del caudillismo regionalista guerrerense en la Revolución puede leerse en Ian Jacobs, *La revolución mexicana en Guerrero, una revuelta de rancheros*, ERA, México, 1972.
- 3 La historia social y política de Guerrero durante el siglo XX

- puede rastrearse en Jaime Salvador Adame et al., *Historia de la cuestión agraria mexicana, estado de Guerrero, 1867-1940*, Gobierno del Estado de Guerrero, UAG, CEHAM, México, 1987; Francisco Gomezjara, *Bonapartismo y lucha campesina en la Costa Grande de Guerrero*, Editorial Posada, México, 1979; Mario Gil, Los Escudero de Acapulco, *Historia mexicana* 10, octubre-diciembre 1953, México, p. 297 y ss; Alejandro Martínez Carbajal, Juan Escudero y Amadeo Vidales, *Revolución*, México, 1961; Crescencio Otero Galeana, *El movimiento agrario costeño y el líder agrarista profesor Valente de la Cruz*, edición del autor, México, 1979; Florencio Encarnación Ursúa, *Las luchas de los copreros guerrerenses*, Editora y distribuidora nacional de publicaciones, México, 1977. Una somera visión de conjunto puede encontrarse en Armando Bartra, *Guerrero bronco. Campesinos, ciudadanos y guerrilleros en la Costa Grande*, Sin Filtro, México, 1996.
- 4 Sobre la política agraria durante el gobierno de Luis Echeverría, véase Armando Bartra, Crisis agraria y movimiento campesino en los setentas, *Cuadernos Agrarios* 10-11, México, diciembre 1980.
 - 5 Luis Suárez, *Lucio Cabañas, guerrillero sin esperanza*: 59-61, Editorial Roca, México, 1976.
 - 6 Han reconstruido la historia Rosario Cobo y Lorena Paz Paredes en El curso de la organización cafetalera de la Costa Grande de Guerrero. Cafetaleros, la construcción de la autonomía, *Cuadernos Desarrollo de Base*, México, 1991.
 - 7 La historia en Francisco Gomezjara, *Aceites, jabones y multinacionales*, Ediciones Nueva Sociología, México, 1978.
 - 8 Véase la reseña de algunas luchas obreras y populares de las últimas décadas en Alva Teresa Estrada, *Guerrero: sociedad, economía, política, cultura*, UNAM, México, 1994.
 - 9 Véase el ensayo ya citado de Rosario Cobo y Lorena Paz Paredes. Cuando no se señala origen, la información sobre el nacimiento y curso de las organizaciones rurales guerrerenses es de primera mano pues proviene de fuentes documentales y entrevistas realizadas por el autor.
 - 10 Véase *Luz de la montaña, una historia viva*, de Renato Ravelo y José O. Ávila, UAG, INI, México, 1994.
 - 11 Véase *Seguimos estando juntos, historia de la Sociedad de Solidaridad Social Zanzekan Tinemi de Chilapa, Guerrero (1980-1992)*, de Miguel Meza, Instituto Maya, México.
 - 12 El presente artículo está formado con fragmentos del ensayo Sur profundo, de próxima publicación. Ahí la historia continúa hasta mediados de los noventa.

América Latina: realidad, virtualidad y utopía de la integración

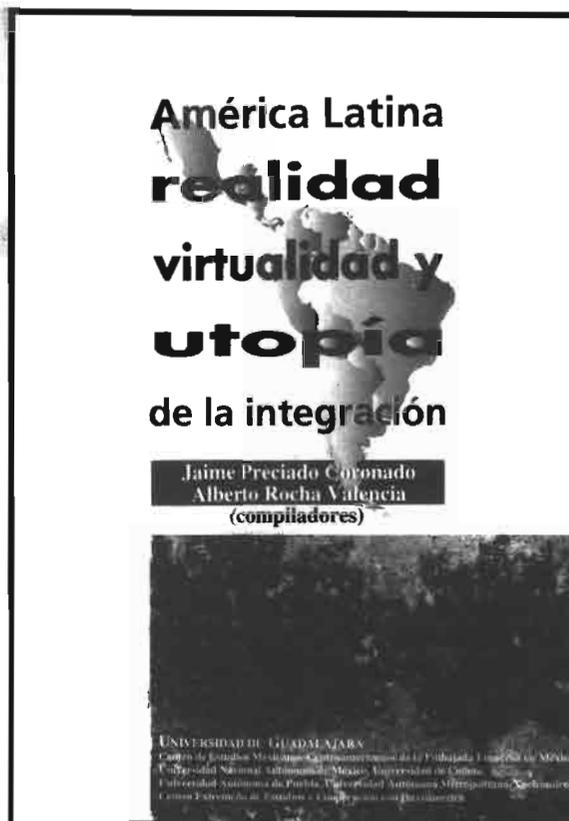
Jaime PRECIADO CORONADO
Alberto ROCHA VALENCIA
(compiladores)

A U T O R E S

Thomas CALVO
Alberto ROCHA V.
Miguel ROJAS MIX
Jaime E. ESTAY R.
Socorro RAMÍREZ
Sergio de la PEÑA
Alain LIPIETZ
Federico MANCHÓN
Rodrigo MONTOYA

Jaime PRECIADO CORONADO
Lucas PACHECO PRADO
Jorge Abel ROSALES SALDAÑA
Alfredo GUERRA-BORGES
Lourdes María REGUEIRO BELLO
Alberto ROCHA VALENCIA
Aída LERMAN ALPERSTEIN
Sylvie DIDOU AUPETIT
José Gpe. VARGAS HERNÁNDEZ

U de G CEMCA UNAM U de C UAP UAM-X CEEXCI



Espacios de poder y reproducción social en la Montaña de Guerrero

Joaquín Flores Félix*
Beatriz Canabal Cristiani**

Introducción

La Montaña de Guerrero es una de las grandes regiones socioculturales de ese estado; en su abrupta geografía habita la mayor proporción de población indígena de la entidad, la cual está representada por los pueblos nahua, mixteco y tlapaneco, que fueron ocupando el territorio en distintas etapas históricas; posteriormente en la época colonial lo compartieron con los españoles y finalmente también han convivido con mestizos que se asentaron en las zonas más bajas, allí donde se ubican los mejores recursos o bien en las cabeceras municipales donde ocuparon las posiciones de prestigio, poder económico y político.

Por lo agreste de la geografía, ha sido imposible que los habitantes de muchas comunidades de esta región reciban los beneficios de los servicios más elementales como son salud, electricidad, caminos, agua potable y otros; esto ha ocasionado que esa población padezca una endémica situación.

Constituye hoy día una de las regiones más marginales del país en lo que a recursos productivos, actividad económica y bienestar social se refiere,¹ pero aún así, constituye una región rica en expresiones culturales y políticas que le inyectan gran vitalidad.

Ante la falta de expectativas para lograr la subsistencia, los productores han tenido que elaborar

diversas e imaginativas estrategias, las cuales les permiten crear y recrear su entorno social; de entre éstas destacan la lucha constante por el control de su espacios de reproducción social, principalmente los que se refieren al gobierno de sus municipios. También sus luchas incluyen los insumos agrícolas, en particular por los fertilizantes, y el recurrir a distintas fuentes de ingresos, como es el caso de la migración constante hacia otras regiones del país en busca del sustento para sus familias, que es la actividad más difundida, o bien, en algunos casos, a la siembra de cultivos ilícitos. Esta última situación los ha conducido aún más a la vulnerabilidad por el potencial de violencia que conlleva este tipo de actividades.

La Montaña de Guerrero es una porción de territorio delimitada geográficamente por la población, por autores e instituciones gubernamentales quienes la hacen coincidir con un cierto número de municipios de acuerdo a sus fines; es más bien una región concebida de acuerdo a las necesidades, vivencias o subjetividad de aquel —o aquellos— que la pretenden definir. Se trata sin duda de una región con historia —con una demarcación pluriétnica, pluricultural—, de un espacio religioso, de un espacio o espacios de poder, de relaciones sociales y de la aplicación de políticas públicas y planes gubernamentales; es una región geográfica con determinadas características productivas y económicas; en general está constituida también por espacios de identidad recreados a través de los siglos.

Su historia está marcada por una continua lucha de los actores sociales por hacerse partícipes de esos

* Profesor investigador de la UAM-Xochimilco.

** Profesor investigador de la UAM-Xochimilco.

espacios, de controlarlos y dotarlos de una direccionalidad determinada por sus intereses.

Por su lado, el Estado en su afán integracionista ha invertido y ha creado un sin fin de instancias gubernamentales para dotar a la población de la Montaña con los beneficios de la sociedad moderna; pero, por otro lado, las comunidades indígenas, la Iglesia, las asociaciones civiles y las organizaciones gremiales, y políticas, han intervenido en la región al reconstituir constantemente el mapa, y el territorio de las comunidades en búsqueda de otras formas de participación en la sociedad nacional.

No pretendemos en este trabajo hacer un recorrido por la historia de la Montaña sino solamente señalar los momentos que han sido fundamentales en su constitución como una región con una identidad propia; en este proceso han intervenido una amplia gama de actores sociales los cuales le han dado direccionalidad como espacio de relaciones sociales.

Construcción espacial de la región desde la administración pública

Una característica importante de la región de la Montaña es que sus constantes reconstrucciones parten del reconocimiento de una historia vivida. Sobre la base de las provincias tributarias se acopló la administración colonial. Su anexión al naciente estado de Guerrero en 1849 se hizo igualmente sobre la base de una distribución espacial que los grupos de poder reclamaban como exclusiva, ya que, contra los intereses del caudillo Juan Álvarez, quienes controlaban esta región pretendían que siguiera dependiendo de Puebla, y de no ser posible, que se anexara a Oaxaca.

En gran medida, este tipo de conflictos orilló a los gobernantes del país a intervenir directamente, a nombrar gobernadores que les obedecieran a ellos y no a los grupos de presión de la entidad, tradición que en la actualidad se sigue conservando.² Una y otra vez a lo largo de la historia del estado, el nombramiento de los gobernadores vendría desde el centro; de 1885 a 1911 las autoridades centrales fueron las que decidieron los gobernantes de la entidad. A la par, estos gobernadores nombraban prefectos políticos encargados de los distritos judi-

ciales, que cumplirían la misma función. Así, estos personajes, que en un principio fungirían como árbitros de los conflictos locales, a la larga irían centralizando el poder, no sólo el político, también el económico, hasta convertirse en caciques regionales.

Un eje de la lucha de las comunidades indígenas, al final del siglo, fue contra el despotismo de las autoridades, en particular de los prefectos políticos. Esta lucha se expresó en la búsqueda de una libertad municipal que les permitiera reconstituir sus espacios de reproducción, tan dañados por los excesos de la Reforma y del Porfiriato. Éste será uno de los motivos que harán que la población, no sólo de la región sino de todo el estado, se sume a la guerra revolucionaria de 1910, acompañando a los rancharos y comerciantes que, como en el caso de la guerra de independencia buscarán reconstruir su propio espacio de poder, el cual a lo largo del Porfiriato les fue negado.³

Durante el gobierno del general Lázaro Cárdenas la región quedó integrada a las acciones de gobierno con la creación de una Junta Intersecretarial, tanto del gobierno del estado de Guerrero como federal, con la cual se pretendía inyectar recursos y realizar acciones de bienestar. A esta acción se sumaría otra creación espacial de gran trascendencia para los habitantes de las comunidades: la de la administración pública, aunque en el corto plazo la citada junta finalmente desapareció a causa de las pugnas inherentes a su amalgama de intereses. En adelante, y es lo que nos interesa resaltar, la Montaña fue armándose, desde los gobiernos del centro, como una región con una determinada problemática a la que se debe atender de manera particular dada su situación en un espacio social, cultural y político complejo al mismo tiempo que delicado; sin embargo, como se pudo desprender de la información analizada, esas propuestas por venir del centro, por no considerar a los sujetos sociales regionales y porque no tuvieron continuidad, fueron poco eficaces a corto y a largo plazo.

En 1957 el gobierno del estado crearía la Dirección de Recuperación de la Montaña, organismo que nunca funcionó al decir de la crónica de la época. En una nota periodística de 1962, *El Excelsior* da cuenta detallada del inicio de la construcción de la carretera Tlapa-Marquelia; en la misma se reseñan tiempos y costos para su terminación, todo ello avalado por el entonces Presidente Adolfo López Mateos y el gobernador en turno. Dicha carretera aún se está construyendo.

El Instituto Nacional Indigenista, desde 1963 instaló un Centro Coordinador en la ciudad de Tlapa, el cual hasta la fecha promueve programas de acción indigenista de acuerdo con los lineamientos de cada plan sexenal.

Durante las décadas de los años sesenta y setenta, la Comisión del Río Balsas realizó varios proyectos con el fin de proteger y mejorar los suelos y para la captación de aguas. En ese marco, en 1965, se creó el Organismo Coordinador de las Actividades en la Montaña de Guerrero cuya tarea era "... incorporar la región y los que en ella viven, definitivamente al ambiente nacional ..."; para esta fecha su objetivo era la coordinación de las tareas de una veintena de instituciones estatales, federales, de ayuda humanitaria y académicas que trabajaban en la zona.

El Programa de Desarrollo Integral funcionó de 1973 a 1980; entre sus principales objetivos estaba el de incrementar la producción, diversificar el empleo y promover la infraestructura social.

El programa COPLAMAR, en un periodo que va de 1979 a 1982, realizó también obras de beneficio social como electrificación, introducción de servicios de salud, viveros, construcción de caminos..., todo ello sustentado en la creación de empleos temporales para la población indígena.⁴

El Distrito de Desarrollo Rural en la Montaña, de la Secretaría de Agricultura y Recursos Hidráulicos (SARH), por medio del Colegio de Posgraduados de la Universidad Autónoma de Chapingo, ejecutó de 1982 a 1987 un proyecto de investigación y experimentación que abarcaba ciertos aspectos de la ganadería y la agricultura; el proyecto se denominó Plan Montaña de Guerrero.

El Programa de Mixteca Guerrerense realizó un inventario de las obras y servicios que se requerían durante los años de 1984 y 1985; su objetivo era la descentralización de las funciones a nivel regional, la planeación, la programación y la aprobación de los fondos destinados a las comunidades y organizaciones sociales con el fin de que ellas los administraran y los ejecutaran directamente.

Durante el periodo que va de 1989 a 1993 estuvo en vigencia el Programa de Desarrollo integral de la Montaña de Guerrero, auspiciado por la recientemente creada Procuraduría Social de la Montaña (PROSOMAI); su objetivo principal era la creación de corredores agroindustriales de especialización, conjuntamente con la apertura de nuevas vías de acceso.

La Organización de las Naciones Unidas participó por medio de las instituciones federales y estatales, durante 1989, con el fin de apoyar a los

gobiernos municipales en la realización de obras de infraestructura de beneficio social.

A partir de 1989 y hasta 1994, el Programa Nacional de Solidaridad (PRONASOL), fue el proyecto que concentró los esfuerzos de las instituciones gubernamentales en la realización de obras sociales; se pusieron en marcha diversos programas, como el de Escuela Digna, Fomento a la Producción y el de Fondos Municipales de Desarrollo.

Así mismo, las acciones agrarias realizadas en favor de las comunidades estarían orientadas a garantizar la reproducción de los pueblos indígenas que, a raíz de los múltiples reacomodos del mapa regional, habían venido acumulando conflictos agrarios ya fuera contra los hacendados o entre ellos mismos. Como en la mayoría de las regiones del país, la receta fue remarcar los límites de las comunidades y tratar de hacerlos obligatorios por medio de la promulgación de Decretos Presidenciales; o incluso, la creación de ejidos, con lo que se construía de esta manera otro mapa territorial sobre los ya existentes, aunque a la larga, éste no tendría mayor efecto en la vida cotidiana de las comunidades; sólo tendría efectos administrativos y para la adscripción al partido gobernante, vía la central campesina a la que por ley estaban cooptativizados: la CNC.

Como parte de las acciones encaminadas a hacer operativas las reformas al Artículo 27 de la Constitución, se creó la Procuraduría Agraria, cuya sede en Tlapa desde 1992, se encarga de impulsar las acciones agrarias del régimen, como el Programa de Titulación de Parcelas Ejidales (PROCEDE) y la mediación en los conflictos agrarios entre las comunidades.

Por otro lado, al adoptar la administración pública las técnicas y sistemas para hacer más productivo el trabajo, la región ha accedido a un sinnúmero de procesos administrativos especializados en la tarea de gobernar; así encontramos oficinas para la hacienda pública, para la educación, para la administración de justicia, para las acciones agrarias, e inclusive para las contiendas electorales.

En la actualidad, la regionalización de la acción gubernamental edifica la Montaña desde diversos y disímboles ángulos: los Comités de Planeación para el Desarrollo Municipal, la Procuraduría Social del Campesino y de Asuntos Indígenas (PROSCAI, antes PROSOMAI), la delegación espacial de la SEDESOL, el Programa de Jornaleros Agrícolas de la misma SEDESOL y la delegación de la Procuraduría Agraria, por citar algunos.

Por su lado, las ONG han incursionado en la elaboración de sus propios espacios en la Montaña; de entre éstas destaca Autonomía, Gestión y Desarrollo (Anagedes del Sur), que de 1984 a 1987 asesoró el Programa de Desarrollo en la Cañada de Huamuxtitlán al atender proyectos productivos.

El Programa de Aprovechamiento Integral de los Recursos Naturales de la UNAM (PAIR), desde 1984 trabaja en la elaboración de proyectos específicos para algunas comunidades y municipios, en la conservación de suelos, retención de agua, incremento en los cultivos básicos y acuacultura. Su trabajo fue de fundamental importancia en la consolidación de la opción socialista en el gobierno del municipio de Alcozauca.

El Centro de Derechos Humanos de la Montaña de Guerrero, auspiciado por la Asociación Civil Tlachinollan, empezó desde 1993 a atender la problemática relacionada con la vigencia de los Derechos Humanos; en este rubro su antecedente directo son los trabajos realizados por el Centro Nacional de Misiones Indígenas (CENAMI), institución de carácter no gubernamental de la iglesia católica dedicada a atender población indígena en el país. A la fecha existen ya otras instituciones que abarcan este rubro de los derechos de la población de la Montaña; tan sólo para el ejercicio de 1997, el INI por medio de su oficina de procuración de justicia financiaba en la región una decena de este tipo de oficinas, principalmente en los aspectos de capacitación y acompañamiento en la procuración de justicia. De igual manera, la Iglesia ha afinado su distribución espacial; creó en 1992 una diócesis para la Montaña cuya sede se encuentra en Tlapa, en detrimento del control que ejercía la de Chilapa.

También se han instalado en la Montaña otras asociaciones civiles de menor penetración que se dedican a promover actividades específicas, como el Programa de Apoyo a los Migrantes (MIGRO, AC), que promueve programas de alimentación entre los hijos de los migrantes indígenas; el Comité Central Mennonita que financia proyectos alternativos de autoempleo o Hábitat 2 000 cuyo objetivo es promover programas de autoconstrucción de viviendas entre la población de las colonias de Tlapa. Hay que recordar que los antecedentes de este tipo de instituciones se remontan a la época de la Alianza Para el Progreso, del Instituto Lingüístico de Verano, las misiones Católicas y Protestantes, e inclusive un Instituto de Cultura Nahuacatl (*sic*), con sede en Chicago.

Los conflictos, las organizaciones y sus luchas

En esta parte abordaremos los procesos sociales más importantes que han dibujado a la zona —que están impregnados de contradicciones entre los actores sociales de la región— y de los que han surgido organizaciones sociales con las cuales se han permeado demandas, y objetivos, de los habitantes de la Montaña; esto con el fin de continuar reproduciéndose social y culturalmente, valiéndose de una gran diversidad de estrategias económicas y políticas, como la lucha por el municipio.

Esta posible reproducción social representó para los pueblos indios de la Montaña una continua lucha en contra de proyectos que atentaban su integridad: uno de los objetivos principales de los liberales en la segunda mitad del siglo XIX, y posteriormente de los administradores políticos porfiristas a principios de este siglo, fue crear instituciones que secularizaran las relaciones entre los individuos de la Montaña para conformar ciudadanos desarticulados de las colectividades, pero integrados a la nación y al mercado, tanto en lo personal como en sus bienes.

Éstos fueron los detonantes de las múltiples rebeliones y reclamos que se suscitaron desde que dio inicio su aplicación a principio de la década de los años sesenta del siglo XIX.

Con el ablandamiento de las relaciones y de las instituciones que apuntaban la dominación tradicional en la Montaña, así mismo, por la debilidad de las nuevas instituciones que no podían competir con el arraigo de las normas coloniales, los pueblos indios y sus comunidades buscaron reconstruir el mapa regional a su favor tomando en sus manos el control de sus comunidades y de sus municipios, para acceder de nuevo al control de lo más inmediato para ellos, su territorio.

Aparte de reclamos y pugnas entre los jefes políticos —que sustentaban su gobierno en la fuerza de las instituciones estatales contra las autoridades tradicionales las cuales a su vez ejercían el poder de la comunidad apoyándose en los sistemas de cargos y el consenso creado a partir de la costumbre—, aparte, decimos, son constantes a lo largo de estos años los cambios de centros de gobierno al trasladarse de un lugar a otro las cabeceras municipales o bien al crearse de manera expansiva un sinnúmero de nuevos centros de población; todo lo cual nos da cuenta de los conflictos interétnicos.⁵

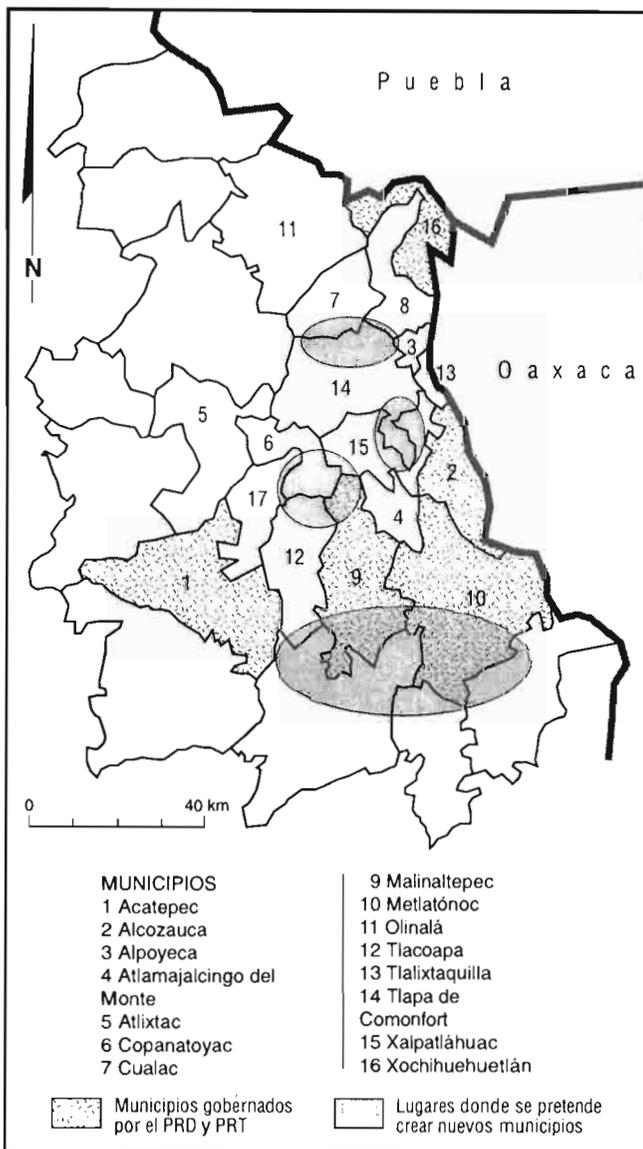
Primero fueron los jueces de paz durante el gobierno de Porfirio Díaz los que llegaron a tomar en sus manos la administración pública, desplazando a la Iglesia y a las autoridades tradicionales de las tareas de gobernar. Después fueron los prefectos, los cuales eran impuestos desde el centro ante la debilidad o la incapacidad de las autoridades locales para ejercer el gobierno o bien ante la incapacidad de la capital para centralizar todo el poder. Así, una de las medidas coercitivas que durante este régimen tuvo mayor éxito fue la creación de los distritos

judiciales; la Montaña quedaría incluida en tres de ellos. Se pensaba que de esta manera al fin la Montaña quedaría integrada a la nación, o mejor dicho, quedaría integrada al control del Centro, ya que las otras instituciones republicanas representadas por el juez de paz, el municipio y la educación pública (laica y obligatoria desde entonces) tardaron muchos años en transitar de las relaciones coloniales a las republicanas, no obstante las enérgicas normas de conducta que se les impusieron para desaparecerlas o bien para redimirlas al derecho positivo y al laicismo.

Uno de los principales efectos de la revolución de 1910 en la Montaña fue la desarticulación de las desmedidas y desiguales relaciones de poder que ejercían los prefectos de los distritos y la recuperación de los atributos del municipio libre, enunciada en la redacción del Artículo 115 de la nueva Constitución, ya que a lo largo del Porfiriato, al intentar romper con las instituciones que frenaban el desarrollo y la modernización de la región, y del estado, se creó otro tipo de dominación: la que concentraron estos personajes los cuales sustentaban localmente la dictadura.

Al desaparecer la figura que representaban estos pequeños caciques regionales y sus atributos, también la hacienda perdió uno de sus sustentos principales, con lo cual las comunidades recuperaron el control político de su entorno y continuaron con mayores bríos la disputa por el municipio.

Al institucionalizarse el gobierno del país, igualmente los grupos de poder locales transitaron hacia el ejercicio pleno del control en la región vía las normas impuestas por el centro, al tiempo que se iniciaba la disputa entre éstos y la administración central de país. Este proceso se hizo más nítido en lo referente a la administración del estado en donde la designación del gobernador fue el resultado de las mediaciones y el reparto del control sobre el estado.



Mapa que muestra los municipios gobernados por el PRD y por el PRT, y los lugares donde se pretende crear nuevos municipios.

Nuevos municipios

Los municipios del estado de Guerrero han crecido numéricamente: a la hora de su creación, en 1849, el estado de Guerrero contaba con 25 municipios;⁶ en la actualidad su territorio está parcelado en 76. De éstos, el más joven es Acatepec, que surgió de una escisión en el territorio de Zapotitlán Tablas en

1993, después de un añejo conflicto con tintes agrarios que se remonta a la época de la colonia. Este conflicto fue potenciado por la aplicación de la Reforma Agraria a mediados del presente siglo cuando, en 1955, se emitió el Decreto Presidencial que regularizaba las fronteras entre las comunidades en disputa sin desarticular previamente las causas caciquiles del conflicto por la tierra. En el desenlace reciente tuvieron que ver el caciquismo regional, la marginación, la falta de alternativas democráticas para la población y la contraparte: la tenacidad de los habitantes de las comunidades tlapanecas que se sumaron al proyecto del nuevo municipio con su carga histórica de afrentas y de resistencia, pero también con sus aspiraciones de un futuro digno.

Tras esta experiencia exitosa de rescate de la libertad municipal, otros pueblos del estado de Guerrero han emprendido la ardua tarea de redefinir el mapa estatal: mueven para ello las fronteras municipales hacia mojoneras más acordes con su realidad sociocultural y económica.

Como ejemplo tenemos a los pueblos nahuas del Alto Balsas quienes, a partir de su lucha contra la consumación del Proyecto Hidroeléctrico de la Presa de San Juan Tetelcingo, ya en la década de los noventa, han redescubierto afinidades, no sólo culturales, históricas y de abandono, sino también encontraron que precisamente por lo anterior podían aspirar a un futuro mejor si se constituían en municipio: el municipio indígena del Alto Balsas,⁷ por el que luchan aún en la actualidad.⁸

Los ejemplos de este proceso de remunicipalización se están multiplicando en Guerrero: los mixtecos y tlapanecos de la región que ahora ellos mismos denominan Costa Montaña, se han dado a la tarea de construir consenso para lograr la creación de su municipio propio —con el mismo nombre—, por medio de su organización: el Consejo de Autoridades Indígenas de la Región Costa Montaña,⁹ cuya sede se encuentra en El Rincón, municipio de Malinaltepec en la Montaña Alta.

Por otro lado, en el municipio de Metlatónoc, dentro de la región mixteca, Chilixtlahuaca y otras 18 comunidades mixtecas ubicadas al sur del municipio demandan, desde septiembre de 1996, la creación del municipio de Chilixtlahuaca. Además, y puesto que forma parte del mismo espacio étnico, en la parte poniente del municipio oaxaqueño de Jicoyar, en la frontera con el estado de Guerrero, ocho comunidades mixtecas encabezadas por el pueblo de Lázaro Cárdenas demandan desde finales del año pasado que se les permita formar su municipio.

En este contexto, se ubica el caso de Rancho Nuevo de la Democracia que, el 16 de diciembre de 1998, festejó el tercer aniversario de la instalación del municipio indígena en rebeldía después de un añejo y complicado conflicto que tiene en su haber movilizaciones, plantones e inclusive asesinatos sin resolver, donde en la actualidad se han fincado cargos judiciales sobre sus principales dirigentes. Este municipio indígena incluye comunidades de Metlatónoc y Tlacoachistlahuaca. A pesar de no contar aún con el reconocimiento de las autoridades estatales y nacionales, hay un gobierno municipal que sirve de centro para la organización de sus habitantes y para demandar diferentes peticiones en su beneficio, para llevar a cabo proyectos educativos, de capacitación o bien en apoyo a la producción y comercialización de artesanías.

La lista de comunidades sujetas que pretenden formar su propio municipio ya es amplia: se pueden mencionar entre otras a Pueblo Hidalgo, en el municipio de San Luis Acatlán; más abajo, en la Costa Chica, Marquelia, que se ha dinamizado económicamente más que su cabecera Ayutla, pretende hacer valer este poder económico y político al convertirse en nuevo municipio. Por su parte los mixtecos del municipio de Copanatoyac, tanto como los de la comunidad de Ocoapa o la de Potoichán, pretenden cobrar el apoyo que le dieron al actual presidente municipal logrando la ayuda de este último en su respectiva segregación para erigirse en municipios autónomos.

Más abajo, hacia la zona náhuatl, los ancianos de Chiepetlán, en el municipio de Tlapa, rememoran viejas libertades municipales y buscan consenso entre las comunidades vecinas para recuperarlas. Igual sucede con los habitantes de Tototepec, en el mismo municipio, los cuales inclusive se encuentran divididos en una lucha étnica con aristas partidarias entre PRI y PRD. También en el municipio de Chilapa, las organizaciones de la zona del río Atzacualaya, cansadas de estar siempre en una franca minoría opositora empiezan a externar sus deseos de formar su propio municipio, que tendría como sede el poblado de Atzacualaya.

La lucha por acceder de manera más directa al control de sus propios recursos y su territorio es una de las más dinámicas en la región de la Montaña; ahí el mapa se ha movido frecuentemente con lo que va de por medio la intención de sus pueblos por ejercer un poder más local y directo que les permita su continuidad en esos espacios: sus espacios históricos a través del control del municipio.

Alternativas económicas

Otro de los elementos que han permitido a estos pueblos su continuidad es su intensa participación en los procesos económicos, incluso fuera de ella y la experimentación de diversas estrategias de sobrevivencia y alternativas económicas para su reproducción social.

En este sentido, es necesario decir que La Montaña nunca ha estado al margen de los procesos económicos, inclusive desde antes de la Conquista española, ya que en tiempos de los aztecas ésta era una provincia tributaria que aportaba una variedad de insumos para el imperio. Con la colonia se inició una nueva era en la apropiación del producto del trabajo de los pueblos de Montaña basada en la encomienda, en el repartimiento y finalmente en la hacienda; esta modalidad perduró más allá de la independencia, hasta llegó a pervivir hasta el primer tercio del presente siglo, cuando el capital requirió a los indios montañeros de una manera más libre.

Quizás esa capacidad de migrar la adquirieron por la manera como se adscribieron al proceso económico de la hacienda, que no los requirió como peones acasillados, sino como productores libres que concurrían al mercado en condiciones desiguales o como propietarios de bienes que a la hacienda no le interesaba poseer, como el bosque y los pastizales.

En algunos sitios, a partir de migraciones permanentes y mayoritariamente temporales con algunos asentamientos más o menos consolidados como las 16 colonias de montañeros ya establecidas en el puerto de Acapulco, se recrean las poblaciones de esta región; se llega a participar en proyectos ya en marcha de escuelas bilingües; en ellos los niños aprenden español pero no olvidan su raíz lingüística y la practican en el ámbito familiar y en las colonias de migrantes. Mantienen lazos de cooperación y ayuda con sus comunidades originales y participan en las fiestas más importantes. Tal pareciera que las ciudades y núcleos mestizos adonde acuden a laborar, no los absorben culturalmente, sino que se recrean nuevos pueblos al margen de las ciudades —fenómeno muy extendido en numerosos centros urbanos del país y en la Ciudad de México donde cohabitan grupos étnicos con el resto de la población. Esta misma situación se observa en Tlapa, centro de la región, donde se han conformado ya colonias con familias cuyo origen es diverso dentro

de la región; en particular los habitantes de la colonia Zapata, formada por jornaleros migrantes y el barrio de Cuba Libre, por mixtecos.

Los jornaleros han participado también en la intensa vida social y política de la Montaña y no obstante que formalmente la CTM es quien los representa y cobra sus cuotas semanalmente, en realidad los jornaleros que están organizados militan en la Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos (CIOAC), la cual cuenta con una membresía aproximada de 12 000 indígenas de municipios como Metlatónoc, Xalpatláhuac, Alcozauca, Atlamajalcingo del Monte y Tlapa, por citar los que más jornaleros aportan. Desde mediados de la década de los años 80, con la CIOAC han intentado deshacerse de estigmas como salarios de hambre, el hacinamiento y la insalubridad en los campos de cultivo, las tiendas de raya, la falta de prestaciones laborales y el peso de parásitos que lucran con sus cuotas sindicales.

Junto con la marginación y la falta de expectativas para la subsistencia existe una adversa situación física que se acentúa cada día más y más por la pobreza de los suelos que han sufrido sobreexplotación y deforestación continua al estar expuestos a los meteoros del tiempo, sin ninguna medida que prevenga dicho proceso. Ante esta situación, durante las dos últimas décadas, los fertilizantes agroquímicos se presentaron como una opción para paliar los escasos rendimientos de la parcela indígena. Sin embargo esta opción para lograr mayores cosechas, a la larga, se ha convertido en otra fuente de injusticias, ya que ésta se usa como mecanismo para amarrar votos y lealtades en las campañas electorales. Por eso, la búsqueda de este tipo de insumos para la agricultura es una de las metas de organizaciones como la Sociedad de Solidaridad Social Mantís religiosa (la cual está tratando de abastecer a sus socios con insumos agroquímicos, pero utiliza para ello mecanismos autónomos).

Las alternativas económicas que llegan escasamente a la Montaña desde la administración pública, actualmente se encuentran en las manos de organizaciones no gubernamentales. Así, hoy existen 14 Sociedades de Solidaridad Social (SSS)¹⁰ que cubren una gama muy amplia de actividades productivas y de servicios, y además están repartidas por todo el territorio montañoso. También existen tres Fondos Regionales de Solidaridad cuyas sedes se encuentran en los Centros Coordinadores del INI (Tlacoapa, Olinalá y Tlapa), los cuales financian actividades productivas de una gama amplia de

socios; todo esto sin contar además las cooperativas y las uniones de productores.

Organización: formas y procesos

Un sector que ha marcado profunda huella en los procesos sociales de La Montaña es el de los profesores, no sólo por la cantidad y la calidad de sus miembros que han dirigido movimientos campesinos, procesos electorales y de otra índole, sino por los procesos propios que ellos mismos como gremio han escenificado. En 1982, la Delegación Sindical del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE), fue una de las primeras a nivel nacional que se movilizó en busca de la democracia sindical y de mejores prestaciones; por medio de su Consejo Central de Lucha de la Montaña de Guerrero, colocó su movilización en el escenario nacional, al lado de los maestros de los estados de Morelos Chiapas y Oaxaca. Hoy día la Coordinadora Estatal de Trabajadores de la Educación de Guerrero (CETEG), sigue siendo un espacio social de lucha que aglutina las reivindicaciones del sector magisterial en la Montaña.

La participación político-electoral ha sido otro elemento básico para la reproducción social de los pueblos indios de la Montaña de Guerrero: con la apertura política dada en los procesos electorales, a mediados de la década de los años setenta, la oposición partidaria personificada por el entonces Partido Comunista Mexicano (PCM) accedió al gobierno de una porción del territorio de la Montaña. Desde 1979 el municipio de Alcozauca es gobernado por esta corriente política, a pesar del sinnúmero de obstáculos y recursos que se emplearon para deslegitimar sus triunfos —ya fuera como PCM o como PRD ahora. Aún más, a raíz de la ratificación de los mixtecos de esa región por seguir con esa opción partidaria, se llegó a hablar de una “Montaña Roja” durante la mitad de los años ochenta. En la actualidad el PRD gobierna, aparte de Alcozauca, los municipios de Malinaltepec, por segunda ocasión; Metlatónoc, donde en el trienio pasado les fue arrebatado el triunfo después de un largo litigio electoral y Xochihuehuetlán —cabe recordar que el municipio de Acatepec es gobernado desde su creación por el Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT), de extracción trotskista. Además San Luis Acatlán también tiene un cabildo de mayoría perredista.

En un lugar protagónico, están las organizaciones que han surgido a partir del debate y las acciones de convergencia que se propiciaron con la conmemoración de los quinientos años de la llegada de los españoles a tierras del continente. A raíz de este evento conmemorado en 1992, las luchas indias obtuvieron una orientación con un mayor contenido étnico que se ha enriquecido con el debate nacional en torno a las demandas indígenas de incluir sus derechos y obligaciones en la Constitución.

No obstante que desde 1989 existen antecedentes de intentos por crear una organización que coordinaría las luchas por demandas étnicas en la región, en forma de un Consejo que aglutinara a los distintos pueblos, y que en fechas más recientes se trató de generar un movimiento indígena que incluyera a las Tres Mixtecas —la oaxaqueña, la poblana y la guerrerense— no fue sino hasta principios de los años 90 cuando empezaron a madurar este tipo de organizaciones. Ese año se creó el Consejo Guerrerense 500 Años de Resistencia, que además fue producto de un movimiento con demandas indígenas a nivel nacional. Con su aparición, algunas organizaciones que con anterioridad se habían asentado en la región, como la Unión Obrero Campesino, Emiliano Zapata (UOCEZ), o la misma SETEG que mayoritariamente tiene una base indígena, tuvieron que incluir en su agenda demandas con contenido étnico. Después vendrían a sumarse otras organizaciones como la Organización Campesina, Emiliano Zapata (OCEZ), la Unión de Comunidades Indígenas de la Montaña (UCIM) y otras que en la actualidad se incluyen en el Frente de Organizaciones Democráticas de la Montaña que fue creado como respuesta a lo que ellos llaman sociedad civil, al proceso de militarización y de violencia que se vive en esta región, respuesta, a su vez, del gobierno a la aparición de grupos guerrilleros.

Por su parte durante 1997, el Consejo de Autoridades de la Región Costa Montaña recorre la ruta Tlapa-Marquelia con el fin de aglutinar a las comunidades indígenas en torno a la demanda de la consumación de la citada carretera, y alrededor de esta demanda va tejiendo un proceso organizativo que involucra ya a más de un centenar de comunidades.

A la par, en un abanico más amplio que incluye organizaciones campesinas e indígenas, así como autoridades comunitarias y gobiernos municipales junto con oficinas gubernamentales y ONG, el Consejo Regional de la Montaña de Guerrero se perfila como la instancia organizativa ideada desde el go-

bierno para gestionar las demandas de la población de la Montaña frente al Gobierno. De tal suerte que el mismo modelo se está poniendo en práctica en otras regiones del estado con la creación de los Consejos Regionales de Filo Mayor y el de Tierra Caliente.¹¹

Finalmente están las opciones armadas que han empezado a proliferar en la región como una expresión de que el grado de conflictividad ha rebasado con creces la capacidad mediadora y amortiguadora de las estructuras comunitarias de gobierno y de representación en muchas localidades montaÑeras; y que además las opciones de justicia y bienestar para la población campesina están cada vez más lejanas. Tan sólo en los últimos tres años las siglas y los nombres que se han ido barajando son Partido Revolucionario Obrero Campesino, Unión del Pueblo (PROCUP), Ejército Popular Revolucionario (EPR), Comando Armado Revolucionario del Sur, Ejército de Ajusticiamiento Genaro Vázquez, Ejército Insurgente de Chilpancingo, Ejército de Liberación de la Sierra del Sur, Ejército Popular de Liberación José María Morelos, Fuerzas Armadas de Liberación para los Pueblos Marginados de Guerrero y Movimiento Popular Revolucionario.

Pero, nos referimos, no sólo a la opción armada en forma de guerrilla que reivindica la violencia como estrategia social de lucha, sino también a los procesos espontáneos donde los pobladores cansados por los agravios y la falta de atención de parte de los órganos de impartición de justicia estatales, la han tomado en sus propias manos: han llegado a linchar a los causantes del bandolerismo que asuela caminos y rancherías, por un lado, pero por otro, también han tratado de consolidar opciones de procuración de justicia más acordes con sus realidades, como la creación de cuerpos de Policía Comunitaria, electos por los miembros de las comunidades de acuerdo con sus sistema de cargos. Éstos son procesos actuales, procesos que se desplegaron durante la década de los años noventa y que seguramente impregnarán el destino de la Montaña con sus propias demandas; mientras tanto, ofrecen una imagen, de esta región, de gran dinamismo social.

Mención aparte merece la conflictividad cotidiana en la vida intracomunitaria, por la abundancia de aspectos y de ejemplos (en esto no nos extendemos). Sin embargo el sustrato es el mismo: añejas aspiraciones sin satisfacer, soluciones engendradas al vapor o fuera de lugar, despotismo, luchas por el poder y el control político e intolerancia. Entre las causas más frecuentemente mencionadas de estos

conflictos están los problemas agrarios, las contiendas electorales, el control de las Comisarías Municipales y la intolerancia religiosa.

Conclusiones

La Montaña de Guerrero ha sido un lugar donde se han experimentado distintas soluciones para lograr la superación de las condiciones de marginación tan frecuentes entre las comunidades. Tanto desde la administración estatal como desde los mismos habitantes de La Montaña se han realizado múltiples esfuerzos con vistas a llegar a soluciones; sin embargo ¿por qué no cambian las premisas que dan ánimo a las luchas sociales de sus habitantes? ¿Será en verdad necesario recurrir a acciones desesperadas, a despoblarla para solucionar de raíz el problema, como apuntaba Figueroa hijo?

Las condiciones no cambian porque, la mayoría de las veces, el punto de partida para el diseño de acciones de desarrollo —no sólo para el área de la Montaña de Guerrero, sino para una serie de regiones con iguales características— no tiene el consenso de los actores sociales locales independientemente de que la institución o las instituciones profesen políticas y filosofías en principio con idénticos objetivos.

En primer lugar, la acción gubernamental parte de una idea de desarrollo y progreso única y lineal que no toma en cuenta las distintas potencialidades locales, ni tampoco la diversidad de vías para acceder al bienestar. Por ejemplo, la Montaña de Guerrero, así como el resto de las regiones donde los indígenas son la población mayoritaria, nunca han estado al margen de los procesos económicos del país; menos aún lo están en estos tiempos de la globalización donde la apropiación del excedente económico se basa en las llamadas ventajas comparativas, las cuales son aportadas por la mano de obra proveniente de estas regiones.

Por lo anterior, de lo que trata, en primer lugar, no es de que se integren a un sistema que de por sí los crea y los recrea, sino que su presencia sea una participación en condiciones de justicia y de optar por las actividades económicas que mejor satisfagan sus aspiraciones de futuro.

En segundo lugar, se trata de reconocer las capacidades transformadoras de los sujetos que han dado vida a la región; de reconocer igualmente las

formas que asume la reproducción social de las comunidades de la Montaña y sus opciones para un desarrollo amplio; éste no implica sólo la mejoría de algunos indicadores económicos, sino también la conformación de sujetos sociales capacitados para plantear, y gestionar, sus propias propuestas acordes con su situación actual. Son ésas fuerzas sociales que pretenden necesariamente ganar espacios de poder local o municipal, y están cohesionadas, y orientadas, por una cultura propia que ha podido perdurar y puede posibilitar la apertura de un camino hacia alternativas realistas y duraderas. *

Notas

- 1 "En el panorama nacional, La Montaña aparece entre los primeros lugares en cuanto a marginación social. El municipio de Metlatónoc, en el contexto nacional, ocupa el segundo lugar de los 2 403 municipios del país; en cuanto al grado de marginación que se detectó en el *Censo de 1990*, Zapotitlán Tablas ocupa el lugar 23 (considerando aún la porción del nuevo municipio que se le desprendió: Acatepec); Atlixnac ocupa el número 38; Copanatoyac, el número 43; Alcozauca, el 46; Tlacoapa, el 51; Atlamajalcingo del Monte, el 56; Xalpatláhuac, el 73; y Malinaltepec, el 95; es decir, 10 de los municipios de la Montaña se encuentran entre los primeros 100 más pobres del país y entre los 15 del estado". Abel Barrera Hernández, Centro de Derechos Humanos de la Montaña de Guerrero, discurso de inauguración, *Cuadernos Agrarios* 10: 198, nueva época, México, julio-diciembre de 1994.
- 2 Véase Alba Teresa Estrada Castañón, *Guerrero*, (CIICH) UNAM, México, 1994.
- 3 Véanse Ian Jacobs, *Rancheros de Guerrero: los hermanos Figueroa y la Revolución*, en D.I. Brading, *Caudillos y campesinos en la Revolución Mexicana*, FCE, México, 1993; Armando Barta Armando, *Guerrero Bronco*, ediciones Sinfiltro, México, 1996; Alba Teresa Estrada Castañón, *ibid.*
- 4 Consejo Regional de la Montaña del Estado de Guerrero, mimeografiado, s.f.
- 5 Véase Danièle Dehouve, *Quand les banquiers étaient des saints*, CNRS, París Francia, 1990.
- 6 Archivo Alejandro W. Paucic, Chilpancingo, Gro. En este sentido también hay que considerar que después de la creación del estado, otros 33 municipios hicieron acto de presencia, y que no fue sino hasta 1906 cuando el estado completó el territorio con el que en la actualidad cuenta, con la integración de Pungarabato y Zirándaro con la mayoría de

sus municipios.

- 7 Consejo de Pueblos Nahuas del Alto Balsas, Guerrero, AC, Declaración de San Miguel Tecuiciapan. Tepecuacuilco, Gro., 21 y 22 de octubre de 1995.
- 8 Véase el artículo de Hémond, en este mismo número.
- 9 Las comunidades indígenas que pertenecen al Consejo, son de los municipios de San Luis Acatlán, Malinaltepec y Metlatónoc. A la elaboración de los proyectos de soberanía territorial, con la redefinición del mapa municipal, contribuyó de manera preponderante el Consejo Guerrerense 500 Años de Resistencia, creado en septiembre 1991, como parte de la Campaña Continental 500 Años de Resistencia, el cual rápidamente adquirió carta de naturalidad entre la población indígena del estado; se convirtió en el interlocutor más idóneo entre éstos y las autoridades federales y estatales, hasta principios de 1996.
- 10 Las Sociedades de Solidaridad Social son: Temalact de Temalactzingo, Olinalá; Voz y Fuerza de las Mujeres de Tlaquiltzingo, Ahuacutzingo; Emiliano Zapata, Olinalá; Organización de Mujeres de Amatitlán, Olinalá; Tecozajca, Ahuacutzingo; Toltiti, Olinalá; Unión Regional Agropecuaria, Forestal y de Agroindustrias de Ejidos, Comunerros y Pequeños Propietarios de la Montaña de Guerrero, Tlapa; Tejedores de Palma en la Montaña de Guerrero, Tlapa; San Pedro Aytec, Tlapa; Mantis Religiosa, Tlapa; San José Atlamajac, Tlapa; Calpantepetl, Tlapa; Axoxuca, Tlapa; Cerro de las Estrellas.
- 11 *La Jornada*, 6 de diciembre de 1997, p.6.

Bibliografía

- Archivo Alejandro W. Paucic, Chilpancingo, Gro.
- Archivo del Proyecto Las Sociedades Rurales en la Cuenca Alta del Río Balsas, espacialidad, procesos sociales y alternativas económicas, Proyecto UAM-Xochimilco y CONACYT, 1996-1997.
- Barrera Hernández, Abel 1994 - Centro de Derechos Humanos de la Montaña de Guerrero, discurso de inauguración. *Cuadernos Agrarios* 10: 198, nueva época, México, julio-diciembre de 1994.
- Jacobs, Ian 1993 - *Rancheros de Guerrero: los hermanos Figueroa y la Revolución*. En (D. I. Brading) *Caudillos y campesinos en la Revolución Mexicana*. FCE, México.
- Dehouve, Danièle 1990 - *Quand les banquiers étaient des saints*. CNRS, París.
- Consejo de Pueblos Nahuas del Alto Balsas, Guerrero, AC, *Declaración de San Miguel Tecuiciapan*. Tepecuacuilco, Gro., 21 y 22 de octubre de 1995.
- La Jornada*, 6 de diciembre de 1997, p. 6.
- Estrada Castañón, Alba Teresa 1994 - *Guerrero*. (CIICH) UNAM, México.

Simbolismo y ritual*

en la Montaña de Guerrero**

Samuel L. Villela F.***

La Mixteca nahua tlapaneca se ubica en la porción noreste del estado de Guerrero y colinda con los estados de Oaxaca y Puebla. Es una región abrupta, atravesada por el macizo montañoso de la Sierra Madre del Sur. Poco antes de la Conquista, se produjeron —desde el sur del altiplano— desplazamientos migratorios que permitieron la creación de los enclaves nahuas en el área. Es de esta tradición migratoria de donde provienen muchos de los elementos culturales que aún sobreviven dentro del ritual, amalgamados, sincretizados con las creencias cristianas y que producen una gama peculiar de símbolos, entre los que destacan los de matriz mesoamericana.

En esta región interétnica también conocida como Montaña de Guerrero la cuestión simbólica constituye, como sucede en todos los grupos humanos, una vía de acceso muy importante para el conocimiento del universo cultural de un pueblo. El símbolo, como expresión sintética de relaciones amplias que tienen

que ver con el trascender y expresión de la cosmogonía, ideología, etc., puede denotarnos aspectos cruciales del desarrollo cultural de un grupo.

En este ensayo, analizo los símbolos que se presentan en el ritual agrícola que practican los campesinos nahuas de esa región, proponiendo que su esclarecimiento nos permitirá un acercamiento más directo a fenómenos que implican tanto la identidad cultural como otra serie de cuestiones que tienen que ver con lo intrínseco de la cultura de ese grupo étnico, en dicha región. Amén de esto, otras etnias de la región, así como campesinos guerrerenses en general, comparten algunos de estos símbolos.

La cuestión simbólica

En la región de la Montaña se realiza un ritual agrícola vinculado con la agricultura de *tlacolol*¹ y de subsistencia, que comprende varios momentos, a saber: augurios de principios de año, cabañuelas, bendición de semillas, petición de lluvias, ritos de fertilidad y aseguramiento de la cosecha, y ritos para el almacenamiento de la cosecha. Las únicas referencias que se tenían sobre este ritual quedaron, inicialmente, enmarcadas en la descripción de las supercherías e idolatrías (Ruiz 1892). Con la magna obra de Leonard Schultze Jena (1938) se inician las descripciones y análisis científicos de dicho ritual. Pero no es sino hasta 1973, con el trabajo de Teresa

* Este artículo es el fruto de un extenso trabajo de campo que el autor ha venido realizando desde hace varios años sobre antropología simbólica, de rituales que nunca habían sido reportados, y de los que él posee además, un importante acervo visual. [Nota de las coordinadoras.]

** Para la versión final de este trabajo, conté con los inapreciables comentarios del colega Marcelo Abramo, así como con las sugerencias de las coordinadoras de este número de *Trace*, Aline Hémond y Marguerite Bey.

*** Dirección de Etnología y Antropología Social (INAH).

Sepúlveda sobre Oxtotempa, cuando se inicia una serie de artículos específicos que describen, sobre todo, las peticiones de lluvia.

El ritual agrícola de la Mixteca nahua tlapaneca puede interpretarse a partir de dos ejes analíticos: las secuencias de acciones (procesiones, ofrendas, danzas) y los símbolos. Aunque ambos ejes analíticos se encuentran íntimamente correlacionados, aquí se abordará el análisis a partir de lo simbólico.

Los símbolos son, siguiendo a Turner (1980: 21), “objetos, actividades, relaciones, acontecimientos, gestos y unidades espaciales en un contexto ritual”. Un símbolo es la “unidad última de estructura específica en un contexto ritual” (*ibid.*).

De acuerdo también con Turner, me propongo analizar los símbolos del ritual agrícola en la Montaña de Guerrero a partir de la diferenciación de dos tipos de símbolos: los dominantes y los instrumentales. La eficacia simbólica que persigue la realización del ritual es lo que le da sentido y razón de ser; esto es, la forma en que manejan —comunidad y oficiantes— los símbolos, les reporta un efecto deseado, así sea un tanto ilusorio o interpretado a partir de una lógica formal.

Los símbolos que trascienden la esfera ritual serán considerados aquí en la perspectiva de reconocer el significado que tienen ciertas acciones, objetos, relaciones en el ritual agrícola, para tratar de entender su lógica y significación general.

Símbolos dominantes

Los símbolos dominantes, que se pueden “considerar como fines en sí mismos, representativos de los valores axiomáticos de la sociedad” (*ibid.*: 35), condensan una serie de valores y pautas culturales que tienen que ver tanto con fines estratégicos de subsistencia como con elementos identitarios substanciales de esos grupos campesinos. Los símbolos dominantes que se han podido identificar en el ritual agrícola serían:

PAREJAS MÍTICAS

En el ritual de petición de lluvias que se practica en la comunidad de Petlacala, municipio de Tlapa, uno de los destinatarios del ritual y que, además, legiti-

ma éste y otros eventos rituales y ceremoniales (el carnaval, la elección a principios de año del comisario municipal) es un documento pictográfico de manufactura colonial. En este código, descrito por Oettinger y Horcasitas (1982), se encuentran dos personajes: Carlos V —el varón español, el fecundante y símbolo máximo de la autoridad colonial—, y una mujer a quien los de Petlacala identifican como María Nicolasa Jacinta —la mujer nativa, sujeta a la dominación colonial, la fecundada. Ambos son considerados los fundadores míticos del pueblo. De tal manera que, en la petición de lluvias, los de Petlacala les invocan también para pedirles un buen temporal ya que, junto con otras entidades sobrenaturales, serían quienes permitirían que el advenimiento de una buena temporada de lluvias produzca una buena cosecha, garantía de la reproducción material de esta comunidad.

En la de Coachimalco, colindante con Petlacala, presencié un ritual que se efectúa el 10 de septiembre, día de San Nicolás. Durante las vísperas, se rinde pleitesía a los dos fundadores míticos de la comunidad, Francisco Gobernador y María Domingo. En el caso de los de Coachimalco, esta pareja también se encuentra plasmada en otro documento pictográfico, de igual manufactura colonial. Este ritual tiene vinculación con el ciclo agrícola, ya que se formula una sanción social si el ritual no se lleva a cabo: al comisario le pasaría algo o las cosechas se malograrían. Aunque el ritual tiene un sentido fundacional, más vinculado con los orígenes míticos y reales de esa comunidad campesina, esa misma orientación —necesariamente— tendría que tener algún vínculo con el ciclo agrícola. De ahí que a ambas parejas míticas fundadoras se les considere también dentro del conjunto de los símbolos dominantes que se presentan en la región, ya que los orígenes míticos tienen que ver con la legitimación real de la posesión de un territorio, base y escenario de su ser campesino.

En otra comunidad campesina colindante con Coachimalco, en la de Chiepetepec, también aparece otra pareja de fundadores míticos, en su petición de lluvias: María Antonia y Chiepetzin los que, en forma de tamales *tzoalli* (hechos a base de maíz tostado), reciben la ofrenda de los pobladores de ese lugar. Al lado de estas figuras se encuentran otros tamales *tzoalli*, en forma de animalitos y plagas del campo. Nuevamente, la presencia de esta pareja mítica viene a confirmar una pauta que ha debido estar muy extendida entre los pueblos nahuas de la región.



Figura 1 - Presentación de ofrendas frente al altar de la Cruz. Lienzo de Petlacala. Petición de lluvias en Petlacala, 1 junio 1994.

LA MESA O "TRINCHERAS"

En el conjunto de los símbolos dominantes y también asociado con el *Lienzo de Petlacala*, se encuentra el carácter que asume un círculo de piedras que, dispuesto alrededor del altar de la Santa Cruz, es denominado "la mesa". Este círculo de piedras se presenta también en Coachimalco, tanto en el altar de la Cruz como en un espacio liminar contiguo. El nombre de este tipo de formaciones, presentes en el ceremonial de otros lugares de la Montaña,² proviene de la analogía con las mesas reales, donde despachan asuntos de gobierno los comisarios municipales y las autoridades tradicionales. La mesa, como objeto donde, alrededor o al frente, se sientan los principales del pueblo a deliberar y tomar acuerdos, es reproducida simbólicamente en los círculos de piedras, donde llegarán y se aposentarán, por un breve tiempo, las entidades con quienes los hombres establecerán un intercambio ceremonial. Estas mesas o "trincheras" guardarían también un profundo simbolismo respecto al espacio territorial de los pueblos campesinos. Iwaniszewski (1992: 186) plantea una hipótesis interesante sobre el significado de dichas formaciones. Según él, las piedras representarían a los cerros que delimitan el territorio en Petlacala, los que precisan los linderos del pueblo en el *Lienzo* (por cierto, encima de cada una de esas piedras se deposita, como ofrenda, un tamal, *tzoalli*,

en forma de cerro). En sus invocaciones, el *tlahmaquetl*³ observa la siguiente mecánica:

En un momento el *huehuetl*⁴ se para delante de cada piedra de tal modo que mira afuera, a las montañas que rodean el valle e invoca a los cerros para que vengan a comer pasando por la puerta colocada al oriente del pueblo...

El *huehuetl* invoca a toda una serie de cerros (de tres a ocho a la vez); algunos de ellos se hallan lejos del lugar (p.e. Orizaba). Sin embargo, una parte de los cerros invocados se halla a la vista, más o menos en la dirección señalada por la posición de piedra. Entre los nombres invocados se encuentran los cerros mencionados en el lienzo.

Esta interpretación parece apoyarse en la referencia que hace Durán (1967: 82) sobre el culto a Tláloc en la época prehispánica. La semejanza salta a la vista:

A la redonda de él [se trata de la estatua de Tláloc] había una cantidad de idolillos que lo tenían en medio [...], y estos idolillos significaban todos los demás cerros y quebradas que este cerro tenía a la redonda de sí. Los cuales todos tenían sus nombres, conforme al cerro que representaba [...]. Y así, los mismos nombres tenían aquellos idolillos que estaban a la redonda del gran ídolo Tláloc, acompañándole, como los demás cerros acompañaban a la sierra.

A la luz de esta analogía entre el culto prehispánico y las actuales acciones rituales, en la petición de lluvias en Petlacala, Iwaniszewski (*ibid.: loc. cit.*) concluye que:

El dirigirse a los cerros —marcadores del espacio— sería el renovar el espacio ordenado. El hecho de ordenar el espacio equivale, en el lenguaje simbólico, a la toma de posesión de un territorio [...]; entonces, la petición de lluvia en Petlacala puede verse como un rito grupal durante el cual se renuevan los derechos legítimos al territorio comunitario.

De esta manera, los trincheras pueden considerarse como símbolos dominantes ya que se refieren a un principio axiomático de los pueblos aludidos, el que tiene que ver con su pertenencia a un territorio, y su posesión del mismo, en el cual realizan su actividad productiva primordial. También pueden ser consideradas un símbolo instrumental, en la medida que configuran uno de los espacios liminares principales para las evoluciones y quehacer del oficiante, así como para servir de receptáculo a parte del *huentli* (ofrenda).

ENTIDADES DE MATRIZ MESOAMERICANA

Otros símbolos tienen una clara extracción de matriz mesoamericana: entre ellos, la culebra, las cruces y el jaguar.

La culebra aparece en variadas formas. Sólo se mencionará, a título de ilustración, la culebra que se supone se encuentra albergada en la cavidad denominada “la Puerta del Sol”, dentro de la petición de lluvias en Petlacala.

Las cruces, que son un símbolo más generalizado, encuentran su más clásica expresión en la petición de lluvias de Zitlala. Varios autores, desde Olivera, ya han subrayado la génesis mesoamericana en el simbolismo de la Cruz. Su significado más profundo, relacionado con las deidades del agua, permite considerarlas como un símbolo dominante, en cuanto tienen clara vinculación con uno de los elementos fundamentales para la obtención de su alimento básico.

Una figura más omnipresente en diversos momentos del ciclo festivo —no sólo el ciclo ritual— es el jaguar. Dentro del estado de Guerrero, el tigre⁵ ocupa un papel preponderante en los símbolos identitarios. Inclusive, el logotipo del Instituto Guerrerense de la Cultura es una máscara de tigre. Esta presencia tan generalizada en el ritual y en el folklore procede de la enigmática presencia olmeca en la región y, en particular, en la región de la Montaña, que se remonta (según Martínez 1986: 77-78) a 1 400 a.C. Esta influencia primigenia ha tenido que derivar, necesariamente, en la presencia de ese símbolo dentro del ritual agrícola. Su asociación con las fuerzas telúricas, con el corazón de la tierra (el *tepeyolotl mexicana*), con la fertilidad y la propia génesis del género humano a partir de la cópula entre un jaguar y un hombre (pintura mural de Oxtotitlán, municipio de Chilapa), encuentra su continuidad simbólica

en la figura de los tigres que pelean (Zitlala y Acatlán),⁶ en el tigre que acompaña en sus procesiones a San Marcos y a San Miguel arcángel en Chiepeteppec,⁷ en la danza de tlacololeros que se practica por diversos lugares de la geografía estatal, así como en varios eventos del folklore regional.

En el caso de Zitlala, ya ha cambiado el sentido original del combate de los tigres, que era el de que la sangre vertida fertilizaría la tierra. Ahora, tiene más un sentido de afirmación viril pues la pelea se da entre los jóvenes de los diferentes barrios, quienes ya no tienen tan presente el sentido agrícola del ritual. Pero, aún con ese cambio de sentido, no cabe duda de que lo que trasciende es la figura del jaguar.

SANTOS Y OTRAS ENTIDADES CRISTIANAS

La resemantización que los grupos indígenas han hecho de la religión que les fue impuesta, ha posibilitado la reinterpretación de funciones en las entidades cristianas. Así, santos como San Marcos, San Isidro Labrador y San Miguel aparecen vinculados al ritual agrícola. En el día de San Marcos, el 25 de abril, se inician los eventos petitorios del ritual agrícola. Según referencias míticas (Agustín Pineda Pacheco, com. per.), San Marcos fue quien entregó la semilla a los campesinos montañeros. Por ello, además de entregar su medio básico para la subsistencia, es quien vela por el bienestar general de todos los seres vivos y de las cosas; y también por esta razón, el ritual que se celebra en su día tiene un carácter más amplio, más genérico, mientras que el ritual del día de la Santa Cruz, 2 y 3 de mayo, es más específico en cuanto a las peticiones de lluvia. San Marcos, héroe civilizador, es representado a través de ídolos prehispánicos.

En cuanto a San Isidro Labrador, en varias localidades del municipio de Chilapa, se lleva a cabo la bendición de las yuntas el 15 de mayo. A los animales se les adorna con coronas y collares de flores, y de papel, y se les lleva en procesión a la iglesia del lugar para su bendición.

San Miguel, por su parte, desempeña un importante papel en los ritos de fertilidad que se practican a fines de septiembre. Se supone que él comanda a los angelitos que provocan las lluvias; para fines de septiembre, cuando ya hay elotes pero la cosecha puede aún malograrse por exceso de lluvias, se le presentan plegarias y ofrendas con objeto de que



Figura 2 - *Petición de lluvias de la comunidad de Ayahualulco, en la cima del cerro Payatzin, municipio de Chilapa, 15 mayo 1992.*

retire a sus huestes. Esos angelitos, por cierto, dan toda la impresión de ser claras transmutaciones de la figura de los *tlaloques*.⁸

Símbolos instrumentales

En cuanto a los símbolos instrumentales, entendidos como medios para la consecución de los fines últimos del ritual, tendríamos los siguientes espacios, acciones y objetos:

ESPACIOS LIMINARES⁹

Los lugares donde se da la interrelación de lo sagrado con lo profano, ahí donde se produce la interme-

diación del hombre con la divinidad, por medio de los oficiantes, son el ámbito por antonomasia de los símbolos instrumentales, en tanto que medios para la consecución de los fines del ritual agrícola. De esta manera, los espacios rituales emanados de la tradición mesoamericana (cuevas, la cima de los cerros, manantiales, la vera de los ríos...) son los espacios liminares por excelencia. Sólo en algunos contados casos, y para ciertas fases del ritual —p.e. la misa que se hace a las cruces, las cuales, desde la cima de los cerros son llevadas en procesión hasta el interior de las iglesias, sobre todo antes del 25 de abril—, se efectúa el rito dentro de los recintos católicos.

Como una muestra de la herencia mesoamericana, se desarrollará a continuación una breve descripción y análisis de las cuevas, en tanto espacios liminares.

Una de las primeras noticias que se han tenido de prácticas rituales en cuevas es la referencia del ingeniero Arturo Lozano quien, en una interesante obra editada por él (1978), hace un inventario espeleológico de la entidad sureña. Entre la información que este autor menciona, se encuentra la práctica ritual de los tlapanecos en la cueva de Ayototxtla, lugar donde acuden los tlapanecos a presentar ofrenda a San Marcos. Actualmente, se sigue practicando dicho rito.

En el municipio de Chilapa, en el sitio denominado Cacalotepec, asistí a un ritual, que se realizaba todavía hace tres años, a varias formaciones calcáreas que los naturales del lugar identificaban con San Marcos, la Virgen María y Jesucristo. Se les presentaba mezcal y velas y se les adornaba con papel crepé. También en una parte plana de la cueva se realizaba "brujería", dibujando en el piso algunas formas geométricas. En el fondo de la gruta se colocaba ofrenda. Tuve noticia de que una ofrenda parecida se colocaba ahí el día de muertos, sin poder confirmarlo.

En una gruta del pueblo de Atenxoxola se presenta ofrenda a la Santa Cruz, el día 3 de mayo. Dentro de la gruta nace un venero de agua que alimenta un canal de riego. La gente llega a la cueva a poner su velita. También ponen bebida, cigarritos y galletas. La mayoría de la gente que va a la cueva es de Atenxoxola, del cercano pueblo de Jagüey y de otras localidades aledañas.

En la localidad de Atzacoaloya, el ritual se celebra en los altares de algunos cerros próximos; en uno de ellos —el de Topiltepec—, hay una cueva. Ahí la gente acude en forma individual y se pone ofrenda

de velas y flores. El pedimento lo hacen en náhuatl. Piden que haya buen temporal. Hay rezanderos que hacen el servicio, previo pago de una "limosna". Una vez que la gente ha puesto su ofrenda en la cueva, se van a la iglesia. Ahí, hacen manda pues se van de rodillas desde la entrada, pasando por el atrio, hasta llegar al interior.

En los pueblos de San Marcos Xochitempa y Ayahualulco observé que se realiza el ritual en un espacio liminar del cerro Payatzin, de filiación femenina y compañero del cerro Texquitzin, el más alto de la región. Los habitantes de San Marcos, junto con los de Atzacaloya, Atenxoxola, Jagüey, Tlanipantla, Zoquitipa, Zizicazapa, presentan su ofrenda en varios sitios que configuran un circuito ritual dentro de ambos cerros. El recorrido se inicia en un altar con su Cruz, a la mitad del cerro Payatzin, que denominan "La vainita". De ahí, quienes han iniciado el recorrido desde este lugar, se van en grandes grupos, o en grupos familiares, al sitio donde se encuentra Texayac, un petroglifo de filiación teotihuacana que los lugareños identifican como San Agustín, para presentar ofrenda de velas, cigarros, flores, aguardiente o mezcal. Una de las acciones que realizan quienes asisten, es tratar de atinar a una oquedad circular que el petroglifo tiene a la altura del pecho, tirándole huevos.

A pocos pasos de Texayac hay un manantial. También ahí se presenta ofrenda y se hacen rezos en náhuatl. En contrasentido al manantial hay varios pequeños abrigos rocosos y cavernas donde la gente entra para rezar y presentar ofrenda. Durante el día de San Marcos se pide por el bienestar general. La gente entra en pequeños grupos y el rezo lo hacen los de Ayahualulco, en español.

Como podrá verse, hay una asociación de varios espacios liminares que configuran una geografía sagrada en torno al par de cerros más importantes de la región.

OFRENDA O HUENTLI

Una de las acciones instrumentales básicas, que caracteriza al ritual, es la ofrenda. Esta acción simbólica implica una transacción entre el hombre y las entidades sobrenaturales; es, en esencia, un intercambio ritual. El grupo campesino, por medio del oficiante, solicita, pide, propicia...; mientras que la entidad sobrenatural escucha, niega o concede. A partir de una demanda, petición o solicitud, el hombre tiene que ofrecer un bien material o espiritual

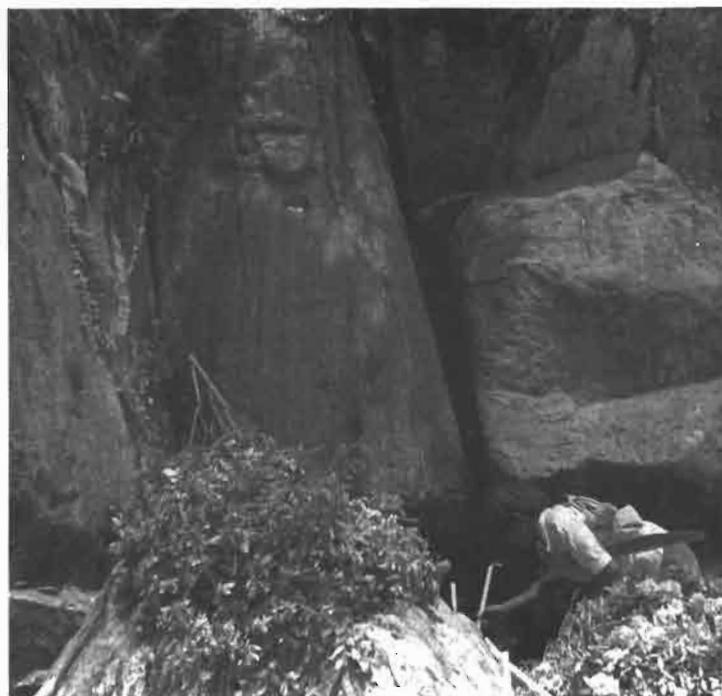


Figura 3 - Presentación de ofrendas a Texayac, en el ritual propiciatorio del día San Marcos. Cerro Payatzin, 25 abril 1993.

que lo congracie con la entidad sobrenatural; ésta, una vez aceptado el *huentli*, concede el bien o gracia solicitado. El fin último del ritual y, en particular del *huentli*, en tanto acción estratégica, es la eficacia simbólica —la consecución del fin deseado.

La ofrenda puede consistir en acciones y objetos. Una de las acciones centrales es el sacrificio, del cual se hablará más adelante, dada su especificidad. En cuanto al tipo de objetos, la ofrenda está conformada tanto por comida como por veladoras, aguardiente, cigarros, etc. Por lo general, la presentación de objetos ante las entidades sobrenaturales va acompañada de rezos.

SACRIFICIO

El sacrificio se conforma, también, como una parte constitutiva del *huentli*. Se le encuentra prácticamente en todos los eventos petitorios.

Tal como ya señalaba Mauss, el sacrificio es una especie muy particular de ofrenda ya que implica la destrucción del objeto a ofrendar. Y, tratándose de seres vivos (animales o personas), el sacrificio implica la destrucción de una vida.

En las peticiones de lluvia, de la región de la Montaña, se sacrifican chivos y gallinas. Como resultado del sacrificio, algunas partes del animal toman otra forma simbólica. Así, la vejiga del chivo, inflada, “será bailada” por uno de los ayudantes del oficiante en Coachimalco. Se le golpeará con un pequeño palo, o, en Petlacala, se le colocará en un árbol que se encuentra al pie de uno de los altares. Se cree que, tanto con el tamborileo como con la acción del aire, se reproducirá el tronar de las nubes, en una acción de magia imitativa. Otras acciones simbólicas ejecutadas con los restos del chivo sacrificado: depositar la sangre encima de las piedras de las trincheras; depositar el corazón del unglado en el sitio denominado “Puerta del Sol”, en Petlacala.

Una de las formas de sacrificio más peculiares es la que se lleva a cabo con el sacrificio simbólico de los tamales *tzoalli*, en su forma de culebra e idolitos. Al finalizar las acciones rituales en el cerro, los ritualistas se dirigen a casa del comisario municipal, donde el oficiante realiza una acción simbólica de sacrificio, al pinchar con un palillo a los tamales *tzoalli*. Este acto adquiere la forma de acción sustitutiva ya que, según los informantes, rememora los tiempos en que eran sacrificadas realmente las personas.

TAMALES TZOALLI

La tradición mesoamericana de elaboración de tamales *tzoalli*¹⁰ se encuentra hoy día presente en el ritual agrícola. En un par de localidades, por lo menos, del municipio de Tlapa (Petlacala y Coachimalco) siguen formando parte constitutiva de la ofrenda. De tal suerte que una de las formas rectangulares de esos tamales es la que se asemeja a un idolito; están elaborados con maíz tostado y se les colocan un par de frijoles a manera de ojos, y un grano de maíz como boca. Son depositados, como *huentli*, encima de las piedras que forman las trincheras. Posteriormente, al culminar los ritos en casa de la autoridad comunal, recibirán muerte simbólica. Aunque cierto tipo de *tzoalli* reviste la forma de símbolo dominantes (el tamal en forma de culebra, p. e.), pueden también ser considerados símbolos instrumentales, en tanto sirven de medios para la consecución de un fin. El sacrificio sustitutivo de los *tzoalli* en forma de idolitos sería el ejemplo más claro de ello.

DANZAS

Además de las danzas tradicionales que acompañan a los eventos rituales, que en apariencia parecerían ser más bien sólo de ornamentación, existe un grupo de danzas con un significado específico, en cuanto al ritual agrícola. La más conocida y extendida es la danza de los Tlacololeros. Otra danza, que sólo se practica en la comunidad de Acatlán, del municipio de Chilapa, es la de los Coatlatlatzin. En esta danza se representa a los vientos, y su presencia propiciatoria se equipara a la ofrenda que para los zopilotes —encarnación de los vientos negros— se practica en la petición de lluvias de Zitlala.

Otra danza aún más específica es la que realizan las mujeres, en diferentes momentos del ciclo ritual. Para el día de San Miguel, las mujeres de Chiepetepepec y Oztotzinco, del municipio de Tlapa, ejecutan una danza para las milpas, portando cada una de ellas una lozana planta de maíz con su mazorca, adornada con cadenas de pan, flores y papel. El relevante papel que desempeñan las mujeres en este ritual de aseguramiento de la cosecha no puede ser más denotativo de la asociación entre la fertilidad que ellas conllevan y la fertilidad de la tierra. En Chiepetepepec, después del rezo a San Miguel, se emprende el baile ritual, donde las mujeres bailan con las milpas. En el centro del conjunto, y al lado del altar provisional que se ha erigido al santo, danza un pequeño grupo de mujeres ancianas junto con un grupo de niñas y una joven mujer. Ésta representa al agua, mientras que las niñas son “angelitas” —los agentes que provocan la lluvia. Del grupo de mujeres mayores, una representa al maíz, otra representa al viento, otra representa al arcoiris y otra, con sahumerio, representa a la nube.

Pero las danzas donde participan sólo mujeres también se efectúan en las peticiones de lluvia. Las mujeres llevan como único atavío adicional a su indumentaria común, una corona, banda y cetro elaborados con ramas de ahuehuete. A lo largo del tiempo festivo, las mujeres realizan sus evoluciones en los espacios liminares, al ritmo de los llamados “sones de Mendoza”.

Otras dos peculiares formas de danza que adquieren un matiz simbólico muy significativo son: la danza con la basura y la danza con los utensilios de cocina. La primera la realizan las mujeres de Petlacala y Coachimalco. Casi para terminar las acciones rituales en el cerro, los ayudantes del *tlahmáquetl* recogen los restos de los objetos que han estado en contacto con lo sagrado, dentro del espacio liminar

y, en una clara acción purificadora, los entregan a las mujeres, quienes bailan con los hatos de basura, mismos que depositarán en un sitio denominado *tlazoltipa*, bajo la mirada orientadora del oficiante. La danza con los utensilios de cocina se practica tanto en Zitlala como en Atenxoxola. Al terminarse la petición de lluvias en el cerro *Cruzco*, las mujeres en Zitlala realizarán esa acción a la orilla del río, camino a casa del mayordomo; se detienen a la vera del río y, con ollas, cazuelas y otros utensilios, emprenden sus evoluciones; las mujeres de Atenxoxola, por su parte, realizarán idéntica acción alrededor del fogón donde se ha preparado la comida comunal.

COMIDAS COMUNALES

Una de las características acciones instrumentales, ya para terminar los eventos rituales —aunque también a lo largo de determinadas fases del rito—, son las comidas comunales, sobre todo la que se realiza al caer la tarde y poco antes de bajar del cerro. Estas comidas comunales tienen, también, la función simbólica de compartir con las entidades sobrenaturales el alimento que les ha sido ofrendado. Constituyen, por tanto, una comunión.

A manera de recapitulación

A través de las líneas precedentes, se ha descrito el papel que desempeñan diversos tipos de símbolos en el ritual agrícola. Se ha propuesto el manejo de las dos modalidades del símbolo: dominante e instrumental, ya que la interpelación de las diferentes acciones, relaciones, objetos que configurarían la cuestión simbólica en el eje ritual ganaría sobre la interpelación de la lógica y sentido del ritual. Al proponer la presencia de ciertos símbolos dominantes se pretende señalar la función de ciertos elementos significativos en la práctica ritual, en atención a los fines últimos del ritual —es decir, la obtención de sus satisfactores básicos, la reafirmación de los orígenes comunales y la recreación de pautas que tienen que ver con la estructura central de su cosmogonía.

Por otra parte, la interpelación que se ha formulado a partir de los símbolos instrumentales tiene como finalidad tratar de entender la mecánica ritual; para esto, proponemos una serie de acciones,

relaciones y objetos con una significación particular la cual encaja dentro de una lógica general de instrumentalización del evento. *

Notas

- 1 *Tlacolol*: dicese de la agricultura que se practica en terrenos cerriles o de inclinaciones pronunciadas las que, por añadidura, carecen de posibilidades de riego y, por lo tanto, se encuentra sujeta a los ciclos pluviales estacionales.
- 2 En los grupos mixtecos, a ese círculos de piedras se les llama "trincheras".
- 3 El sabio, el que sabe rezar y pedir la lluvia.
- 4 *Huehuettl*, otro de los nombres que se asignan a los rezanderos, los viejos (*huehue*) que saben mucho.
- 5 A partir del legado olmeca en Guerrero, la figura del jaguar se ha convertido en un ente simbólico muy arraigado en el folklore, el ritual agrícola, las danzas y la producción mascarera, con un nombre más actual, vinculado al término náhuatl *tecuaní*, tigre.
- 6 La referencia más antigua que se ha identificado de un acto sacrificial, vinculado con la figura del tigre, es la que se encuentra en el *Códice Azoyú 1*, f. 26, año 1477. Esta escena guarda semejanza con la que se encuentra en el sitio olmeca de Chalcatzingo, ahí donde se representa el combate entre jaguares y el hombre.
- 7 Donde, por cierto, se da una especial conjunción entre un símbolo eminentemente mesoamericano, con otro extraído de la cristiandad, o que configuraría una peculiar representación de la convivencia entre dos diferentes culturas.
- 8 Se designa como *tlaloques* a los asistentes de Tláloc, dios de la lluvia de los teotihuacanos y de los mexica; una de sus tareas era la de golpear las nubes con unos bastones para provocar la lluvia.
- 9 Me atengo a la conceptualización que ha propuesto Leach (1989).
- 10 Dichos tamales, según Sahagún (1969: 72-3), eran confeccionados con amaranto y representaban a los cerros y a los *tlaloques*; se les ponía como dientes unas pepitas de calabaza y frijoles negros como ojos. Los actuales *tzoalli* se producen todavía en Petlacala y Coahuilco.

Referencias citadas

- Durán, Fray Diego 1967 - *Historia de las Indias de Nueva España e Islas de la Tierra Firme* (I). Porrúa. México.
- Iwaniszewski, Stanislaw 1992 - Los cerros que envían las lluvias y la delimitación del territorio: la sobrevivencia de una cosmovisión prehispánica en Petlacala, Guerrero, México. En América Latina. Local y regional. *Memorias del II Simposio*

América Latina. Local y regional. *Memorias del II Simposio internacional de la universidad de Varsovia sobre América Latina*: 183-187. Universidad de Varsovia, Varsovia.

Leach, Edmund 1989 - *Cultura y comunicación. La lógica de la conexión de los símbolos*. Siglo XXI, Madrid.

Lozano Hube, Arturo 1978 - *El fabuloso mundo subterráneo en el estado de Guerrero, México*. Edición del autor, México.

Martínez Donjuan, Guadalupe 1986 - Teopantecuanitlan. In *Primer coloquio de arqueología y etnohistoria del estado de Guerrero*: 58-83. Instituto Nacional de Antropología e Historia y Gobierno del estado de Guerrero.

Oettinger, Marion y Fernando Horcasitas 1982 - *The Lienzo of Petlacala. A Pictorial Document from Guerrero, Mexico (LXXII) parte 7*. The American Philosophical Society, Philadelphia, Pennsylvania.

Ruiz de Alarcón, Hernando 1892 - *Tratado de las supersticiones*

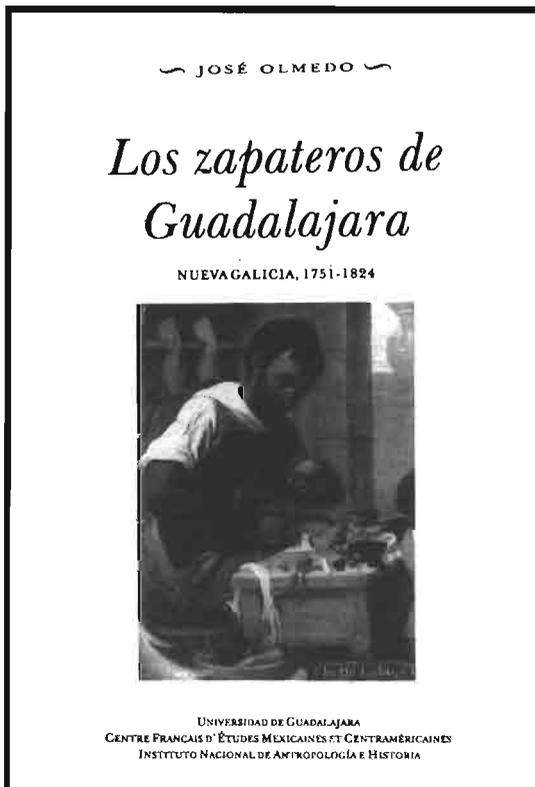
y costumbres gentilicias que hoy viven entre los indios naturales desde Nueva España. En *Anales del Museo Nacional de México*. Primera época (VI) 6: 123-223. Museo Nacional de México, México.

Schultze Jena, Leonhard 1938 - Bei den Azteken, Mixteken und Tlapaneken der Sierra Madre del Sur von México. En *Indiana (III)*. Gustav Fischer, Jena, Alemania.

Sepúlveda, María Teresa 1973 - Petición de lluvias en Ostotempa. *Boletín del INAH*: 9-20, 2ª época, 4, ene.-mar. 1973, INAH, México.

Turner, Víctor 1980 - *La selva de los símbolos*. Siglo XXI, México.

Van der Loo, Peter L. 1982 - Rituales con manojos contados en el grupo Borgia y entre los tlapanecos de hoy día. En *Coloquio internacional. Los indígenas de México en la época prehispánica y en la actualidad*: 232-243. Rutgers B. V. Leiden, Holanda.



Los zapateros de Guadalajara

José OLMEDO | Nueva Galicia, 1751-1824

El marco: Guadalajara en los siglos XVIII y XIX	Í N D I C E
La ciudad	
El gremio como institución	
Los orígenes	
Los zapateros de Guadalajara	
El gremio	
Los impuestos	
La materia prima: la piel	
La herramienta y el calzado	
Los lugares de comercio	
La extinción del gremio	
Conclusiones	
Apéndices	

Universidad de Guadalajara
 Instituto Nacional de Antropología e Historia
 Centro Francés de Estudios Mexicanos y Centroamericanos

Des *amateros* aux Nahuas du Haut-Balsas

Reformulations identitaires et territoriales

d'une région indienne au Mexique

Aline Hémond*

Introduction¹

L'un des défis de la recherche sur le développement durable est aujourd'hui celui de questionner les politiques étatiques et industrielles des grands travaux et le coût global environnemental pour la société. Ces programmes touchent en particulier les populations autochtones, installées dans de vastes territoires qu'il s'agit de "développer", ce qui entraîne l'altération de leur écosystème. Les problèmes d'ampleur mondiale que posent les réinstallations des populations, à la suite de la construction des grands barrages hydroélectriques, ont fait l'objet ces dernières années d'un débat anthropologique (Cerna 1989, 1993; Michael 1988), souvent posé dans les termes d'ethnocide des groupes (*cf.* Barabas et Bartolomé 1973, 1990; MacMahon 1973).

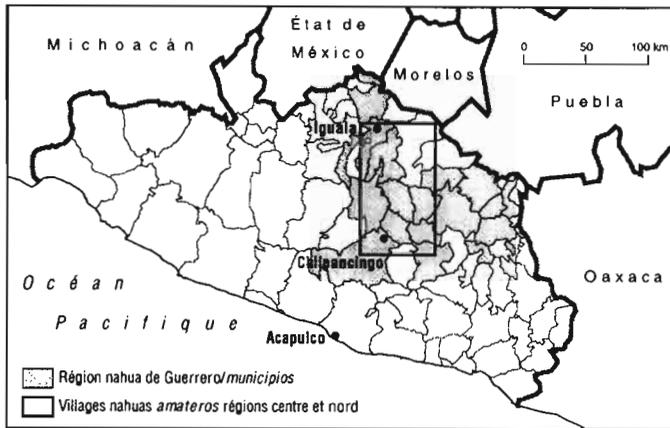
Plus rarement, et pour cause, fait-on allusion aux expériences de lutte réussies des acteurs locaux contre les planifications autoritaires du développement régional, et aux réorganisations sociales et territoriales qui s'ensuivent. C'est le cas d'école que nous posent les Indiens nahuas du fleuve Balsas dans l'État du Guerrero qui, à partir de la fin 1990, ont été confrontés à un projet de construction d'un barrage hydroélectrique sur le fleuve Balsas, devant inonder leur territoire ancestral (*cf.* carte 1).

C'est avec le fameux Tennessee Valley Project, à partir de 1933, que s'exporte au Mexique le modèle du bassin hydrographique conçu comme unité de

planification et allié à un plan de développement régional intégral (Melville 1997). Sous la présidence de Miguel Alemán, se crée tout d'abord la Commission du Papaloapan (1947), qui concentre les décisions nécessaires au développement intégral du bassin. La Commission du Balsas —fleuve qui parcourt le pays d'ouest en est et traverse le Michoacán— est créée en 1960 par Adolfo López (le Général Lázaro Cárdenas en étant le Vocal Ejecutivo). Elle est dotée des pouvoirs suffisants pour planifier, construire et gérer les travaux nécessaires au contrôle des fleuves, à l'irrigation et la génération d'électricité. Pour ce faire, est lancé un grand projet d'aménagement du fleuve prévoyant la construction de sept barrages, dont trois ont déjà été construits. El Infiernillo, premier barrage vers l'embouchure, commencé en 1957, est suivi de La Villita. Le troisième, El Caracol, a été terminé en 1986. À 30 km en amont de ce dernier, une quatrième grande retenue hydroélectrique —appelée San Juan Tetelcingo du nom du village voisin— est programmée depuis 1959, dans une région peuplée d'agriculteurs, d'artisans et de commerçants nahuas. Cette menace longtemps suspendue s'est concrétisée pour ses habitants en 1990 lorsque la compagnie nationale d'électricité mexicaine (CFE) a entrepris "clandestinement" les travaux de perforation des tunnels nécessaires à l'établissement du rideau du barrage.

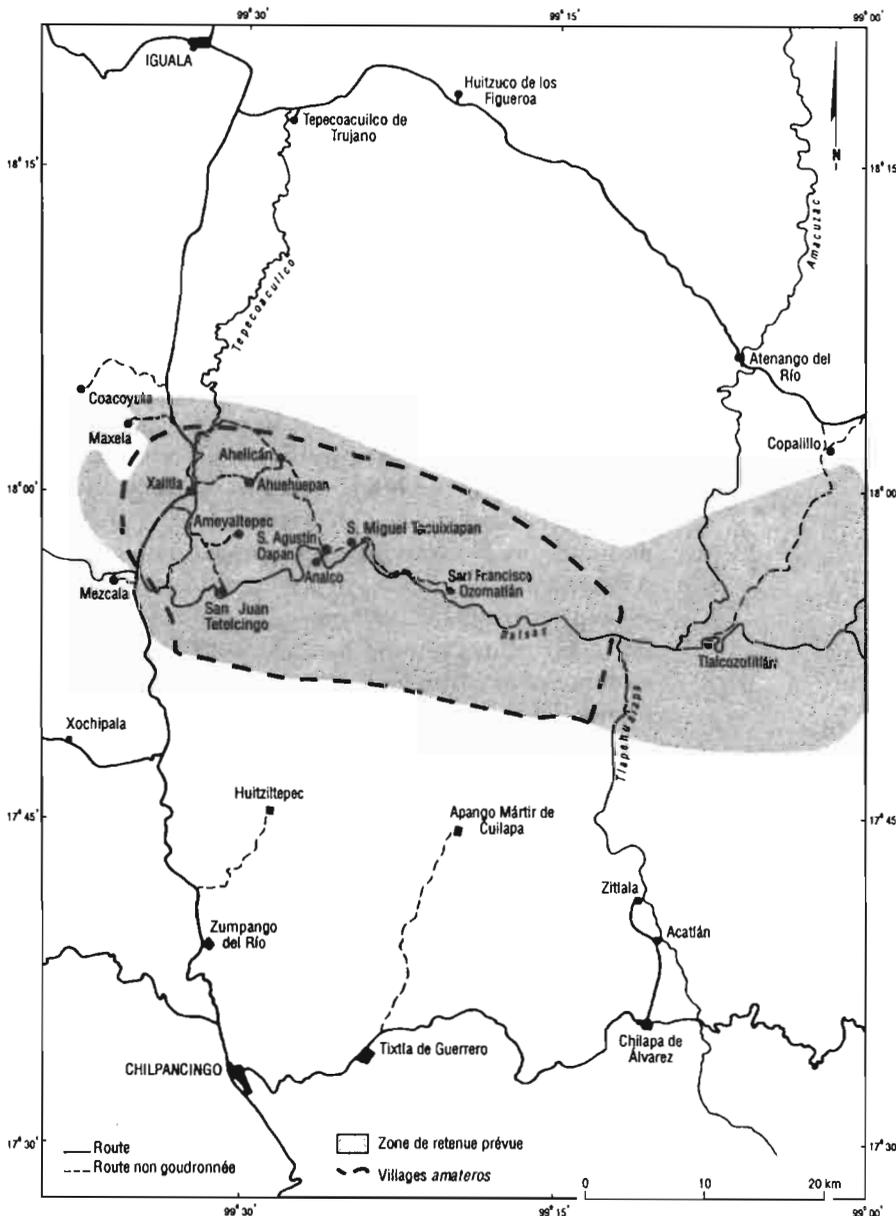
Les Nahuas de cette région, en place depuis le XII^e siècle (fait rare pour ce groupe ethnique), n'avaient été ni consultés ni prévenus de ce projet, tandis que commençaient les travaux de soutènement. Alors que certains marqueurs "privilegiés" de

* Ethnologue, CEMCA.



l'identité (comme la langue vernaculaire, fragilisée face à l'espagnol) n'avaient auparavant jamais suscité une action commune et que, selon la mémoire locale, il n'y avait jamais eu de mobilisation politique, l'union des Nahuas s'est en cette occasion réalisée autour du thème de la perte du territoire. Cette perte, vécue de manière apocalyptique et traumatique, a constitué le levier le plus puissant d'une coalition en un Conseil des Villages Nahuas du Haut-Balsas (le CPNAB), le 21 octobre 1990. Après une série d'actions médiatiques, le barrage a été annulé *sine die* par l'administration Salinas de Gortari, en octobre 1992².

Je voudrais m'arrêter ici sur l'un des aspects les plus symptomatiques du mouvement de protestation. On sait que les régions politiques correspondent rarement aux zones administratives nécessaires à la planification des travaux publics, particulièrement dans le cas des bassins fluviaux (Melville 1997). Face à la logique de développement du territoire défendue par les technocrates, les Nahuas ont dû opposer leur vision d'identification à la terre et leurs pratiques d'appropriation de l'espace. Dans ce contexte de redéfinition identitaire, ils ont alors élaboré une stratégie commune passant par la formation d'un nouveau bloc régional en prenant l'appellation de "Nahuas du Haut-Balsas", appellation qui n'était utilisée jusqu'à que par les ingénieurs de la CFE pour circonscrire la zone qui devait être inondée. Celle-ci s'étend sur environ 15 000 ha répartis en six districts (*municipios*): Tepecoacuilco, Huitzuc, Mártir de



Carte 1 - La région nahua du Centre-Nord de l'État de Guerrero.

Cuilapan, Zumpango de Neri, Atenango del río et Copalillo (soit une population totale de 20 000 à 25 000 personnes). Les quatre premiers municipios forment la sous-entité régionale des “Nahuas *amateros*”, du nom de leur principale production artisanale, la peinture sur papier d'écorce battu de *Ficus* ou *amate*.

Comment ce redécoupage de leur territoire s'est-il opéré? Quelles sont les implications de cette mutation de l'identité collective du groupe au niveau régional et territorial?

La région nahua du centre-nord du Guerrero

Au sein de la région nahua du Guerrero, les villages menacés par le barrage se distribuent entre la vallée inférieure du fleuve Tepecoacuilco et le bassin du fleuve Balsas-Mezcala (cf. carte 1). Cette région est délimitée à l'ouest par la double parallèle de la route nationale 95, Mexico-Acapulco, et du fleuve Tepecoacuilco; au sud par le fleuve Mezcala-Balsas et à l'est par le fleuve Amacuzac, un affluent du Balsas. La dépression du Balsas est une vaste zone de terres basses s'étendant entre 300 et 500 m dans la plaine alluviale, et se haussant à environ 1 000 m sur les premiers contreforts de la Sierra Madre del Sur. C'est un milieu semi-aride, aux précipitations n'excédant pas 600 mm de moyenne annuelle. Les villages situés plus près de la route Mexico-Acapulco sont réputés moins “traditionnels” que les communautés (*comunidades indígenas*³ monolingues du fond du bassin).

Les Indiens de la région sont appelés “Nahuas des régions centre-nord” par l'administration. L'Institut national chargé des statistiques privilégie en effet la description territoriale qui correspond aux régions administratives définies au sein des limites de l'État (INEGI 1988). En l'occurrence, notre région d'étude se situe à cheval sur les régions nord et centre de l'État du Guerrero. La région nord regroupe, comme son nom l'indique, toutes les localités du nord de l'État (en particulier la ville métisse d'Iguala, centre des échanges avec la région nahua *amatera*), ainsi que la vallée inférieure du fleuve Tepecoacuilco, avec les villages *amateros* de Xalitla et Maxela, dans sa limite la plus méridionale. Le centre regroupe la région plus spécifiquement indienne nichée dans la dépression du fleuve Balsas, avec les villages de peuplement nahua tel Ameyal-

tepec, San Juan Tetelcingo, San Francisco Ozomatlan et au-delà. Jusqu'à une date récente, la plupart des travaux d'anthropologie portant sur la région se fondaient sur ces divisions administratives pour décrire leur zone d'étude, ou bien qualifiaient la population de “Nahuas du Balsas-Mezcala”, du nom de cette portion du fleuve, en se référant à la classification physiographique des provinces mexicaines établie par Raisz (1959).

Mais qu'en est-il de ces dénominations pour les principaux intéressés?

Auto-perception de l'identité du groupe

Pour les Nahuas de cette région, la langue est un facteur majeur de l'ethnicité. On dit de soi: “Nous autres, nous sommes *mexicanos*; nous parlons le nahuatl ou *mexicano*” (le *mexicano* étant l'autre dénomination employée pour désigner la langue nahuatl). Cependant, la reconnaissance linguistique n'implique pas nécessairement une notion de l'identité axée autour du groupe ethnique. Culture dominante à l'arrivée des Espagnols, celle de l'Empire aztèque, les Nahuas sont restés le principal groupe indien du Mexique avec une population d'environ 1,5 à 2,5 millions de personnes, dispersées dans des régions géographiquement très différentes⁴. La Conquête, avec la disparition de l'entité politique aztèque, a amené un fractionnement et un isolement de plus en plus grand des régions indiennes, ainsi qu'une importante dialectalisation. Tout cela concourt au fait qu'à l'heure actuelle, les Nahuas, comme d'autres macro-ethnies du Mexique, n'ont pas à proprement parler le sentiment d'appartenir à une ethnie commune.

L'identité actuelle des Nahuas se forme, à son niveau minimal, autour du groupe domestique constitué par la famille nucléaire, dont les limites spatiales sont matérialisées par le *solar*⁵, l'unité territoriale de base. L'alliance de ces groupes domestiques en un village assoit l'identité communautaire. L'identité est donc le plus souvent confondue avec les structures villageoises et communautaires. Le lien avec les communautés avoisinantes se fonde plus sur un terroir partagé et exploité selon des pratiques semblables autour de la *milpa* (champs de maïs et plantes associées), et les liens de parenté proches, que par la référence à une culture commune partagée par un même groupe linguistique au sein de l'État.

À ce rapide panorama de l'ethnicité, il faut ajouter une particularité notable. Dans la région, les activités artisanales constituent un marqueur identitaire extrêmement fédérateur. Traditionnellement producteurs en saison sèche d'un petit artisanat de céramiques destinées à la consommation interne (dont l'origine remonte à l'époque précolombienne), les villages de cette zone se sont engagés depuis la fin des années 1950 dans la fabrication et la commercialisation d'un artisanat touristique —dont la fameuse peinture sur amate—, source d'une prospérité importante pour les communautés. Cet artisanat a d'ailleurs contribué à faire connaître les communautés de la région sur la scène nationale et internationale.

Avant que n'éclate l'affaire du barrage, on peut dire que les activités artisanales, liant les villages en réseaux de sous-traitance, avaient permis la création, au sein de l'ensemble linguistique nahuatl, du sous-groupe régional des "Nahuas amateros", appellation avec laquelle les intéressés s'auto-identifient depuis trois décennies. Ils disent aujourd'hui: "Nous autres, nous peignons, nous sommes des amateros". Ce sentiment d'appartenir à un groupe de villages —par ailleurs unis depuis l'époque préhispanique par la langue, les liens rituels et la parenté, mais également désunis par les problèmes de terres et les rivalités inter-communautaires— est le point de départ d'une redéfinition de l'identité régionale. Ainsi, ce sont les artisans tailleurs de

pierre et sculpteurs de masques de la ville métisse d'Iguala, mais aussi de Taxco (célèbre cité coloniale du nord de l'État), qui entretiennent des relations de quasi-dépendance envers les commerçants amateros. Ceux-ci se déplacent en effet dans toute la République mexicaine et commercialisent leurs produits tout autant que ceux de leurs communautés, inversant ainsi le schéma des Indiens traditionnellement dépendants du pôle urbain métis.

Le redécoupage du territoire

Cette nouvelle appellation de "Nahuas du Haut-Balsas" surgit en fin d'année 1990 comme une réponse adéquate à la menace de barrage hydroélectrique que les aménageurs font peser sur la région. Cette définition permet aux "coalisés" de délimiter une région culturellement autonome, partageant une histoire commune depuis le XII^e siècle, époque à laquelle le groupe nahua-cuixca vient s'établir, à la jonction du Balsas et de la rivière Amacuzac (Harvey 1971: 606)⁶. En s'opposant aux dénominations couramment utilisées pour les désigner, ils reprennent la classification géologique structurelle établie dès les années soixante par la Comisión Federal de Electricidad qui divise la dépression du fleuve Balsas en trois parties, d'ouest en est. Selon cette classification, le cours inférieur du fleuve se jette dans l'océan Pacifique, le cours moyen s'échelonne de Tetela del Río à Ciudad Altamirano et le cours supérieur (*Alto Balsas*) comprend les villages nahuas amateros entre Oapan et Mezcala, ainsi que le municipio de Copalillo et la limite orientale du Guerrero jouxtant l'État de Puebla (Palacios 1963). Cette division est reprise par les géologues de la CFE dans leur projet d'ingénierie du barrage San Juan Tetelcingo. Ceux-ci estiment que la zone de retenue se situera dans la partie centrale du bassin supérieur du Balsas (García Calvario et Riva Palacio, CFE 1990: 36 et 51).

Si tout le monde s'accorde avec Raisz (1959) pour délimiter cette partie du bassin du nom de "Bal-



Figure 1 - Paysage de San Agustín Oapan et du fleuve Balsas. Partie de la retenue prévue.

sas-Mezcala”, cette région fait-elle partie pour autant du bassin du Haut-Balsas, selon la classification mise au point par la CFE et qu’ont reprise les Nahuas de cette région pour s’auto-dénommer à partir de 1990? Il semble qu’il y ait ici une imprécision, les spécialistes ne s’accordant pas dans leurs écrits. Il n’existe pas aujourd’hui d’étude complète et parfaitement définie sur la classification des régions géomorphiques ou physiographiques du Mexique, raison pour laquelle diverses appréciations des conditions physiques du pays ont été adoptées selon les circonstances (Sánchez 1990: 51). En particulier, la définition des sous-bassins au Mexique fait l’objet d’une guerre en règle des spécialistes: les limites hydrologiques, qui classifient les régions en sous-bassins, ne coïncident pas forcément avec celles des économistes, des botanistes ou des géologues (Lacombe 1995).

Selon Hendrichs, qui a remonté le fleuve dans son cours moyen et inférieur jusqu’à l’océan Pacifique et qui se fonde sur des critères géographiques, climatiques et botaniques, le cours moyen du Balsas s’arrêterait à Tetela del Río (Hendrichs 1945-1946: 7), à quelque 50 km à l’ouest des villages amateros. Ceux-ci se trouveraient alors placés dans le cours supérieur du fleuve qui comprendrait les bourgades situées au-delà, vers l’est. Mais cela ne correspond pas aux provinces biotiques définies par le zoogéographe H.M. Smith, selon la distribution géographique des lézards du genre *Sceloporus*. D’après cet auteur, notre région d’étude se situerait à l’intérieur de la grande aire néoartique, non pas dans la province du Balsas supérieur, mais dans la Provincia Guerrerense, laquelle correspond au bassin du Balsas-Mezcala (Smith 1940 II [1]: 110). Quant au géographe C. Cordova, il considère que les villages d’Ahuehuepan, Ahuelican, Ameyaltepec, Analco, San Agustín Oapan, San Juan Tetelcingo, San Marcos Oacatzingo, Tlamamacan et Xalitla appartiennent au Bassin moyen du Balsas (Córdova *et al.* 1990; Córdova et Vázquez 1991).

Alors même que les spécialistes sont en conflit sur ces contours, les villages nahuas se regroupent en un Conseil et s’auto-désignent comme “Indiens Nahuas du Haut-Balsas”. La mesure est stratégique: elle permet de regrouper sous une même étiquette des villages rassemblés par une inquiétude et un sort futur commun, et d’unir les amateros avec les villages nahuas du municipio de Copalillo (clairement situés dans le bassin supérieur du fleuve à la limite orientale de l’État) avec lesquelles ils ne partagent pas de liens de parenté proche ni d’activi-

tés artisanales. Ce faisant, ils recentrent et regroupent tous ces villages sous cette double étiquette, désignant à la fois le groupe ethnique et sa localisation territoriale⁷.

L’adoption des “Nahuas du Haut-Balsas”

Une fois nés le Conseil et les “Nahuas du Haut-Balsas”, reste à se faire reconnaître par la classe politique et les acteurs médiatiques.

Dans ce contexte, il est frappant de voir à quelle vitesse cette nouvelle définition de “Nahuas du Haut-Balsas” se propage et le succès qu’elle rencontre. C’est tout d’abord par un manifeste d’une page publiée dans *La Jornada* (l’un des principaux quotidiens mexicains), le 18 février 1991, que les villages d’artisans amateros et leurs frères nahuas de Copalillo renaissent en tant que “Nahuas du Haut-Balsas” aux yeux du grand public et des journalistes. Dans ce texte, ils proclament leur opposition argumentée au projet hydroélectrique⁸. Le manifeste étant signé par le Grupo de los Cien —Groupe des Cent, qui réunit des personnalités mexicaines de renom, artistes, écrivains et scientifiques généralement associés dans des protestations écologiques et patrimoniales—, ils gagnent d’emblée la reconnaissance médiatique et la redéfinition de leur action sur la base du groupe ethnique.



Figure 2 - Forum de Solidarité avec les villages nahuas du Haut-Balsas.

Cette légitimité du "groupe ethnique des Nahuas du Haut-Balsas" vient aussi du milieu de la recherche en anthropologie ainsi que des économistes et des écologues qui vont participer à partir de 1991 à l'élaboration de projets alternatifs pour contrer le programme hydroélectrique de la CFE. En effet, ces scientifiques adoptent instantanément cette définition, sous l'impulsion de trois membres du Conseil, originaires de Xalitla, qui sont également chercheurs en sciences sociales. Pour ce faire, ils suscitent des conférences, des colloques et des séminaires alternatifs réunissant la profession.

Il est intéressant de remarquer que la nouvelle appellation prise par le Conseil des Villages apparaît peu d'années après que des archéologues sont arrivés à des conclusions nouvelles sur les provinces culturelles préclassiques du Guerrero précolombien. En effet, les repérages archéologiques menés par l'équipe de Louise Paradis et Christian Bélanger, à partir de deux zones témoins, l'une proche du village actuel de Xalitla (Paradis et Bélanger 1986) et l'autre de celui de San Juan Tetelcingo (Paradis, Bélanger, Raby et Ross 1990) montrent l'existence d'une zone culturelle distincte nommée Province Balsas à partir de Tres Arroyos jusqu'au Balsas avec des concentrations à Xalitla, Ahuelican et le long du Balsas et qui auraient acquis une spécificité remarquable dès l'époque préclassique (Paradis, Bélanger, Raby et Ross 1990: 206).

Les ramifications dans le milieu anthropologique de plusieurs des membres du Conseil laissent penser que ceux-ci ont été au courant dès que les premières conclusions archéologiques ont été connues. Les Nahuas du Haut-Balsas correspondent, *grosso modo*, à la majeure partie de cette Province Balsas émise comme hypothèse par l'équipe de L. Paradis. En outre, alors que la vision historique généralement admise fait descendre les Nahuas amateros actuels des Nahuas-Cuixcas arrivés à l'époque post-classique dans le Balsas (environ vers le XII^e siècle), l'archéologue constate qu'au niveau de la culture matérielle, il n'existe pas d'évidence d'une coupure aussi nette entre les Cuixcas⁹ et les cultures précédentes (Paradis, comm. pers.). En particulier, le complexe céramique préclassique appelé Granulaire, antérieur à l'arrivée des Cuixcas, se rapproche de manière caractéristique de la poterie actuelle (Paradis, comm. pers.). En tout état de cause, la connaissance de ces fouilles archéologiques en cours d'analyse permet à certains des membres du Conseil de "sauter le pas" et de se représenter désormais en filiation presque directe avec les cultures préclassi-

ques et, en particulier, avec les Olmèques dont l'importance dans cette partie du Guerrero a été révélée par les fouilles du site de Teopantecuanitlan, dans le municipio de Copalillo (Martínez Donjuán 1986 et Niederberger 1986). Au près des médias, cette démarche appuie l'enracinement historique des habitants du Balsas et leur bon droit dans leur lutte contre les aménageurs: "... ils sont les habitants les plus anciens de la zone ..." et, par ailleurs, ils se considèrent comme les premiers mexicains¹⁰. Le Conseil a d'ailleurs adopté un logotype qui résume les nouveaux éléments identitaires. Celui-ci est composé d'une tête olmèque entourée d'un rameau de fleurs de style amate. La statuette ayant servi de modèle provient du site de La Venta (sur la côte du Golfe de Veracruz, à l'est du pays) et ne correspond pas à ce versant de la culture olmèque du Guerrero (côte Pacifique) mais, étant plus connue du public, elle favorise mieux le réflexe d'association à un symbole de la culture nationale. Quant au rameau d'amate, il remémore pour les Mexicains ce qui fait la renommée actuelle de la région: ses activités artisanales uniques dans le pays.

La modification récente de la Constitution, introduisant la notion de nation multi-culturelle, donne assise à la revendication de ces villages d'appuyer leur opposition sur la base du groupe ethnique et leur assure un impact que n'auraient pas de simples paysans défendant l'inondation de leurs terres¹¹. Toutes tendances politiques confondues, la presse écrite mexicaine est ainsi sensibilisée au désastre que causerait l'inondation d'une région où l'on situe récemment la source de la civilisation olmèque, énigme archéologique majeure, et la disparition de villages indiens dont l'artisanat d'amate fait partie intégrante de l'image nationale¹².

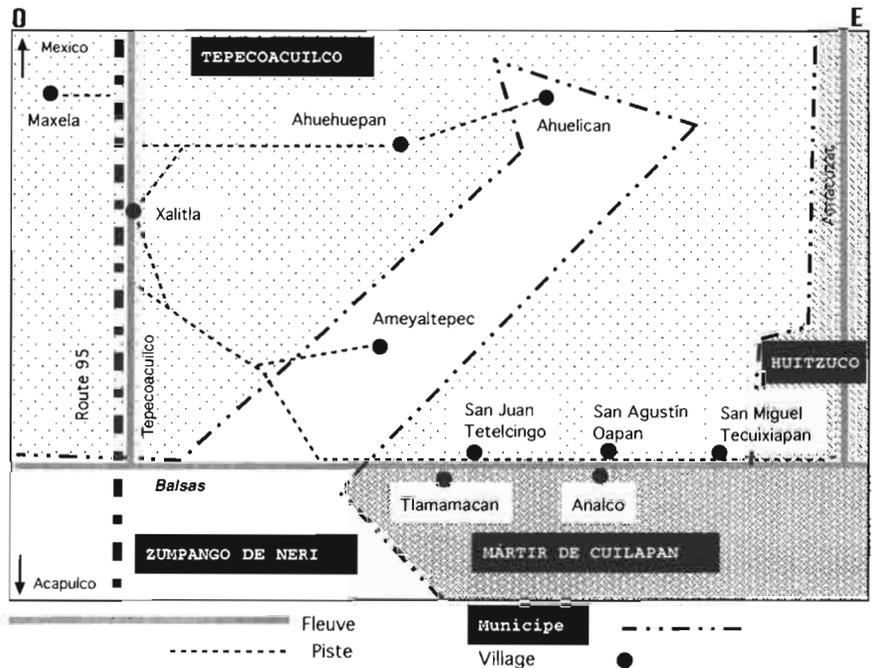
Cette lutte d'images s'appuie sur une reformulation historique et une appropriation des données anthropologiques, généralement vues avec bienveillance par la classe scientifique qui y trouve une justification concrète à ses propres travaux, qui servent ainsi la cause d'un groupe menacé. Il faut aussi souligner que les actions du Conseil s'inscrivent dans un contexte marqué par la préparation de l'accord de libre commerce nord-américain (l'ALENA), lequel suscite une grande inquiétude culturelle et un retour aux racines archétypales de l'identité nationale. Dans le même temps, la contre-célébration du V Centenaire de la Découverte de l'Amérique, particulièrement virulente dans les pays latino-américains à forte proportion indigène, entraîne une forme nouvelle de conscience pan-in-

dienne d'un bout à l'autre du continent américain. Les Nahuas réussissent ainsi habilement à s'insérer dans l'espace de revendications qui vient de s'ouvrir. On pourrait dire, en terme de communication, qu'ils ont réussi leur opération de relations publiques.

Les limites municipales

L'émergence de cette nouvelle entité spatio-culturelle du Haut-Balsas —calquée sur le schéma des bassins hydrographiques qui transcende les frontières politico-administratives (Melville 1997)— renvoie également à une revendication par rapport à l'espace administratif mexicain qui morcèle ce territoire. Formant un

ensemble régional cohérent historiquement, culturellement et ethniquement, les villages des Nahuas amateros sont, au niveau politique, divisés entre quatre municipios¹³: Tepecoacuilco, Mártir de Cuilapan, Zumpango de Neri et Huitzucó (cf. carte 2). Les villages de la rive droite (nord) du fleuve sont majoritairement situés dans le municipio de Tepecoacuilco, comme San Juan Tetelcingo, San Agustín Oapan, San Miguel Tecuixiapan, puis dans celui de Huitzucó si l'on poursuit vers l'est. Juchés sur les collines à 5 km de là, les villages d'Ameyaltepec et d'Ahuelican sont, quant à eux, dépendants du chef-lieu de Zumpango de Neri. Sur la rive gauche (sud) du Balsas, les villages de Tlamamacan et d'Analco —fondés respectivement par des habitants de San Juan et de Oapan en quête de nouvelles terres à cultiver— sont sous l'autorité de Mártir de Cuilapan. Ces morcellements résultent de longs processus historiques et de conflits d'usages depuis l'Indépendance et la Révolution. Il a été maintes fois souligné que les conflits entre villages —ou entre chef-lieux et administrés— prenaient toujours la forme de recompositions administratives portant sur le découpage territorial du municipio (Hunt et Nash 1967; Dehouve 1989). Ainsi, Ahuehuepan et Ahuelican, qui partagent un terroir extrêmement proche, sont-ils situés dans deux municipios différents à la demande d'Ahuelican, suite aux conflits



Carte 2 - Limites administratives des villages amateros.

de terres communales divisant les deux villages. De même, des conflits de terres datant du XIX^e siècle opposent San Agustín à San Miguel et Ameyaltepec à San Juan. Ce dernier cas est illustratif des multiples va-et-vient des municipios. À la création de l'État du Guerrero en 1849, la rive droite (nord) du Balsas passe sous la juridiction du chef-lieu de Tepecoacuilco. Cependant, le fait que le village d'Ameyaltepec se trouve au beau milieu des terres communales de San Juan Tetelcingo (et cela depuis le XVII^e siècle: Paucic, *in* Golde 1963: 15) a occasionné à maintes reprises des frictions entre les deux localités. Ainsi lit-on dans les archives qu'Ameyaltepec a plusieurs fois changé de juridiction au cours de ce siècle. Dès le premier recensement de 1870, il apparaît sous la juridiction de Zumpango de Neri, sans que l'on puisse dire le moment exact du changement. Il est réintégré autoritairement en 1936 dans le municipio de Tepecoacuilco, mais "... le décret fut annulé la même année à cause des plaintes présentées par les villageois sur le mauvais traitement et les réclamations exorbitantes que leur faisaient le chef-lieu et les autorités de San Juan." (Alejandro W. Paucic com. pers., *in* Golde 1963: 15). En 1944, ils furent réintégréés dans le municipio de Zumpango où ils se trouvent toujours.

Dans ce contexte, les villages amateros sont placés, par la force des choses, sous l'autorité du prési-

dent municipal qui administre le chef-lieu, librement élu, selon la formule consacrée. Mais c'est souvent le candidat du parti au pouvoir (le PRI) qui, par le jeu des clientélismes locaux, occupe cette fonction. Bien placé dans le jeu des pouvoirs locaux, il a le pouvoir de contrecarrer les actions et initiatives des *comisarios* villageois ou, au contraire, de faire jouer *la palanca* (le piston) en échange du vote des communautés¹⁴. Avant la création du Conseil des Villages Nahuas du Haut-Balsas, l'absence de services —eau potable, asphaltage des pistes, dispensaires, écoles— affecte l'ensemble des communautés. Les autorités civiles des villages *balseros*, choisies le plus souvent en fonction du respect et de l'expérience accumulés dans les charges civiles et religieuses qui régissent les communautés, sont peu au fait des arcanes administratives. Les tensions entre le chef-lieu métis et ses administrés indiens, traditionnelles au Mexique, ne manquent donc pas ici. Seule exception dans la région touchée par le projet de barrage, le municipio de Copalillo. Ce chef-lieu est en effet majoritairement peuplé par des Nahuas et administré par un président municipal nahua qui a rallié l'un des partis d'opposition de gauche, le PRT (Parti Révolutionnaire des Travailleurs), très au fait des luttes syndicales. Au tout début de la protestation opposant les Nahuas aux autorités, à la fin 1990, Copalillo se pose ainsi en modèle de ce que les villages amateros devraient obtenir dans le futur, en faisant table rase des rivalités traditionnelles: "... une région indienne qui soit administrée par des indiens ...", selon les paroles d'un des leaders d'alors du Conseil des Villages (CPNAB).

Le municipio du Haut-Balsas

La proposition d'un des leaders du Conseil de former un nouveau municipio, le municipio du Haut-Balsas, est alors significative: "L'union entre tous les villages de la région doit être plus forte. Cette union devrait aller beaucoup plus loin. Les présidents des municipios [et le Gouvernement] ne veulent pas que nous autres, en tant qu'Indiens, nous ayons notre propre territoire, que nous soyons autonomes et que nous gouvernions nous-mêmes nos villages"¹⁵. Le municipio du Haut-Balsas, qui ne dépendrait plus

des quatre chef-lieux actuels, aurait alors son chef-lieu dans l'un des villages fer de lance du mouvement d'opposition au barrage, Xalitla (Hémond 1994).

Si, jusqu'à présent, cette redéfinition des contours des municipios proposée par les Nahuas reste lettre morte, on peut dire que le Conseil des Villages assume dans les faits une forme d'auto-contrôle administratif. Cette organisation —qui intègre jusqu'en 1993 des représentants de tous les municipios concernés, avec une forte participation des habitants de Oapan (branche des Nahuas traditionnels), de Xalitla (branche moderniste), de Copalillo (branche politique et activiste)— agit en effet comme une sorte de superstructure, porte-parole des doléances des autorités locales. Au bout de quatre années de lutte, elle s'impose comme l'interlocuteur indispensable (malgré une scission interne récente) en traitant directement avec le gouvernement de l'État, sans passer par les autorités des municipios. Une fois la menace du barrage écartée, les revendications de la population sur les points concernant les infrastructures sanitaires, éducatives, et les travaux publics deviennent les points essentiels débattus entre le Conseil et les autorités de l'État. Par des négociations bimensuelles avec l'administration de l'État, le Conseil a mis en place un calendrier des travaux publics, en partie réalisés aujourd'hui. Depuis trois ans, l'asphaltage de la piste en terre menant aux villages du Balsas a été réalisée; l'eau potable a été installée dans deux villages; des dispensaires et des écoles ont été construits; l'édification de ponts pour passer le fleuve en crue a été opérée en deux endroits; une école bilingue a été ouverte à Xalitla.

Dorénavant, le Conseil prend en charge la plupart des attributions normalement dévolues au chef-lieu (travaux publics, éducation et santé). Il met aussi en place une alternative au projet d'aménagement du territoire de l'État et même au niveau national en proposant un programme de développement régional fondé sur une étude des savoirs autochtones en accord avec des écologues et biologistes d'ONG. Ces derniers établissent ainsi des micro-projets de reforestation et de réintroduction d'espèces menacées (notamment le cerf à queue blanche: *Odocoileus virginianus mexicanus*) (Red Mokaf 1995)¹⁶. Dans la pratique, ce territoire et ses villages agissent comme une entité autonome, conscients d'une nouvelle dynamique culturelle et identitaire: "Tous, nous avons le même sang, nous parlons la même langue".

Conclusion

Ces différentes pratiques et l'élaboration d'une stratégie commune aux villages ont ainsi contribué à la formation d'un nouveau bloc territorial autour d'un groupe ethnique auto-proclamé. Une fois de plus, nous avons ici l'illustration du fait que les dénominations données à un groupe ou à une région géographique ne sont pas innocentes: elles sous-tendent une idéologie, un projet politique et d'aménagement. La redéfinition de l'identité locale s'opère ici autour du fleuve, sur les critères du bassin hydrographique, retournant ainsi les arguments des planificateurs, alors que celui-ci n'était auparavant qu'une simple variable géographique contribuant à la localisation de la région, mais en aucun cas un axe organisateur. En outre, il faut souligner le rôle des médias qui, dès le départ, diffusent la nouvelle appellation, elle-même cautionnée par la classe intellectuelle et scientifique.

Avec le traumatisme causé par la menace de perte de leur territoire, les Nahuas ont voulu mieux contrôler leur destin politique. Dans les régions traditionnellement marquées par les rapports tendus entre chef-lieux métis et administrés indiens, cette quête de légitimité se retourne souvent contre les seconds. Mais le dénouement de l'affaire du barrage montre que les Nahuas ont aujourd'hui une maîtrise de la machine étatique. S'adaptant rapidement, les acteurs prennent des décisions fonctionnelles, tout en faisant respecter leur propre logique. Leur stratégie de revendications territoriales s'avère ainsi une démarche nouvelle, tout en se coulant dans les formes administratives nationales. Loin de faire sécession en remettant en cause le fonctionnement politique, les plus extrémistes d'entre eux ne demandent finalement que la création d'un nouveau municipio.

Les Nahuas du Balsas ont réussi à entamer et à maintenir des négociations à long terme (depuis maintenant deux ans) avec les autorités de l'État mettant ainsi en pratique à plus grande échelle les principes du consensus et de la concertation chers à leur société —et à en tirer des bénéfices concrets. Comment cet espace de liberté et de pourparlers (marqué par des avancées uniques jusqu'à présent pour un mouvement indien dans le pays) va-t-il évoluer dans un contexte politique instable, durci par la violence et le durcissement général des relations entre les mouvements paysans et le gouverneur démissionnaire du Guerrero, Rubén Figueroa

(tuerie de Coyuca de Benítez en juillet 1995, assassinat de leaders paysans depuis des années)?

Une fois la menace du barrage écartée pour ce sexennat, l'ardeur unificatrice des Nahuas s'est atténuée. Une partie des responsables du Conseil a fait dissidence en une organisation concurrente. Quant aux villageois, ils sont pour le moment retournés à leurs champs et à leurs querelles de terres ancestrales. Se remobiliseront-ils face à une nouvelle atteinte au territoire? De cette lutte fondatrice, il reste cependant la dimension nouvelle d'une identité ethnique régionale... *

Notas

- 1 Ce texte a fait l'objet d'une présentation au colloque international *Le territoire, lien ou frontière? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales*. ORSTOM et Université de Paris IV-Sorbonne, Luc Cambrézy et Joël Bonnemaïson (coords.), Paris, 2-4 octobre 1995. Cet article se centre sur la période 1990-1995, sans aborder les développements récents qui feront l'objet d'une publication ultérieure.
- 2 Voir Hémond (1994) sur les étapes ayant conduit à ce résultat sans précédent dans les luttes indiennes du pays.
- 3 Le statut juridique et administratif de la *comunidad indígena* lui permet de ne pas être assujettie à l'impôt et de disposer de terres communales. Tous ces villages sont à habitat groupé, comprenant de 800 à 2 500 habitants.
- 4 Les recensements officiels déterminent l'indianité sur le seul critère linguistique, ce qui exclut les enfants de 0 à 5 ans (INEGI 1990) qui représentent une proportion supplémentaire de 14%. Étant donné la discrimination existante dans la société nationale, les interrogés préfèrent souvent nier leur état d'Indien (c'est-à-dire de locuteur indigène), ce qui conduit à une sous-estimation censitaire.
- 5 Le *solar* est l'espace réservée à la maison, à une cour et à un foyer de cuisine (le plus souvent séparé de la maison principale), parfois à un jardinet et à un grenier à maïs (*troja*).
- 6 Durant l'époque coloniale, les Nahuas-Coixcas ont évité le dépouillement direct de leurs terres et leur regroupement en *congregaciones* grâce à l'importance de leur situation auprès du fleuve Balsas. En effet, l'axe reliant le port d'Acapulco à Mexico, vital pour le commerce colonial, passait alors par le Balsas que les riverains faisait traverser aux voyageurs sur des radeaux (ou *balsa*) (Gerhard 1972: 317). Ceci constitue donc un élément d'explication de la cohésion de la culture et des traditions du groupe actuel au niveau régional.
- 7 L'un des responsables du Conseil admet cependant en privé que "... le Haut-Balsas est une appellation incorrecte si l'on prend comme référence le cœur historique des villages amateros, c'est-à-dire le village de San Agustín Oapan".

- 8 Arguments de poids. Ce barrage n'aurait une vie utile que d'une dizaine d'années étant donné les problèmes d'invasion du fleuve (25 millions de tonnes de déchets annuels).
- 9 Sa distribution temporelle s'échelonne de 500 a.C. à 800 a.C. (Paradis et Bélanger 1986: 106).
- 10 Les Mexica Nahuas, ou Aztèques, ayant donné leur nom au pays.
- 11 L'article 4 de la Constitution reconnaît désormais que la nation mexicaine est multi-culturelle. De plus, le CPNAB s'appuie sur l'Accord 169 de l'OIT où est stipulé le droit à l'autodétermination des indigènes sur leur territoire (sur les limites de l'article 4, cf. Hindley, sous presse).
- 12 Les Indiens du Haut-Balsas (D. Cazés, *La Jornada*, 22-12-90); Noyant nos racines (F. Bejar, *El Universal*, 8-12-91); Le barrage va détruire un patrimoine culturel millénaire (G. Correa, *Proceso*, 25-2-91); Des ruines préhispaniques menacées (R. Meléndez, *El Excelsior*, 21-2-91); Défense culturelle des villages nahuas du Haut-Balsas (J.C. Catalán, *El Excelsior*, 6-3-91) sont quelques-uns des titres de ce courant journalistique.
- 13 Le *municipio libre* est l'unité de base de la division territoriale, politique et administrative des états mexicains. Il est placé sous la juridiction du chef-lieu, la *cabecera*, administré par un *presidente municipal* élu.
- 14 À cet égard, rappelons que les événements du Chiapas en début d'année 1994 eurent comme détonateur l'abandon dans laquelle les pouvoirs publics tenaient cette région indienne. Au-delà des questionnements sur la légitimité du parti au pouvoir et des actions médiatiques nationales, l'une des revendications de base de l'EZLN — qui n'a toujours pas été satisfaite jusqu'à présent — portait sur des demandes locales de travaux publics (introduction d'eau potable, construction de routes, d'écoles et de dispensaires).
- 15 Réunion du Conseil des Villages à San Agustín Oapan, le 27 avril 1991. Enregistrement personnel.
- 16 À ce sujet, voir Hémond (1996).

Ouvrages cités

- Barabas, A. et M. Bartolomé 1973 - Hydraulic development and ethnocide: the mazatec and chinantec people of Oaxaca, México. In *Documento IWGIA* 20.
- Bartolomé, M. et A. Barabas 1990 - *La presa Cerro de Oro y el ingeniero el Gran Dios. Relocalización y etnocidio chinanteco en México*. CONACULTA e INI Mexico.
- Cernea, M. 1989 - *Relocalizaciones involuntarias en proyectos de desarrollo*. Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento, y Banco Mundial, Washington, 101 pp.
- 1993 - Anthropological and sociological research for policy development on population resettlement. In M. Cernea et E. Scott Guggenheim (eds.) *Anthropological Approaches to Involuntary Resettlement: Policy, Practice and Theory*: 13-38. Westview Press, Forthcoming, Boulder, Colorado.
- Córdova, C. et A. Vázquez 1991 - El ciclo agrícola anual en la Cuenca Media del Balsas. *Geografía y Desarrollo* II (6): 23-29.
- Córdova, C. et al. 1990 - El estudio ambiental como una herramienta básica en la investigación arqueológica, el caso de la cuenca media del Balsas, Guerrero. *Memorias del XII Congreso de Geografía*: 62-71. Mexico.
- Dehouve, D. 1989 - Le travail gratuit au Mexique. Les communautés tlapanèques et l'équipement. *Études Rurales*, janvier-juin, 113-114: 119-130.
- García Calvario, M. y R. Riva Palacio 1990 - *Ingeniería geológica del proyecto hidroeléctrico San Juan Tetelcingo, Río Balsas, Estado de Guerrero, México*. CFE, Cuernavaca, Morelos, 99 pp.
- Gerhard, P. 1972 - *A Guide to the Historical Geography of New Spain*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Golde, P. 1963 - Aesthetic Values and Art Style in a Nahua Pottery Producing Village 2 vols. Ph.D., Harvard University.
- Harvey, H.R. 1971 - Ethnohistory of Guerrero. In *Handbook of Middle American Indians*: 603-618. University of Texas Press, Austin.
- Hémond, A. 1994 - "Indiens" ou "civilisés"? L'affaire du barrage San Juan Tetelcingo (Mexique). (B. Gérard et M.-J. Jolivet, eds.) *Cahiers des Sciences Humaines. Numéro Spécial "Incertitudes Identitaires"* 30 (3): 391-410. ORSTOM, Paris.
- 1996 - Pratiques cynégétiques et nouveaux discours écologiques chez les Nahuas du Balsas (Mexique). *Journal d'Agriculture Traditionnelle et de Botanique Appliquée (JATBA)*. Revue d'Ethnobiologie, Numéro spécial "Ethnozooologie". Nouvelle série XXXVIII (2): 269-288. Laboratoire d'Ethnobiologie-Biogéographie et Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris.
- Hendrichs Pérez, P.R. 1945-1946 - *Por tierras ignotas. Viajes y observaciones por la región del río Balsas*, 2 vols. Editorial Cultura, Mexico.
- Hindley, J. sous presse - Towards a Pluricultural Nation: The Limits of *Indigenismo* and Article 4. In (R. Aitken, N. Crashe, G. A. Jones et D. Stansfield, eds.) *Dismantling the Mexican State?* Macmillan, Londres.
- Hunt, E. et J. Nash 1967 - Local and territorial units. In *Handbook of Middle American Indians*: 253-282. University of Texas Press, Austin.
- INEGI 1988 - *Anuario estadístico del Estado de Guerrero*. INEGI y Gobierno del Estado, Aguascalientes, 880 pp.
- 1990 - *Guerrero, perfil sociodemográfico. XI Censo general de población y vivienda 1990*. INEGI, Aguascalientes, 107 pp.
- Lacombe, B. 1995 - Des lignes de crêtes comme limite. Découpage social, découpage scientifique. *Colloque international, Le territoire, lien ou frontière? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales*. ORSTOM et Université Paris-IV, du 2 au 4 octobre 1995, Paris.
- McMahon, D. 1973 - Antropología de una presa. Los mazatecos y el proyecto del Papaloapan. *Serie de antropología social* 19. INI, Mexico.
- Martínez Don Juan, G. 1986 - Teopantecuanitlan. In *Arqueología y etnohistoria del estado de Guerrero*: 55-80. INAH, Gobierno del Estado de Guerrero y SEP, Mexico.
- Melville, R. 1997 - El concepto de cuencas hidrográficas y la planificación del desarrollo regional. In (O. Hoffmann et F. I. Salmerón, eds.) *Nueve estudios sobre el espacio. Representaciones y formas de apropiación*: 77-90. CIESAS et ORSTOM, Mexico.
- Michael, P. et S. Napolitano 1988 - Los costos ocultos de las presas hidroeléctricas. *Cultural Survival Quarterly* 12 (2): 1-5.
- Palacios, M.N. 1963 - *Geología y estructura regionales del río Balsas*. CFE, Mexico.
- Paradis, L. et C. Belanger 1986 - Le projet Mezcala et le Guerrero précolombien. *Recherches Amérindiennes au Québec* XVI (2-3): 103-112.
- Paradis, L., C. Belanger, D. Raby et B. Ross 1990 - Le style Mezcala découvert en contexte au Guerrero (Mexique). *Jour-*

nal de la Société des Américanistes: 199-211.
Raisz, E. 1959 - *Landforms of Mexico*. Geography Branch of the Office of Naval Research, Mass, Cambridge.
RED MOCAF (Red Mexicana de Organizaciones Campesinas Forestales) 1995 - *Proyecto para el establecimiento de un criadero intensivo de venado cola blanca en Xalitla*. Reporte de actividades realizadas en las comunidades de miembros del CPNAB

AC, Mexico, 43 pp.
Sánchez Molina, A. 1990 - *Síntesis geográfica de México* (11^e édition). Editorial Trillas, Mexico, 265 pp.
Smith, H.M. 1940 - Las provincias bióticas de México, según la distribución geográfica de las lagartijas del género *Sceloporus*. *Anales de la Escuela Nacional de Ciencias Biológicas* II (1): 103-110.

Moqueries et métamorphoses d'un dieu aztèque Tezcatlipoca, le "Seigneur au miroir fumant" Guilhem OLIVIER

El autor lleva a cabo una investigación minuciosa —examinó a fondo tanto materiales iconográficos como crónicas en español y en lengua indígena, así como datos etnográficos—, tras las huellas de una divinidad venerada hace casi cinco siglos; de esta forma nos descubre las facetas de un dios polimorfo con múltiples avatares. Con su obra nos revela los aspectos desconocidos del universo de los indios, del México antiguo.

- ♦ Les noms de Tezcatlipoca
- ♦ Les représentations de Tezcatlipoca
- ♦ Les origines de Tezcatlipoca entre le jaguar et l'oursidienne
 - ♦ Tezcatlipoca et la chute de Tollan
- ♦ Le culte de Tezcatlipoca: les lieux de culte et les prêtres
 - ♦ Le culte de Tezcatlipoca: la fête de *Toxcatl*
- ♦ Le pied arraché et le miroir fumant: deux symboles de Tezcatlipoca

Institut d'Ethnologie

CEMCA



La reproducción de las formas locales de dominación en el “mercado global”

Éric Léonard*

Sociedades ejidales y transnacionales hortícolas en el Medio Balsas

La depresión del curso medio del río Balsas, situada en la frontera de los estados de Guerrero y Michoacán, es considerada hoy en día por la administración agropecuaria y los expertos del desarrollo rural como una zona con vocación ganadera, a pesar de haber sido a mediados de este siglo la principal cuenca productora de ajonjolí de la República mexicana y, en tiempos anteriores, una importante proveedora de algodón, tanto para la Nueva España como para el Imperio purhépecha que controlaba la región antes de la Conquista.

En los últimos treinta años sin embargo, han sido notables el descenso de la producción de ajonjolí y el crecimiento paralelo del hato vacuno y de la superficie forrajera (pastos cultivados, esquilmos de maíz y sorgo). La especialización de la ganadería, en su forma más extensiva, para abastecer de novillos a los ranchos de engorda del Trópico Húmedo y del Altiplano, ha cobrado tal auge que se ha vuelto antagónica con la reproducción social del campesinado minifundista, a pesar del papel que éste desempeña en el funcionamiento de los ranchos ganaderos (Léonard 1995).

Ahora bien, este proceso de aumento de la ganadería en la economía regional, si bien es de esencia

excluyente, no representa la única alternativa de inserción en el mercado estadounidense. Desde principios de los años setenta, primero a raíz de una política voluntarista del gobierno federal y de la estructura de desarrollo integral que impulsó a nivel regional la Comisión del Balsas, y luego por la iniciativa de empresarios privados tanto nacionales como extranjeros, la agricultura de riego se ha extendido notablemente en la parte central de la región y, con ella, las posibilidades de integración a los mercados nacional e internacional de frutas y hortalizas.

La introducción del riego ha generado cambios importantes en la organización productiva de los ejidos más cercanos a los principales ríos. Sin embargo, las condiciones recientes de ese desarrollo, mediante la inyección de cantidades importantes de capital privado y el establecimiento de relaciones de exclusividad con un número limitado de intermediarios comerciales, llevan a interrogarse acerca de su impacto sobre las estructuras locales de dominación y de control social, y sobre las condiciones de reproducción social de las franjas más pobres de la población, es decir, los campesinos minifundistas o los campesinos sin tierra: ¿en qué medida la inserción en el mercado internacional es susceptible de modificar las relaciones entre el campesinado pobre y las élites ganaderas locales? ¿Qué alternativas podría ofrecer este incremento de la ganadería en cuanto a generación de empleo, en cuanto a incremento paralelo de la productividad del trabajo en los predios minifundistas?

* Agroeconomista de ORSTOM (Instituto Francés de Investigación para el Desarrollo en Cooperación). CIESAS-Golfo, México.

Este artículo se propone ofrecer un esbozo de respuesta a estas preguntas. Se basa en un trabajo de campo realizado entre 1987 y 1989, en la parte michoacana del Medio Balsas; no integra por lo tanto los cambios producidos por la reforma al artículo 27 constitucional¹ o por la baja tendencia de la rentabilidad del cultivo de hortalizas en la región. Tampoco pretende hacer generales algunas observaciones, que son válidas para la parte michoacana, al conjunto de la Tierra Caliente guerrerense; desde principios del siglo, sin embargo, ambas orillas del río Balsas han experimentado los mismos procesos sociohistóricos de formación y evolución de sus sistemas agrarios, las mismas transformaciones en la apropiación y la tenencia de la tierra, así como modalidades similares de articulación con los mercados nacional e internacional (en particular en lo que se refiere a la intervención de la Comisión del Balsas y la implantación de las transnacionales hortícolas).

Tales similitudes —soslayadas por encuestas realizadas en los municipios de Zirándaro, Coyuca de Catalán y Cutzamala— plantean la conformación de un espacio regional cuya homogeneidad rebasa ampliamente las diferencias sugeridas por las divisiones administrativas.

Retrospectiva de los procesos de diferenciación campesina y de concentración de la tierra en los ejidos del Medio-Balsas

Una reforma agraria inconclusa

La reforma agraria cardenista, si bien afectó a la totalidad de las haciendas que dominaban el paisaje agrario de Tierra Caliente desde fines del siglo XIX y desde luego desbancó a la antigua oligarquía comerciante y ganadera, falló en promover estructuras económicas y políticas que pudieran sustituir a esta oligarquía en las distintas funciones que desempeñaba en el sector agropecuario. El Banco Ejidal nunca contó con los fondos necesarios, la organización interna, ni con la política crediticia para fomentar el desarrollo de una economía campesina autónoma. Se evalúa en más de 75% la proporción de ejidatarios, antaño medieros o jornaleros de las haciendas, que no disponían siquiera de las

medios de producción indispensables para el cultivo de sus dotaciones. Las yuntas, los aperos de labranza, las existencias de grano y el crédito permanecían bajo el control de los comerciantes, de los pequeños propietarios que habían logrado rescatar una parte de sus fincas, o de sus allegados: si bien es cierto que la reforma agraria acabó con el monopolio de la tierra y permitió la reconstitución de una clase campesina, no atacó las raíces de la subordinación económica debido a que no modificó el control ejercido por los ganaderos sobre los demás medios de producción.

Estas condiciones obligaron a los campesinos pobres a abrir las puertas de los ejidos a quienes poseían bienes, sobre todo ganado, y podían proporcionar a sus vecinos los medios de producción que les hacían falta: atraer ganado a las tierras ejidales era una condición indispensable para ponerlas a producir. De esta forma, y junto con los jornaleros y medieros de la hacienda, ingresaron al censo básico del ejido allegados del expropietario, sus caporales² y, en ocasiones su administrador o alguno de sus familiares. Por otro lado, no hacía falta que se les otorgara una dotación de tierra, bastaba con dejar que pastara su ganado en los agostaderos, en los rastrojos de los cultivos del ejido, a cambio del arrendamiento de yuntas de bueyes y de una participación en los gastos del comisariado. En casos extremos, se llegó a permitir al propietario expropiado que mantuviera su hato sin cambios en las tierras del ejido.³

Debido al papel que desempeñaba en la nueva sociedad agraria, esa franja acomodada del campesinado pudo orientar, conforme a sus intereses, las modalidades de gestión del espacio y de los recursos agropastorales. Se trataba de reproducir los sistemas de cría de ganado que habían estado vigentes en la hacienda, manteniendo el libre acceso a los diferentes pisos ecológicos en los cuales trashumaba el ganado a lo largo del año: después de permanecer en los pastizales más altos durante el temporal, los animales bajaban hacia agostaderos de llano más húmedos y, a fines de la temporada seca, hacia los esquilmos de las tierras de cultivo.⁴ Este manejo permitía a un solo trabajador cuidar más de 100 reses con un costo muy reducido, siempre y cuando campesinos pobres se encargaran de producir los rastrojos que el ganado pastaba entre los meses de marzo y mayo, el periodo más crítico del año.

El sistema de gestión de las tierras que se impuso en la mayoría de los ejidos respondía a los intereses de esta minoría: mientras las tierras de cultivo

fueron distribuidas en forma de dotaciones individuales —y con ello se obligaba a los ejidatarios sin ganado a desempeñarse como productores de rastros—, los agostaderos permanecieron en régimen de uso común, pero exclusivamente ganadero. Mediante el monopolio de la fuerza de tracción y del crédito, los ganaderos también controlaban el acceso de los campesinos pobres a las tierras de cultivo y limitaban su extensión a expensas de los pastizales. Cuando las relaciones de fuerza dentro del ejido no permitieron imponer sus criterios, los ganaderos supieron recurrir al arbitraje de la administración agropecuaria,⁵ creando e instrumentando un discurso que hoy se calificaría como ecologista, para prohibir las rozas en las laderas —e incluso el uso de madera para fines domésticos— e impedir la expansión del área cultivada (Léonard y Medina 1988). De esta forma, lograron limitar el desarrollo del sistema de cultivo de roza y quema que no utiliza yunta de bueyes, y por lo tanto, es más utilizado por los campesinos pobres.

Las nuevas relaciones de producción en el ejido se basaban en un sistema de préstamo: los ganaderos concedían créditos a tasas mensuales de 5-10%; se basaban también en relaciones de aparcería similares a las que prevalecían anteriormente, en las haciendas. Las condiciones de agio obligaban a los ejidatarios pobres a ceder a la élite ejidal entre la mitad y la tercera parte del producto de su trabajo: tan sólo un poco menos de lo que entregaban unos años antes a los latifundistas. Para desarrollar el sistema crediticio en los ejidos, los ganaderos contaron con el apoyo de la industria aceitera nacional, para entonces en fuerte expansión. Fábricas de México, Toluca o Morelia financiaron el control económico de los ejidos y la producción agrícola, imponiendo el pago del crédito con semillas de ajonjolí. El cultivo de la oleaginosa se extendió de esta manera muy rápidamente a todas las tierras de labor, en rotación con el maíz, sin que eso permitiera a los campesinos ampliar en forma notable su margen de beneficio.

Se vieron por consiguiente obligados a buscar fuera de la cuenca del Balsas los ingresos que les permitirían lograr un excedente. A partir de los años cuarenta, se desarrollaron corrientes migratorias hacia las principales regiones de agricultura comercial del país, ya sea hacia los cañaverales de la costa del Golfo, o hacia los distritos de riego del noroeste, donde empezaba a desarrollarse la producción de hortalizas para la exportación. Allí, los campesinos pobres encontraban empleos como peones durante

la temporada seca, y aun cuando los sueldos les alcanzaban a duras penas para alimentar a su familia, al migrar se ahorraban el maíz que hubieran consumido de haber permanecido estos seis meses en el ejido.

Este ligerísimo aumento de posibilidad de acumulación, logrado como trabajadores *golondrinas*, contrastaba con las perspectivas que se abrían para los ganaderos. Con el desarrollo de la producción regional de ajonjolí y los financiamientos provenientes de las fábricas de aceite, la arriería conoció un fuerte auge en los años posteriores a la reforma agraria. Además del transporte de semillas y aceite no refinado, el capital industrial financió la prospección comercial de las zonas más aisladas de la Montaña de Guerrero y de la Sierra de Inguarán, en Michoacán. Al quedar las parcelas ejidales fuera del mercado legal de tierras, el ganado, o cuando menos la recomendación de algún ganadero importante, servían de fianza para conseguir las mercancías. De esta forma, las élites ejidales de la cuenca del Balsas se convirtieron en agiotistas de las comunidades indígenas de la sierra y de las rancherías más aisladas de Tierra Caliente.

Para finales de los años cincuenta, se habían hecho concretos los límites de la reforma agraria: el reducido número inicial de ganaderos controlaba la totalidad de los mercados, desde el de las tierras ejidales (que dominaban a través del comisariado y del monopolio de la fuerza de tracción), hasta el del trabajo (ya que debido a su influencia social, los ingenios azucareros les confiaban la tarea de contratar a las *golondrinas* para la zafra), pasando por el mercado del crédito y de los productos agropecuarios (por su posición de intermediarios en la industria aceitera), y el de los artículos de consumo (mediante el comercio fijo y ambulante). Gracias al monopolio de los puestos de representación a nivel del comisariado ejidal, los ganaderos fungían también como únicos interlocutores de la administración; a través de asociaciones gremiales, como las ganaderas locales cuya importancia fue creciendo en la estructuración del sistema político posrevolucionario de corte clientelista, lograron ocupar una posición clave para orientar las políticas regionales de apoyo a la agricultura y sus modalidades de aplicación: así nació, y se fue desarrollando, la vocación ganadera de la Tierra Caliente.

La mayoría de la población ejidal conservó la función económica que había sido asignada a los medieros de los latifundios: la de proveer forrajes gratuitos y de fácil acceso para los hatos ganaderos,

así como una mano de obra barata, disponible en la época en que la necesitaban las cuencas de agricultura comercial del país. La reforma agraria produjo una sociedad dual, con dos ritmos: a medida que las herencias iban dividiendo los predios ejidales originales —con lo que originaban unidades de producción reducidas que sólo podían cubrir las necesidades mínimas de una familia—, la dependencia del campesinado con respecto a los ganaderos aumentaba y los mecanismos de concentración de la tierra volvían a operar.

Modernización del campo, crisis agrícola y concentración de las tierras ejidales

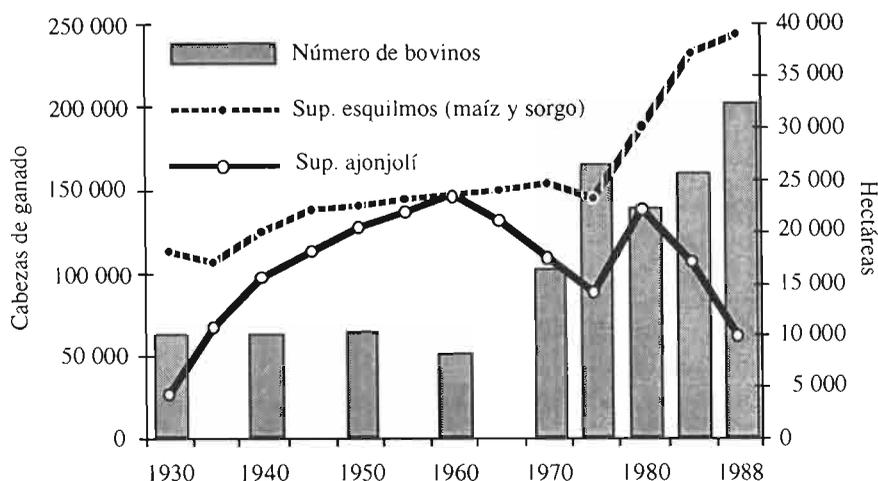
A partir de los años sesenta, y con un impacto creciente en las décadas siguientes, las políticas dirigidas hacia el campo han contribuido a ensanchar la brecha de productividad que separaba ganaderos y pequeños agricultores. La política de abastecimiento a bajo costo de los centros urbanos industriales se tradujo por la disminución regular de los precios reales de los cereales y oleaginosas. La revolución verde (tractorización, agroquímicos y semillas de alto potencial) debió haber compensado los efectos disuasivos de esta política gracias a los incrementos de productividad que de ella se esperaban. Así pasó en la mayoría de las zonas de riego, donde el potencial de los paquetes técnicos, sí se podía valorar. Pero en contraste los productores de temporal, especialmente en regiones donde imperan fuertes riesgos climáticos como el Medio Balsas, simplemente no podían rentabilizar el costo de adopción de dichos paquetes si no fuera realizando economías a gran escala, es decir, concentrando superficies mayores. Los campesinos de Tierra Caliente no pudieron competir, en los mercados del maíz y de las oleaginosas, con los productores de las grandes cuencas de riego del país y con los granjeros estadounidenses: entre 1960 y 1980, mientras los nuevos medios de producción permitieron aumentar apenas 20% los rendimientos del maíz en Tierra Caliente, el valor

comercial del cereal por un lado cayó 40%, y la población por su parte creció 40%.

Mientras la doble actividad se volvía ya no un medio de ampliar su margen de acumulación, sino un elemento clave de la supervivencia del campesinado, la ganadería extensiva fue el único sector de actividad donde la productividad del trabajo aumentó. La cría de ganado se benefició con la introducción de nuevos materiales: el uso del tractor, del sorgo y de los herbicidas permitió ampliar la producción de esquilmos, es decir, permitió que los ganaderos aumentaran sus reservas de forrajes; en esas condiciones, la difusión rápida del fenotipo cebú corría paralela a un mejor aprovechamiento de los pastos naturales. Si bien, a partir de 1970, los ganaderos del Medio Balsas fueron desplazados del mercado de la carne por los ranchos de engorda del Trópico Húmedo, la fuerte demanda, en esta zona, de novillos de uno a dos años de edad, les permitió efectuar una nueva especialización hacia esa ganadería de cría y mantener así sus ingresos.

Al sustituir por tractores las yuntas de bueyes, las oligarquías ejidales han podido perpetuar su control sobre la fuerza de tracción y, de esa manera, orientar el uso de las tierras de labor en favor de cultivos cuyo valor forrajero es más alto: el sorgo llegó así a desplazar casi por completo al ajonjolí, en el curso de los años ochenta.

Igualmente, la compra de tractores les ha permitido ampliar continuamente las superficies cultivadas directamente por esas oligarquías, para producir esquilmos y granos forrajeros, mediante la



FUENTES: Censos agrícolas y SARH, Distrito IX, Huetamo.

Figura 1 - Evolución de la población bovina y de los principales cultivos en el Medio Balsas (ribera michoacana, 1930-1988).

renta o la compra de parcelas a los ejidatarios pobres. Pero el cambio técnico no fue aquí sinónimo de intensificación: en contradicción con los anhelos de sus promotores, la adopción de los paquetes técnicos no se tradujo por un aumento de los rendimientos; lo que persiguen los ganaderos es una producción máxima de esquilmos a un costo mínimo, incluso favoreciendo las gramíneas arvenses a expensas de la producción de grano.

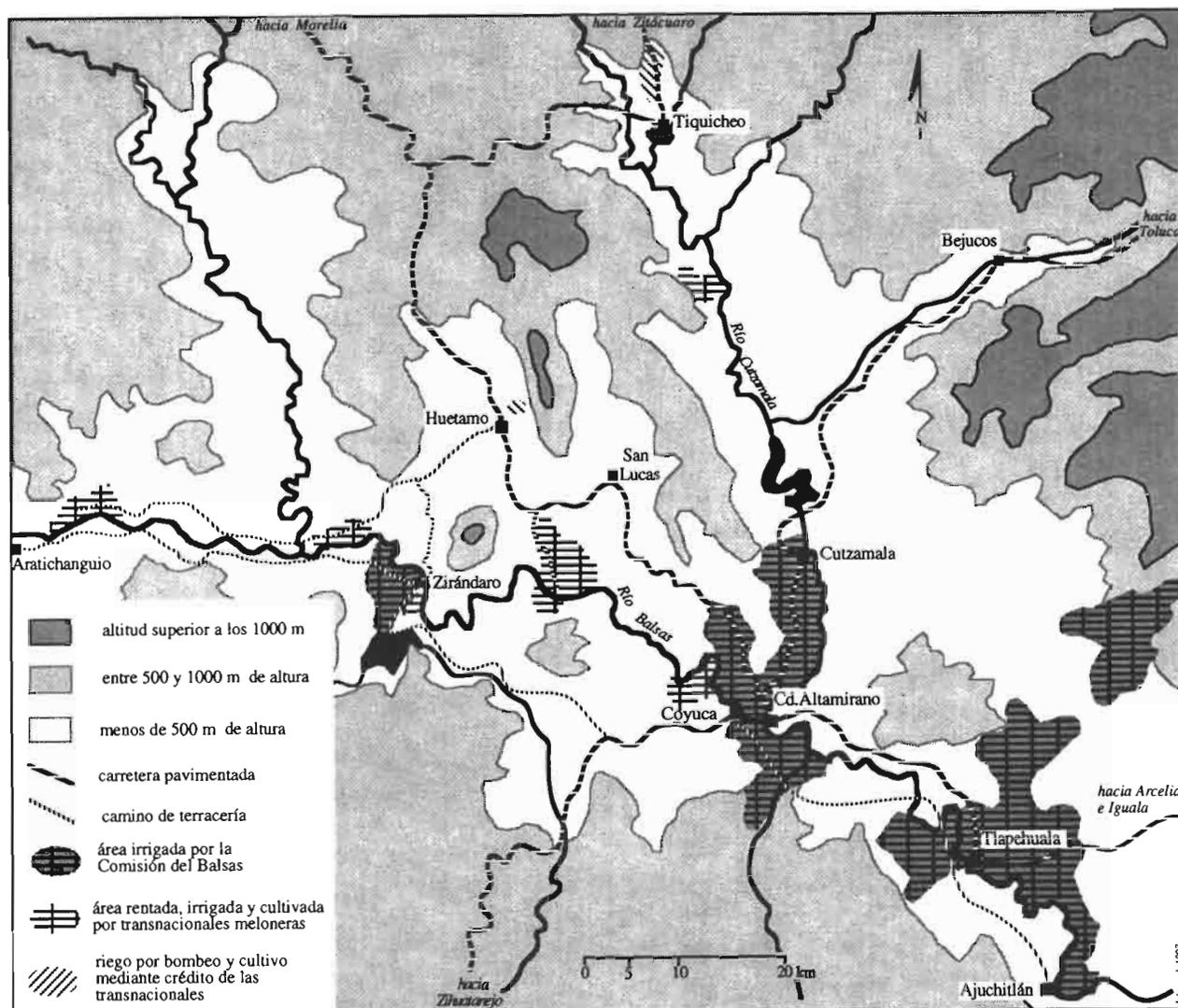
Estos cambios han tenido un impacto profundo sobre el equilibrio general del sistema agrario, tanto desde un punto de vista ecológico como sociológico: a partir de 1960, el hato vacuno ha crecido con una tasa promedio anual de 5%; en la parte michoacana de la cuenca del Balsas, pasó de 51 300 cabezas, según el censo agropecuario de 1960, a 101 800 animales en 1970, 138 600 en 1980 y 202 000 en 1988. Ese crecimiento se debió tanto a las élites ejidales y propietarias como al grupo de pequeños ejidatarios, ya que la posesión de unas cabezas de ganado se volvía, en forma cada vez más obvia, la única alternativa para acceder a las rentas que ofrecía el aprovechamiento de los agostaderos. Al incrementarse la carga de ganado, se ha llegado a una situación de sobrepastoreo y de degradación rápida de los pastizales naturales. Así mismo, se ha reforzado la presión sobre los rastrojos de cultivo y se ha generado un sinnúmero de conflictos por las idas y venidas de los ganados en las milpas.

La respuesta dada por los ganaderos a esa fragilización de su base forrajera ha sido cercar fracciones enteras de los agostaderos. Se trató de un proceso de apropiación formalmente ilegal, cuyos únicos frenos fueron el capital acumulado por cada cual y su capacidad para financiar la instalación de alambradas. Los ganaderos también cercaron, para protegerlas de las pisadas del ganado, las parcelas de los campesinos pobres; a cambio, obtuvieron el libre pastoreo de los esquilmos por un periodo de tres a cinco años. Al cabo de ese plazo sin embargo, el titular de la parcela recobraba la plena propiedad de los rastrojos, y la venta de esquilmos se volvió un componente cada vez más importante de los ingresos de los campesinos pobres: a fines de los años ochenta, en los ejidos cercanos al río Balsas, representaba el tercio del valor total de un cultivo de maíz. Pero si bien esta situación contribuyó a reforzar la capacidad de acumulación de los pequeños ejidatarios y a reequilibrar sus relaciones con los ganaderos, no les permitió realizar semejante especialización en la ganadería extensiva, ya que el acceso a los agostaderos les fue casi vetado.

El acaparamiento de los agostaderos nunca fue cuestionado por la administración agropecuaria, ya que permitía limitar los riesgos de degradación de los pastizales mediante un mejor control de los movimientos de los animales del que se encargaba cada ganadero. La reforma al artículo 27 constitucional ha asentado las bases jurídicas para que esta apropiación pase a ser totalmente legal. Así se han constituido, dentro de los ejidos, verdaderos ranchos cuya superficie alcanza varias decenas de hectáreas. El acaparamiento de los agostaderos ha acabado de plasmar el perfil de la sociedad agraria así como su polarización entre unos cuantos ranchos ganaderos y una gran cantidad de unidades minifundistas, económicamente subordinadas a los primeros, proveedoras de forrajes y mano de obra baratos: los retrasos en la acumulación se han vuelto definitivos. Conforme se “modernizaba” la agricultura, se han reconstituido estructuras agrarias parecidas a las que existían antes de la reforma agraria.

Buscando “ventajas comparativas”: Tierra Caliente en el “mercado global”

La integración, hoy en día total, de la economía de la Tierra Caliente al mercado internacional no solamente ha producido efectos negativos, como el empobrecimiento de las tradicionales bases productivas —desaparición gradual del ajonjolí y de todos los cultivos asociados antes al maíz, en la milpa, como frijoles, calabazas y otras hortalizas, o la cría de cabras en pequeño—; es claro que se ha producido la ganaderización del sistema agrario, y hay que reconocer también el surgimiento de nuevas alternativas económicas. Las que mayor impacto han tenido espacial y socialmente corresponden a la situación de enclave de la cuenca media del Balsas, y al aislamiento de sus partes más quebradizas: si bien estas condiciones merman la rentabilidad de cualquier actividad lícita que no sea la ganadería en su forma más extensiva, presentan igual cantidad de “ventajas” en la perspectiva del desarrollo de actividades ilegales (las cuales dan motivo a una fuerte represión policiaca), como lo es el tráfico de estupefacientes. La producción de marihuana y, en los últimos años, la substitución paulatina de este tráfico por el de la goma de opio, debido a la generalización del cultivo de *Cannabis* por toda la Tierra Caliente y la Sierra Madre del Sur, y debido a la



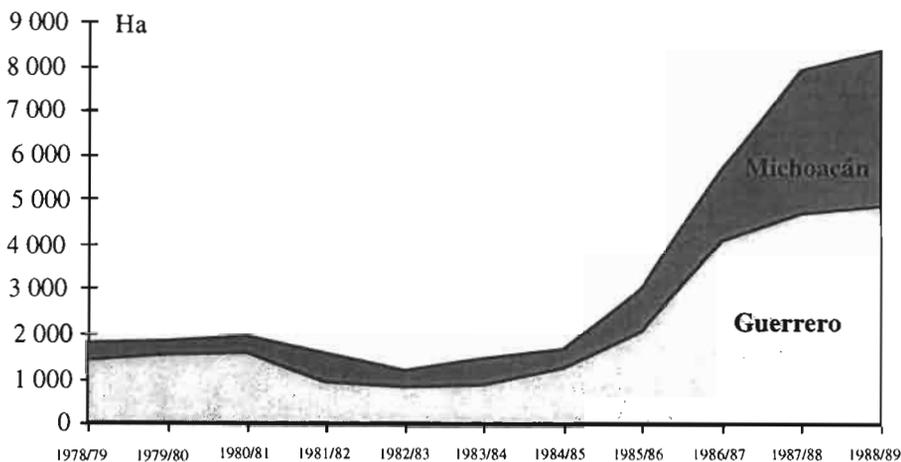
Mapa - Extensión de las áreas de riego en Tierra Caliente del Medio Balsas (Guerrero y Michoacán), en 1990.

caída consecutiva del precio de la marihuana, han llegado a constituir, para las franjas pobres de la sociedad, la principal alternativa de salir adelante (Léonard 1995 y 1996).

La inserción de la región del Medio Balsas en el mercado internacional también ha despertado el interés de transnacionales y cadenas de supermercados estadounidenses, por su clima caluroso y seco y desde luego por los bajos salarios⁶ que imperan en Tierra Caliente, en el sector de producción de frutas y hortalizas para la exportación. Esta producción se realiza después de la cosecha del maíz, durante el invierno, época de muy baja oferta en Estados Unidos, lo cual permite que las barreras aduanales sean bajas y los precios de venta elevados —así mismo coincide con la época de menor costo de la mano de obra local; en esta situación, los inversionistas eco-

nomizan en gastos salariales, uno de los rubros más costosos en ese negocio. Esta estacionalidad marcada del cultivo exige el regadío, lo que supone una inversión importante y a la vez limita su extensión a las tierras más próximas de las corrientes permanentes de agua. Su impacto social es entonces menor que el del narcotráfico, aunque funge como una fuente importante de trabajo y una alternativa local al movimiento pendular de los trabajadores *golondrinas*.

Semejante a lo ocurrido a partir de los años cincuenta, en otras cuencas del Trópico Seco, en Sonora, Sinaloa o, más cerca, en el valle del Tepalcatepec, la irrigación a gran escala y los sistemas de asociación con transnacionales hortícolas se han ido desarrollado desde hace unos veinte años, en ambas riberas del río Balsas (véase el mapa). Como en



FUENTES: URPH Lázaro Cárdenas del Río, SARH Huetamo y SARH Cd. Altamirano.

Figura 2 - Evolución de la superficie con sembradíos de melón, en la cuenca media del Balsas entre 1982 y 1989.

aquellas regiones, el Estado dio el impulso inicial al desarrollo de la agricultura de exportación, mediante grandes obras de irrigación. El capital privado tomó luego el relevo al financiar primero la producción de hortalizas y después la extensión del área de riego. La Comisión del Balsas, creada en 1960, realizó seis presas en el curso de los principales afluentes del río Balsas, que dieron riego a 30 000 ha —de las 72 000 ha proyectadas inicialmente. Cabe mencionar que la mayoría de esas infraestructuras no entró en servicio sino hasta la segunda mitad de los años setenta y que los recursos acuíferos, a menudo, resultaron insuficientes para cubrir lo que requieren los cultivos durante toda la temporada seca.

Estas circunstancias han tenido efectos sobre las pautas de implantación y operación de los intermediarios del sector de frutas y hortalizas. En primer lugar, el área realmente aprovechable para la producción de hortalizas, cultivo exigente en agua, dista mucho de alcanzar las 30 000 ha irrigadas. Luego, la fecha tardía en que se inició el riego en la región precedió ligeramente el retiro de Banrural y de la Aseguradora Nacional (Anagsa) del financiamiento a la producción de hortalizas en 1980. En consecuencia, y en contraste con lo ocurrido en las demás cuencas del Trópico Seco, el acceso de los campesinos del Medio Balsas al mercado de frutas se realizó sin apoyo institucional, en condiciones de fuerte subordinación a los intermediarios y con un grado muy limitado de autonomía en cuanto a organización, y negociación. En el valle del Tepalcatepec por ejemplo, el apoyo político y financiero del Estado

(con los créditos proporcionados por Banrural) favoreció el nacimiento de asociaciones de productores fuertes —aunque no autónomas en el plan político—, que pudieron comprar sus propias empacadoras y pudieron negociar, en posición de fuerza, los contratos con los compradores de fruta (véanse Barkin y King 1970; Stanford 1996).

Nada de esto pasó en la región del Medio Balsas. Los cultivos de frutas y legumbres requieren de una inversión que la gran mayoría de los ejidatarios no puede asumir sin apoyo.⁷ De tal forma que la producción de hortalizas y frutas destinada al mercado nacional

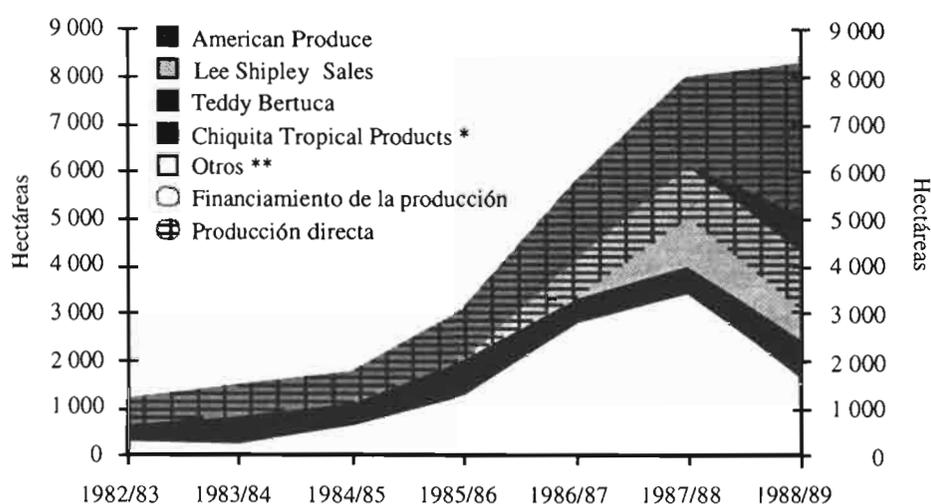
(tomate, cebolla, calabacita, chile, sandía...) se realiza en su mayor parte a través de contratos de aparcería: los bodegueros de la Central de Abasto de la Ciudad de México, constituidos en un oligopolio ineludible, financian a intermediarios de la región, ya sean comerciantes, propietarios o grandes ganaderos ejidales,⁸ quienes a su vez adelantan los insumos y los salarios a los campesinos, a cambio de su tierra y de su trabajo; las utilidades, una vez descontada la inversión del intermediario, se reparten, a la mitad, entre las dos partes. Desde luego, el campesino no tiene ningún control sobre el proceso de comercialización y los canales de información, lo cual, tratándose de un mercado sumamente fluctuante, abre campo a todas formas de manipulación. Las élites ejidales y los propietarios vecinos, quienes son los únicos en ofrecer garantías de solvencia suficientes como para beneficiarse de créditos privados (ya sean bancarios o de los comerciantes al mayoreo) ocupan una posición central en ese negocio: las nuevas relaciones en el mercado les han permitido afianzar su dominio sobre el campesinado.

Sin embargo, el mercado nacional dista mucho de absorber la mayor parte de la producción hortícola del Medio Balsas: en los últimos veinte años, la expansión del cultivo de melón para exportación fue de gran importancia. Las primeras siembras de melón fueron iniciadas en 1975, a iniciativa de la empresa American Produce Co., pero no fue sino hasta mediados de la década siguiente cuando el cultivo se desarrolló en forma significativa, al grado de hacer de la cuenca media del Balsas la principal productora de melón valenciano (*honey dew*) del país

(véase la Fig. 2).⁹ Tal auge corresponde al desplazamiento de las transnacionales hortícolas implantadas anteriormente en la cuenca del Tepalcatepec, antaño la mayor productora del país (proporcionaba 60% del melón consumido, en invierno, en Estados Unidos, a fines de los años setenta), cuya tasa de rentabilidad fue mermando por bajos rendimientos y el alza de los costos fitosanitarios y de transacción con las organizaciones locales de productores (Pérez Prado *et al.* 1993). El traslado hacia la cuenca del Balsas (y los distritos de riego del estado de Colima) permitió a los inversionistas implantarse en tierras vírgenes, tanto desde el punto de vista agronómico como en lo relativo a los procesos de organización campesina: entre 1982 y 1989, mientras la superficie sembrada de melón disminuía de 14 000 a menos de 3 000 ha en la cuenca del Tepalcatepec, pasaba de unas 1 500 ha a más de 8 000 ha en la Tierra Caliente del Balsas (Léonard 1995: 175, 189).

Este desarrollo corresponde, pues, a una fuerte concentración horizontal e integración vertical de la producción. Ésta queda en manos de cuatro compañías exportadoras estadounidenses, transnacionales implantadas en la cuenca caribeña y relacionadas con cadenas americanas de supermercados, y de tres mayoristas de la Ciudad de México, los cuales adquieren la fruta que no pasa el control de calidad impuesto para exportación. Varios elementos indican que esta concentración es aún mayor: de las cuatro transnacionales presentes, tres son probables filiales del gigante del comercio mundial de frutas, la United Brand (antes United Fruit), y la cuarta, la Chiquita Tropical Products Co., es una transnacional bananera que, posiblemente, también fue absorbida por la Brand (Gil *et al.* 1984; Bustamante 1996).¹⁰ La Brand controlaba de esta forma más de 80% del melón producido en ambas orillas del río Balsas, a fines de los años ochenta (Léonard 1995).

En cuanto a la organización de la producción, la participación directa de las transnacionales en el cultivo contrasta con lo ocurrido en el valle del Tepalcatepec. Ahí, su intervención se limitó al financiamiento y al control de la producción, a través



* En 1986, la Chiquita absorbió a la Marvin Schwartz, la cual operaba antes en la región.

** Pequeños intermediarios (*brokers*) y producción campesina directa.

FUENTE: URPH Lázaro Cárdenas del Río, Cd. Altamirano, SARH Cd. Altamirano, SARH Huetamo.

Figura 3 - Participación de las compañías transnacionales en el cultivo del melón.

de las asociaciones locales de productores. La concentración del valor agregado en las etapas de comercialización¹¹ y la autonomía relativa obtenida por las asociaciones de productores gracias al apoyo del Estado le restaban interés económico a una intervención directa en el sector de la producción. Sin embargo, los constantes conflictos con esas asociaciones y la paulatina reducción de los márgenes de beneficio en el mercado estadounidense, debido al fuerte incremento de la oferta de melones en el curso de los años ochenta,¹² han motivado una estrategia distinta en la cuenca del Balsas.

Hasta los años 1986-1987, compañías como la Chiquita o la Shipley Sales habilitaban a asociaciones de productores y agentes locales, quienes reproducían las relaciones de aparcería vigentes para los cultivos de hortalizas destinados al mercado nacional. Pero desde entonces, la superficie cultivada bajo esas condiciones no ha dejado de reducirse, hasta representar menos del tercio del área total sembrada de melón a finales de la década. Al contrario, la superficie cultivada directamente por las transnacionales se ha multiplicado por diez entre 1983 y 1989 (véase la Fig. 3); para esta fecha, una compañía como la Chiquita, que no se había lanzado a la producción directa, había sido virtualmente desplazada del negocio en la región.

La integración de transnacionales al proceso productivo corresponde a otro traslado del área cultivada, esta vez dentro de la región del Medio Balsas: en su mayoría, las tierras cultivadas por las compañías meloneras se ubican fuera de los perímetros irrigados por la Comisión del Balsas. Se trata de terrenos nuevos, en los que las compañías han instalado toda una infraestructura móvil de riego por bombeo, de manera a abastecer de agua superficies de varias centenas de hectáreas, de una sola pieza. Esta estrategia permite a las transnacionales realizar economías de escala considerables (la fertilización y los tratamientos del suelo se realizan mediante conexión directa en los canales de riego, los tratamientos fitosanitarios son realizados con aviones, los costos de acopio y transporte de la fruta son reducidos hasta un mínimo), que pronto rentabilizan la inversión de la instalación del riego. En lugar de tratar con productores independientes, que, por disponer de tierras de riego tienen otras alternativas productivas y una capacidad de negociación superior —lo que implica el fraccionamiento del área cultivada y el aumento de los costos de transacción—, las transnacionales se relacionan con grupos sociales que no disponen de alternativas económicas en la temporada seca, pero sí están estructurados y controlados por las élites ejidales, lo cual facilita la imposición de un acuerdo global: además de los métodos clásicos de coerción que imperan en la resolución de los debates internos de los ejidos, las compañías meloneras disponen de un argumento de peso al ofrecer trabajo fijo a la totalidad de la población activa de los ejidos en los que trabajan.¹³ Por último, la instalación en terrenos vírgenes permite a las transnacionales evitar los riesgos —y los costos— de proliferación y control de plagas, siempre presentes en tierras que ya estuvieron sembradas de hortalizas.

El contrato que las transnacionales meloneras establecen con los ejidos se presenta, pues, como un paquete global, cuya adopción no admite ninguna negociación salvo en ciertos detalles —veremos después que esos detalles pueden revestir una enorme relevancia para algunos grupos constitutivos del ejido.

Además del empleo de la población ejidal, dicho paquete incluye la renta de las tierras en una sola pieza y su arreglo para permitir la irrigación, y el cultivo a gran escala (destrucción de las cercas, desmonte, aplanación con maquinaria). Hasta las reformas al artículo 27 constitucional, la renta de tierras ejidales constituía una práctica formalmente

prohibida por el Código agrario, por lo cual las transnacionales disfrazaban el rentismo bajo la figura jurídica legal del “convenio de coparticipación social”. Dicho convenio presenta el alquiler pagado al ejidatario como un anticipo sobre la parte de las utilidades que teóricamente le corresponde. Los contratos precisan que para pretender al complemento, el ejidatario debe presenciar la selección y el empaque de la fruta cosechada en su parcela. Aparte del hecho de que la casi totalidad de los ejidatarios ignoran tal cláusula, ésta nunca se puede cumplir ya que la preparación previa de los terrenos ha borrado los linderos de las parcelas, y los empleos que la compañías ofrecen a los ejidatarios los llevan a estar por muchos lados, pero raras veces en su parcela o en la empacadora al momento debido.

En esas condiciones, el beneficio que el campesino recibe de la producción melonera no pasa de los salarios entregados a los miembros de su familia y la renta pagada por el cultivo de su dotación. Como en la mayoría de las zonas de agricultura comercial asentada en el arrendamiento de tierras, el valor del alquiler se identifica con el nivel de las utilidades que un campesino sin capital puede obtener de un cultivo de maíz de temporal (Warman 1980: 195). A fines de los años ochenta, en Tierra Caliente, donde los rendimientos promedios del maíz no rebasan las 1.5 T, esta renta representaba apenas el 5% del total de los costos de producción del melón —y alrededor de 3% del valor de la cosecha “al pie de la parcela”. Aún fuera de los perímetros regados por las transnacionales, una parte significativa de las tierras cultivadas mediante financiamiento bancario (rubricadas en la figura 3 bajo el vocablo “otros”), o proveniente de las transnacionales, también se le renta, a ejidatarios, por medio de intermediarios solventes. El rentismo y el trabajo asalariado de los titulares de la tierra son dos facetas indisociables, así como relaciones centrales, de los cultivos de exportación en la región del Medio Balsas.

Los contratos entre las transnacionales y los núcleos ejidales tienen una duración legal de cinco años, al término de los cuales las dos partes pueden prorrogar su asociación, de temporada en temporada. Este plazo deja a las compañías el tiempo de rentabilizar su inversión, en particular la que corresponde a la infraestructura de riego, y les ofrece así mismo la posibilidad de trasladarse a otra zona, u otro ejido, en caso de que ese se vuelva menos rentable; sin un invierno que pueda interrumpir el ciclo reproductivo de los parásitos y enfermedades del melón,

... hay un periodo óptimo durante el cual se pueden cultivar melones y sandías, antes que los costos se vuelvan más prohibitivos, el suelo menos fértil y el control sanitario más caro. Los estadounidenses establecidos en la cuenca del Tepalcatepec manifestaban que su experiencia les había enseñado que este periodo tenía una duración de siete años.¹⁴

Toda la maquinaria, que constituye lo más costoso de la infraestructura de producción, incluyendo las bombas para el riego, puede ser trasladada hacia nuevas tierras.

A finales de los años ochenta, y a pesar de las prácticas ilegales en las que asentaban su actividad, era obvio que las transnacionales se beneficiaban del beneplácito de las administraciones municipales y federales (SARH y SRA). Estas dependencias avalaban tácitamente los “convenios de coparticipación social” cuando éstos servían de cortinilla al arriendo de tierras ejidales. Tampoco intervenían en el control de pesticidas y demás agroquímicos empleados en fuertes dosis por las compañías, a pesar de las denuncias registradas por la contaminación de ríos y tierras. Con tal de mantener una fuente esencial de trabajo y la estabilidad social, el Estado, en sus distintos eslabones, decidió cerrar los ojos: durante la temporada seca de 1989, en la época de mayor desempleo, la compañía American Produce Co. proporcionaba trabajo a unas 5 000 personas, y en la ribera michoacana del Balsas, el número de trabajadores de las distintas transnacionales se elevaba a unas 6 500 ó 7 000 personas, sin tener en cuenta el personal empleado por las asociaciones locales o los productores “independientes”.

Ahora bien, cabe preguntarse acerca de los acuerdos entre élites ejidales y compañías meloneras que pueden haber permitido semejante desarrollo de la agricultura de renta. Sin el apoyo activo de las primeras, tal auge hubiera sido imposible. Un análisis superficial evidencia un conflicto de intereses entre las dos partes, ya que la actividad de las transnacionales contribuye a reducir en forma drástica las existencias de rastrojos disponibles para pastoreo del ganado durante la temporada seca, y cuestiona igualmente las bases productivas del poder de las oligarquías ganaderas. Éstas, *a priori*, no tienen nada que ganar al dejar que se fomente en los ejidos una forma alternativa de poder y de intermediación económica. Una mirada más calmada revela sin embargo que ese conflicto sólo es aparente y que los grupos hegemónicos, ya sean ganaderos o intermediarios del sector exportador de frutas, per-

siguen un mismo objetivo: la reproducción social simple del campesinado, en forma subordinada, tanto para seguir proveyendo mano de obra como para mantener el potencial agronómico —y por lo tanto forrajero— de las tierras.

Ganadería extensiva y cultivo de hortalizas: competencia por el espacio y “alianzas objetivas”

La organización de la producción en los terrenos cultivados en el invierno de 1988-1989 que llevó a cabo la compañía Shipley Sales Co., en ambas orillas del río Balsas, en los municipios de Huetamo y Zirándaro, brinda información para entender las relaciones entre élites ganaderas y transnacionales. La plantación melonera se extendía para entonces sobre una superficie de 800 ha rentadas, desmontadas, aplanadas y regadas por esa compañía. El cultivo se realizaba en tres etapas, conforme a la demanda de los supermercados norteamericanos que compraban la totalidad de la fruta de exportación. Cada etapa tenía una duración de tres meses, es decir, la del ciclo vegetativo del plantío de melón: la primera siembra (620 ha) se realizaba en octubre, en tierras que se habían alquilado y dejado baldías durante la temporada de lluvias con el fin de poder sembrar el melón cuando éstas finalizaran, y abastecer el mercado norteamericano en enero y febrero; la segunda siembra (280 ha que los ejidatarios habían cultivado durante el temporal) se realizaba en enero para poder cosechar el melón entre marzo y abril, lo que imposibilitaba un nuevo ciclo de cultivo antes de la llegada de las lluvias; en cambio, las primeras tierras cargaban con un tercer cultivo de melón, entre finales de febrero y principios de mayo.

Si bien la “inmovilización” de la mayor parte de las tierras de cultivo (unas 620 de 800 ha) durante la totalidad del año para los requerimientos de la producción de melón contribuye a reducir en forma drástica la disponibilidad de rastrojos de maíz y sorgo para el ganado, libera en forma escalonada —y por lo tanto más aprovechable—, conforme se realiza la cosecha de la fruta, una cantidad importante de esquilmos verdes, más ricos en vitaminas y minerales, y proporciona además la *pachanga*, los melones no comercializables que ni si quiera se cosechan. Con tal de poder aprovechar estos esquilmos, los ganaderos no tienen nada que perder en la

sustitución de cultivos, sino al contrario, se beneficiaban de una pastura más nutritiva y, sobre todo, totalmente gratuita.¹⁵ En los distritos de riego abiertos por la Comisión del Balsas, los productores de melón "independientes" lograban vender esta pastura a un valor bastante superior al de los rastrojos de maíz (250 000 la primera y 200 000 los segundos, en 1989), pero allí donde se habían implantado las compañías meloneras, los ganaderos no tenían que pagar esta suma, ya que al arrasar con las cercas las transnacionales habían restablecido *de facto* el libre pastoreo y las rentas de las que gozaban los ganaderos antes del proceso de cercado de las dotaciones.

Ahora bien, la distribución de las tres etapas de cultivo del melón y, sobre todo, los plazos que se acordaban entre la cosecha de un ciclo y la preparación del terreno para el siguiente, eran el objeto principal de negociación entre ganaderos del ejido y representantes de la compañía. Cada corte de melón se prolongaba durante más de un mes, en un frente que iba progresando de una extremidad a otra de la plantación; inmediatamente detrás de los cortadores venía el ganado. Debido a las altas temperaturas y al impacto que éstas tienen sobre la proliferación de plagas y enfermedades del melón, las normas fitosanitarias limitan a cuatro días el plazo entre la cosecha y el barbecho de las tierras en preparación del ciclo de cultivo siguiente. Las transnacionales comparten ese interés, pero el plazo acordado para el pastoreo de los esquilmos constituye la piedra angular de sus relaciones con los ganaderos y el mayor determinante de la perennidad de los contratos. De tal suerte que en 1989, el periodo de pastoreo se extendía a 10 días y hasta a 15 y, tras el tercer corte de melón, la compañía Shipley Sales realizaba una nueva irrigación para facilitar el retoño de los adventicios; el barbecho con tractor no intervenía en esta ocasión sino hasta un mes después de levantar la cosecha.

De esta forma, las transnacionales contribuían a reducir notablemente los costos de producción de los grandes ganaderos. Con el valor del alquiler de sus parcelas, éstos disponían de ventaja para adquirir fuera de las zonas de riego los rastrojos de maíz o de sorgo que les podían hacer falta en un determinado momento.¹⁶

La actividad de las compañías permitía, pues, a los ganaderos duplicar su capacidad forrajera sin que tuvieran que realizar la menor inversión, a la vez que desplazaba los problemas de escasez de forrajes y de sobrepastoreo hacia las áreas de agri-

cultura de temporal circundantes. Por si fuera poco, la disponibilidad en esquilmos verdes y en fruta de desecho redundaba en un fuerte aumento de la producción lechera del ganado, en una época en la que el valor de la leche alcanzaba sus más altos niveles. Así mismo, los ganaderos eran los principales proveedores de vehículos de carga que las compañías rentaban para el transporte masivo de la fruta, desde el campo hasta las empacadoras; también servían de intermediarios a las transnacionales para extender el cultivo de melón a aquellas zonas donde las condiciones topográficas e hidrográficas no permitían la instalación de plantaciones extensivas ni las economías de escala que éstas generaban para la inversión directa.

Por todo esto podemos pensar que el conflicto de intereses entre transnacionales hortícolas y élites ganaderas era sólo aparente: después de los intermediarios del sector exportador de frutas, los ganaderos eran los que captaban la mayor parte de la renta generada por el auge del cultivo de melón; queda igualmente explicado el consenso que existía en el ámbito regional en favor de la implantación de las transnacionales, así como también el apoyo político e institucional del que gozaban.

El desarrollo de la agricultura de exportación tampoco significaba que los pequeños campesinos tuvieran un mayor acceso a la especialización en la ganadería extensiva. Aunque sus ingresos aumentarían paulatinamente por los salarios y los alquileres pagados por las compañías y aunque sus animales pudieran pastorear libremente los esquilmos de melón al igual que los hatos de los grandes ganaderos, estos últimos estaban en posición de acaparar los agostaderos —acaparamiento que el auge melonero no cuestiona por ser éstos terrenos accidentados y no irrigables—, lo cual imponía un límite infranqueable a la acumulación de ganado: a no ser que los pequeños ejidatarios dedicaran una parte de su dotación al pastoreo de sus animales, renunciando con ello a su autosuficiencia en maíz, los sistemas de cría seguían dependiendo del acceso a los agostaderos para el sustento del ganado en la temporada de lluvias.

La irrupción de las compañías meloneras en el paisaje socio-económico de Tierra Caliente ha contribuido a reforzar los procesos de acumulación diferencial que operaban desde la reforma agraria, así como los mecanismos de dominación ejercidos por las élites ganaderas sobre el campesinado ejidal. Los dos grupos hegemónicos, ganaderos y exportadores de fruta comparten un mismo interés: la per-

manencia de un campesinado que pueda mantener el potencial agro-pastoral de la tierra y proporcionar mano de obra y forrajes a bajo costo, cuando en sí el proceso de ganaderización de la economía regional tiende a eliminarlo. Tal reproducción social debe ser simple para no generar procesos de acumulación que permitirían a los campesinos librarse de los mecanismos de sujeción económica y política que hoy los mantienen sometidos. Desde este punto de vista, y sin negar el impacto potencial de las recomposiciones del campo político local, el peso de las estructuras sociales y económicas apunta a pensar que la globalización no hará sino confirmar la polarización de la sociedad de la Tierra Caliente.

A modo de conclusión: sustentabilidad agroeconómica, movilidad del capital y control de las tierras: del buen uso de un campesinado

El análisis de las condiciones de implantación y operación de las transnacionales hortícolas en la cuenca media del Balsas nos brinda información acerca de posibles vías de evolución y de reproducción de las agriculturas minifundistas en México. A raíz de las reformas al artículo 27 constitucional, se habló del posible desarrollo de nuevos latifundios y de la desaparición de una gran parte de los productores del agro. Tal evolución no se puede descartar en las extensas franjas montañosas de Tierra Caliente, donde la ganadería extensiva y los narcocultivos son las únicas actividades que todavía proporcionan alguna rentabilidad. A proximidad de los ríos sin embargo, las relaciones que se están estableciendo con el mercado apuntan hacia otro escenario: ahí, la tierra ha dejado de ser el factor fundamental para el control de la producción y la apropiación del valor creado; el control del capital circulante —del que depende el acceso al agua y a la tecnología— y del capital relacional —que determina las condiciones de acceso al mercado— es la clave de una inserción favorable al mercado mundial. Así mismo, la reproducción en estas cuencas agrícolas de un campesinado lo suficiente numeroso como para proporcionar mano de obra en actividades que hacen de ella un uso intensivo, como es el caso de los cultivos de hortalizas, se vuelve un elemento esencial de la sustentabilidad económica del tipo de desarrollo que ahí se está gestando.

Otros determinantes influyen sin embargo sobre dicha sustentabilidad: en Tierra Caliente, la proliferación de plagas (insectos, hongos, nematodos, bacterias...) merma la rentabilidad del cultivo de hortalizas al cabo de unos pocos ciclos de producción. Tal fenómeno determinó la partida de las transnacionales de la cuenca del Tepalcatepec donde operaban: a fines de los años ochenta, la lucha fitosanitaria representaba cerca de 40% de los costos de producción del melón, o sea lo doble de su nivel en la región del Medio Balsas (Léonard 1995: 189). Las mismas compañías tenían una responsabilidad grande en esta evolución: al ser también las principales distribuidoras de pesticidas, fueron suministrando cantidades crecientes de plaguicidas a los productores, con lo que se agravaba la situación, y en modo alguno promovían otros métodos como por ejemplo los controles de lucha biológica;¹⁷ se han terminado por generar así plagas resistentes, cada vez más costosas de combatir. En 1990, una situación similar ya se perfilaba en la cuenca media del Balsas, donde se utilizaban cerca de 40 plaguicidas diferentes en la lucha contra una docena de parásitos. Desde luego, los acuerdos con los ganaderos, por los que se mantienen sin barbechar los esquilmos de melón fomentándose focos de diseminación potencial de las plagas, contribuyen a acelerar ese proceso. Por si fuera poco, el riego intensivo mediante bombeo en época de bajo estiaje de los ríos acarrea serios riesgos de deslave y salinización de los suelos.¹⁸

El desenlace es previsible: al cabo de unos años de explotación intensiva, la compañías cambian las tierras agotadas e infestadas por terrenos vírgenes, donde emprenden un nuevo ciclo de explotación, manteniendo así el nivel de rentabilidad de sus inversiones. El desplazamiento hacia otros ejidos —como ya se observaba en el Medio Balsas a mediados de los ochenta, cuando las transnacionales abandonaron las áreas irrigadas por la Comisión del Balsas, para empezar el cultivo con bombeo en ejidos sin experiencia previa del riego— se convierte a largo plazo en un traslado masivo hacia otras cuencas que presentan esas mismas características. Pero tal evolución no significa la partida definitiva de las compañías: el Medio Balsas está integrado en un conjunto de cuencas —que comprende el valle del Tepalcatepec al igual que el istmo oaxaqueño o las costas de América Central— y entre ellas las compañías hortícolas van rotando sus inversiones. En esta perspectiva, la apropiación y la concentración de las tierras de cultivo no representan el menor

interés para las transnacionales. En cambio, la permanencia de un campesinado capaz de restaurar la fertilidad de los suelos y de preparar su regreso exitoso se vuelve un elemento básico de la sustentabilidad de sus actividades.

Ahí coinciden las estrategias económicas de las transnacionales y las de las élites ganaderas locales. Existe una "alianza objetiva" entre estos actores en torno al control y la gestión de los recursos productivos de los ejidos; la mano de obra es el más valioso de éstos. Al igual que en el antiguo sistema hacendado, se trata de que el campesinado reproduzca su fuerza de trabajo a un costo mínimo para los grupos de poder; en concreto, que él mismo resuelva sus necesidades básicas de alimentación con la milpa, pero eso sí, sin llegar a avances en su autonomía económica. De esta manera, el valor que asigna tanto a su fuerza de trabajo familiar excedente como a los subproductos de su milpa —entre ellos los rastrojos— permanece limitado. Para lograr este propósito, es preciso dejar al campesinado al margen del control sobre el espacio que no sea absolutamente necesario para su reproducción simple, es decir, en las condiciones actuales del mercado de granos básicos, limitar este control a las tierras de cultivo y por un tiempo que no exceda al ciclo de temporal. En esta perspectiva, una vez alcanzado un acuerdo con las élites ejidales en torno a la gestión y la ocupación de las tierras de cultivo (superficie cultivada por ciclo hortícola, fechas y plazos acordados para el pastoreo de los esquilmos), resulta de primer interés para las transnacionales reforzar el control ejercido por los ganaderos sobre los recursos forrajeros del ejido, en particular es importante el restablecimiento del libre pastoreo de los esquilmos.

Se puede así vislumbrar un sistema cíclico de explotación con periodos de implantación y actividad de las transnacionales meloneras que alternarían con fases en las cuales los ganaderos controlarían otra vez el cercado de parcelas y los rastrojos. La sustentabilidad de tal sistema resulta sin embargo dudosa: con la partida, aun temporal, de las transnacionales y la evaporación de la principal fuente de empleos, el agotamiento de la fertilidad de los suelos, la desaparición de las cercas que dividían las dotaciones ejidales y el restablecimiento del libre pastoreo implican una fuerte daño al de por sí escaso margen de acumulación de las unidades minifundistas, y de su capacidad de reproducción. *

Notas

- 1 Esa reforma puede haber generado dinámicas diferenciadas de un ejido a otro en cuanto a las normas (convenciones) locales de acceso y aprovechamiento de los recursos forrajeros, tanto en tierras de cultivo como en agostaderos; esas diferencias han determinado en gran medida, como se verá más adelante, las condiciones de expansión de los cultivos de hortalizas. La opinión del autor es que, dadas las condiciones sociales y económicas que imperaban en la región a fines de los 80, dicha reforma no ha hecho sino confirmar y formalizar la concentración de las tierras y de los poderes en la mayoría de los ejidos.
- 2 Los caporales eran los encargados del hato del latifundio; así mismo, gozaban de condiciones ventajosas, como el hecho de disponer de varias yuntas prestadas que podían alquilar o usar para extender sus cultivos, o la posibilidad de poseer algunas cabezas de ganado.
- 3 La familia Celis pudo así mantener un hato de 4 000 cabezas en las tierras que le habían sido confiscadas en los municipios de Zirándaro y Coyuca de Catalán; cincuenta años después, conservaba ahí una parte de ese ganado sin jamás haber adquirido algún derecho ejidal (Léonard 1995: 79).
- 4 Los esquilmos, o rastrojos, están constituidos por los tallos y hojas de los cultivos, y por las malezas que permanecen en las parcelas después de cosechar el grano; son aprovechados como forraje.
- 5 Secretaría de Agricultura y Secretaría de Reforma Agraria.
- 6 A principios de los años 90, el salario agrícola vigente en la cuenca del Medio Balsas rondaba los 4 dólares por día; en Estados Unidos, la hora podía oscilar entre 5 y 6 dólares.
- 7 A principios de los años noventa, los gastos en semillas, mecanización, agroquímicos y mano de obra —sin considerar los costos de riego— representaban, para una hectárea de tomate, pepino o calabacita, el valor de 8 T de maíz (o sea la producción de unas 5 ó 6 ha), o de siete meses de salario de un jornalero agrícola; en lo que se refiere a los cultivos de exportación (melón), la inversión era casi el doble (véase Léonard 1995).
- 8 Acerca de la convergencia de intereses y las formas de cooperación que tejen entre sí los bodegueros de las principales centrales de abasto y los grandes "productores" de hortalizas, Linck (1996) desarrolla el concepto de "monopolio compartido" en los diferentes niveles de la cadena de abasto.
- 9 A principios de los años 90, la Tierra Caliente del Balsas proporcionaba alrededor de la quinta parte del volumen total de melones importados por Estados Unidos entre los meses de enero y abril (Bustamante 1996).
- 10 Esta hipótesis se sustenta en la coordinación evidente que existe entre la diferentes compañías, en los procesos de producción, de comercialización y en los sistemas de contratación de los productores (véase Bustamante 1996).
- 11 Según Lera (1987), cada dólar proveniente de la exportación de melón a Estados Unidos generaba una ganancia para el productor de 30 centavos, y prácticamente lo mismo para el intermediario, una vez deducidos los gastos de transporte, almacenamiento e impuestos; pero ese dólar generaba otros 2 de valor agregado en las etapas

siguientes de comercialización, también controladas por las mismas compañías.

- 12 El consumo aparente de melón en Estados Unidos ha pasado de 260 000 a casi 400 000 T entre 1980 y 1989, debido al incremento de la producción de Florida y, sobre todo, al aumento de las importaciones provenientes de América Central y del Caribe, las cuales se beneficiaban con las facilidades aduanales contenidas en la Iniciativa del Caribe lanzada por los gobiernos de Reagan y de Bush. Esta sobreoferta ocasionó una disminución del precio promedio, en la frontera de 64%, entre 1982 y 1988 (Léonard 1995: 190).
- 13 A la vez, la contratación de una población numerosa por una temporada larga permite que las transnacionales impongan salarios muy por debajo de la cotización vigente: en 1989 el jornal pagado por 10 horas de trabajo (los hombres en las labores de cultivo, las mujeres en el empaque de la fruta) se ubicaba en un 25-40% por debajo del salario pagado por los productores campesinos. Ya que los gastos salariales representan cerca del tercio de los costos totales del cultivo; esto confiere a las transnacionales una productividad mucho mayor a la de sus competidores campesinos y, por lo tanto, una capacidad de resistencia a fluctuaciones de precios mucho mayor.
- 14 Barkin y King (1970): 176.
- 15 Los cálculos realizados en base al valor nutritivo de los rastrojos de maíz y de los esquilmos de melón demostraban que, en los terrenos cultivados por la Shipley Sales, la disponibilidad de forrajes variaba muy poco: 214 días de pastoreo si las 800 ha estuviesen cultivadas de maíz, o sea con que alimentar a unas 1 020 reses durante los siete meses de sequía; con el cultivo del melón, eran 100 días de consumo después del corte del primer ciclo, en enero y febrero (suficientes para alimentar a unos 1 350 bovinos adultos en ese tiempo); después, 27 días de pastoreo pasada la cosecha de la segunda etapa, en marzo (equivalentes a lo que podrían consumir 900 reses durante este periodo); además de otros 100 días posteriores a la cosecha del tercer ciclo, desde abril hasta junio (equivalentes a lo que necesitaban para su alimentación, en ese periodo, unos 1 120 animales). Como se les administraba a los animales un complemento (no tan significativo), el mes de marzo, la cría del ganado no se veía afectada por las actividades de la compañía; por el contrario, la sustitución de cultivos mejoraba el valor nutritivo de los esquilmos.
- 16 En 1989, la renta pagada por las compañías era superior en un 50% al precio de los rastrojos en una superficie equivalente.
- 17 Por añadidura, a fines de los 80, las autoridades agropecuarias de Tierra Caliente no tenían ninguna información sobre los productos fitosanitarios empleados directamente por las compañías. Sin embargo algunos funcionarios sospechaban, pues era un secreto a voces, que éstas utilizaban, dado su bajo costo, productos prohibidos en Estados Unidos por su poder contaminante, como son los piretroides.
- 18 Sobre el particular, los contratos de arrendamientos firmados por la compañía American Produce precisaban que (cláusula 12): "En caso de una mala utilización del agua

y del servicio de riego, las sanciones previstas por la Ley Federal de Aguas se aplicarán a los ejidatarios".

Bibliografía

- Barkin, D. y T. King 1970 - *Desarrollo económico regional (un enfoque por cuencas hidrológicas de México)*. Siglo XXI, México.
- Bustamante T. 1996 - Agroindustrias transnacionales y economías campesinas: nuevas formas de articulación (las empresas del melón y los campesinos del Medio Balsas, Guerrero). En (Ph. Bovin, ed.) *El campo mexicano: una modernización a marchas forzadas*: 137-157. CEMCA, ORSTOM, México.
- Gil, J., E. Sinquin y M.J. Fernández 1984 - La Unión Agrícola Regional "José María Morelos" de Apatzingán, Michoacán. *Textual IV*: 15-16, Universidad Autónoma de Chapingo.
- Hewitt, C. 1978 - *La modernización de la agricultura mexicana 1940-1970*. Siglo XXI, México.
- Léonard, E. 1995 - *Una historia de vacas y golondrinas. Ganaderos y campesinos temporeros del Trópico Seco Mexicano*. Fondo de Cultura Económica, ORSTOM, El Colegio de Michoacán, México.
- 1996 - Ganadería y construcción de la propiedad territorial en el Trópico Seco Mexicano. Raíces y fracasos de una reforma agraria, comunicación presentada en el Seminario Internacional *Historia ambiental de la ganadería en México*, 16-18 de octubre de 1996. Instituto de Ecología, ORSTOM, Gobierno del Estado de Durango, Durango.
- Léonard, E. y H. Medina 1988 - Emergencia y desarrollo de un caciquismo ganadero en el ejido de Turitzit. En (H. Cochet, E. Léonard y J.D. de Surgy eds.) *Paisajes agrarios de Michoacán*: 39-106. El Colegio de Michoacán, Zamora.
- Lera, J. 1987 - El agronegocio de los productos perecederos en Michoacán: estudios de caso del melón, pepino, mango, limón y fresa. En *El almacenamiento de productos agropecuarios en México*. El Colegio de Michoacán y ANDSA, Zamora.
- Linck, Th. 1996 - Una recomposición frustrada: las cadenas hortifrutícolas de México. En (Ph. Bovin, ed.) *El campo mexicano: una modernización a marchas forzadas*: 77-101. CEMCA y ORSTOM, México.
- Long, N. 1996 - Globalización y localización: nuevos retos para la investigación rural. En (S. M. Lara Flores y M. Chauvet, coords.) *La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio. (I) La inserción de la agricultura mexicana en la economía mundial*: 35-74. Plaza y Valdés, INAH, UAM, UNAM, México.
- Pérez Prado, L. N., J. A. Agustín y J. Romero 1993 - Realidad y representación de la agricultura de contrato: auge, ocaso y desplazamiento del melón en la Tierra Caliente de Michoacán. *Trace 24*: 14-24. CEMCA y ORSTOM.
- Stanford, L. 1996 - Ante la globalización del tratado de libre comercio: el caso de los meloneros de Michoacán. En (S. M. Lara Flores y M. Chauvet, coords.) *La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio. (I) La inserción de la agricultura mexicana en la economía mundial*: 141-166. Plaza y Valdés, INAH, UAM, UNAM, México.
- Warman, A. 1980 - *Ensayos sobre el campesinado en México*. Nueva Imagen, México.

Pobreza y movilidad en la Montaña de Guerrero

Marguerite Bey*

Prólogo: entre tradición y modernidad

El aire tibio vibra en un bullicio ensordecedor: las explosiones de los cohetes se mezclan con el cotorreo de los zanates puntuado por el repique de las campanas de la catedral. Adelante de ésta, la banda local acompaña a un grupo de bailarines disfrazados, unos con máscaras de Halloween, otros con figuras de animales salvajes (ciervo, zorro...), que hace círculo en torno a una gigante vestida de española, *La Mona*. Venidos de todas partes, los vendedores, repartidos entre las calles del parque central, ofrecen todavía, a esta hora tardía, sus variopintas mercancías: cirios, golosinas, casetes de músicas de ritmos variados (salsa, cumbia, rap...), o también flores (cempasúchil, sobre todo), juguetes importados, objetos de artesanía regional, joyas de plata de Taxco... Más allá, algunos juegos electrónicos dejan resonar sus estridentes mecanismos, bajo los arcos donde familias enteras de indios se apretujan para dormir.

Este cuadro, que podría parecer surrealista, es bien real. Nos pinta Tlapa, el 23 de octubre, que es el día de clausura de un mes de celebraciones de la fiesta patronal del Señor del Nicho (un Cristo milagroso encontrado en una cueva). Al pasar los días, procesiones y misas se suceden brindando la oportunidad de que numerosos peregrinos se encuentren

en este centro habitualmente adormilado. Esta fecha también es una de las tres en las que hay feria en Tlapa. La muchedumbre converge procedente de muchos lugares: las familias se reúnen, los migrantes llegan con camiones especiales alquilados para la ocasión, algunos vienen hasta de Nueva York. Los habitantes de cada barrio hicieron esfuerzos considerables para adornar su calle para el paso de la imagen de Cristo transportado en una procesión que recorre toda la ciudad. Habría que precisar que numerosas nuevas colonias¹ se encuentran ahora fuera del circuito, por lo que desbordan de los límites espaciales impuestos a los antiguos barrios por la carretera México-Chilpancingo por un lado y por el río Tlapaneco por el otro. Hacia la madrugada del día 23, las calles están tapizadas con aserrín rojo y con flores, formando motivos que rivalizan en originalidad. A las seis de la tarde, pisadas por miles de pies, estas pinturas de un día estarán barridas, dejando aparecer de nuevo el asfalto mal mantenido, los huecos abiertos sobre canalizaciones derrumbadas, los escombros amontonados en previsión de nuevas construcciones: testigos todos de la extensión del espacio urbano, que hace de la pequeña villa de Tlapa una ciudad en obras.

Tlapa, encrucijada de culturas

* Centre d'Études Comparatives sur le Développement (CECOD). Institut d'Études du Développement Économique et Social (IEDES). Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne.

Tlapa, capital de la región Montaña del estado de Guerrero, aparece como un reflejo de los cambios

ocurridos en los últimos años, en la vida de la región. En efecto, en ella confluyen poblaciones venidas del campo, que de allí migran a otros estados o países, y también a ella se regresa con nuevos valores y nuevas necesidades. Pero, ¿qué papel puede tener Tlapa siendo como es una ciudad intermedia? Si bien su función económica es incipiente, podemos observar, desde luego, una recomposición social y una percepción renovada del espacio.

Si partimos de una confrontación entre lo que permanece y lo nuevo, se construyen varias oposiciones en forma de binomios: la tradición conlleva una identidad colectiva y una solidaridad que se expresa en un territorio determinado, mayormente rural; la modernidad, al contrario, conlleva valores individuales, refuerza la importancia de la escolarización y acentúa la movilidad, tanto espacial (sobre todo hacia ciudades) como social, meta esta última que cada uno sueña alcanzar.

Pretendemos examinar la dinámica de desarrollo regional con un enfoque desde la ciudad de Tlapa. Para ello, partimos del presupuesto de que Tlapa ejercería un atractivo como ciudad intermedia, como polo de desarrollo. Pronto, este postulado demostró ser exagerado: la región de la Montaña constituye una de las más pobres del país y el crecimiento de su capital sólo demuestra la necesidad que tienen sus habitantes de desempeñarse en un espacio mayor que les permita multiplicar las oportunidades, tanto de trabajo como de reproducción social. Por eso, este artículo ofrece un análisis de la relación campo-ciudad y de la movilidad más amplia que conlleva para las poblaciones pobres. El tema de la reproducción social nos conduce por diferentes rumbos; Tlapa, encrucijada de culturas, va a constituir nuestro punto de partida y la movilidad espacial será el hilo conductor.

En la región de la Montaña conviven cuatro grupos étnicos con los mestizos, grupo dominante con usos más "urbanos". Según los datos del Instituto Nacional Indigenista (instalado en Tlapa desde 1964), la región se compone de 40% de mestizos, 26.4% de tlapanecos, 20.4% de nahuas y 13.2% de mixtecos. Esta repartición no refleja la importancia económica o social de cada uno de los grupos. En el plano económico, son sin duda alguna, los mestizos y los nahuas quienes, concentrados en los fondos de valles irrigados y en las cabeceras, dominan. Los tla-

panecos, habitantes más antiguos de la región, se refugiaron muy pronto en la montaña alta y dispusieron generalmente de diferentes pisos ecológicos, lo que hoy les permite diversificar al máximo su producción y reduce al mismo tiempo riesgos. Los mixtecos, finalmente, confinados en las alturas e instalados en las fronteras de los estados de Puebla y de Oaxaca, constituyen las poblaciones más pobres de la región. Se les encuentra sobre todo en los municipios de Metlatónoc, Alcozauca y Xalpatláhuac, dotados con suelos muy inclinados y someros. No es ninguna casualidad que la mayor parte de los migrantes proceda de estos municipios. Además, los mixtecos son una etnia demasiado dispersa en el espacio como para poder defender cualquier reivindicación.

Sin embargo, aunque se les atribuyen tradiciones inmutables en el tiempo (costumbres vestuarias, idioma, organización comunal...), las poblaciones de la región demuestran una gran capacidad de adaptación e innovación en sus actividades y modos de vida. El objeto de este artículo es precisamente mostrar, a partir del estudio de diversas ocupaciones del ámbito rural, cómo se va creando una nueva organización económica, social y política inseparable de un concepto renovado del espacio.

Globalmente, esta región se distingue por dos características: está poblada con una mayoría de indios de orígenes diversos y pertenece a un conjunto geopolítico inestable, marcado por el caudillismo y el caciquismo, poderes regionales compartimentados (Bartra 1996a; Estrada 1994). Las relaciones de poder toman entonces un lugar predominante, ya sea que se trate de estudiar las relaciones de trabajo, o la política, en la región o en el marco de todo el país. El crecimiento acelerado de la pequeña ciudad provincial de Tlapa hace relevantes los contrastes sociales y económicos, y exacerba los conflictos por la dominación del poder urbano, por lo que el estudio parte de este centro urbano.

Al mencionar las posibilidades de trabajo para las poblaciones de la región, no hablaremos de desocupación, tema muy debatido en las estadísticas, porque durante la investigación de campo apareció claro que los pobres trabajan mucho, aunque sus ingresos (en natura o en especies) cubran cada día menos sus necesidades básicas.² Puede afirmarse incluso que los pobres no disponen de los medios para quedar sin trabajar. Los ejemplos de la producción a domicilio de sombreros de palma y de su empleo como jornaleros agrícolas en el norte del país, que implica al contrario una migración de

larga distancia, ilustran el carácter actual de la explotación de la mano de obra: el trabajo da ocupación a todos los miembros de la familia (lo que conlleva una mayor flexibilidad) aunque la remuneración global está en regresión, con lo que se favorece a los intermediarios.

Un estado joven, municipios agitados

El estado de Guerrero es un estado joven en los dos sentidos de la palabra: fue creado en 1849, y 54,3% de su población tenía menos de 20 años en 1990. En el municipio de Tlapa, la repartición por grupos de edades es la siguiente: 46.2% tiene entre 0 y 14 años; 48.2%, entre 15 y 64; y 3%, más de 65 años; no hay informes sobre el 2.3% que falta (INEGI 1990). La evolución demográfica mostrada en nuestro cuadro debe relacionarse con la evolución municipal: el territorio de Tlapa comprendía 15 localidades en 1921 y 46 en 1990.³

Sencillamente, se puede definir el municipio libre en base a sus fundamentos en la Constitución de 1880 (reproducidos en el artículo 115 de la nueva Constitución), los que distinguen tres categorías político-administrativas:

- La cabecera municipal, con categoría de pueblo, administrada por un ayuntamiento con varios titulares.
- La comisaría, con categoría de pueblo, administrada por uno o varios comisarios.
- La subcomisaría, con categoría de pueblo, administrada por un subcomisario (Dehouve 1990: 237).

Entidad y municipios	1970	1980	1990	Crecimiento 1980-1990 (%)
Guerrero	1 597 360	2 109 513	2 620 637	2.2
Porcentaje de la región en el Estado	14	13.5	13.4	-0.2
Ahuacuotzingo	13 848	15 632	16 568	0.6
Alcozauca de Guerrero	9 060	11 765	15 058	2.6
Alpoyeca	3 251	4 259	5 202	2.1
Atlamajalcingo del Monte	3 011	3 581	4 244	1.8
Atlixac	10 374	13 239	16 820	2.5
Copanatoyac	9 331	9 823	13 880	3.6
Cuálac	4 340	5 532	5 884	0.6
Huamuxttilán	9 612	12 245	12 948	0.6
Malinaltepec	17 042	22 231	30 581	3.3
Metlatónoc	14 809	18 005	24 338	3.1
Olinalá	13 527	16 302	19 076	1.6
Tlacoapa	6 065	6 040	9 978	5.3
Tlaxiataquilla de Maldon	5 563	5 867	6 668	1.3
Tlapa de Comonfort	23 294	33 581	44 177	2.8
Xalpatláhuac	7 898	9 931	11 129	1.2
Xochihuehuellán	6 112	6 056	7 372	2.0
Zapotitlán Tablas*	13 599	20 627	23 188	1.2

*En 1993 se creó el municipio de Acatepec; reúne varias comisarías que deseaban separarse de este municipio.

FUENTE: Se elaboró el cuadro a partir de Guerrero, perfil sociodemográfico. *XI Censo General de Población y Vivienda*, INEGI, 1990.

Cuadro - Distribución de la población de la región Montaña, por municipios; periodos comprendidos: 1970, 1980 y 1990.

Esta jerarquización provoca la rivalidad cabecera y comisaría; las dos intentan tener un mayor número de infraestructuras con el fin de poder conformar una administración municipal.

Durante las últimas décadas, la ciudad de Tlapa conoció un crecimiento muy rápido. En 1995, tenía 26 409 habitantes; sólo tenía 20 863 en 1990;⁴ o sea, tuvo un crecimiento de alrededor de 20% en 5 años.



Figura 1 - Paisaje de Potoichan (municipio de Copanatoyac).

En este lapso de tiempo, las colonias crecieron como hongos: la Montaña desparrama su gente por la ciudad bordeada por el río, y se queda allí, en torno al Jale,⁵ punto de encuentro entre ciudad y campo. Primero, se va a Tlapa para estudiar, hacer negocios, hacer trámites administrativos; después, de allí se sale hacia cualquier destino. Así mismo es práctico, tal vez hasta prestigioso, disponer de un alojamiento aunque sea precario. Las formas de ocupación de ciertas viviendas agarradas del monte muestran que toda la familia está interesada, en un momento u otro, por el alojamiento en la ciudad.

La formación de nuevas colonias pone en juego intereses muy variados. Entre otros, los miembros del único ejido urbano de Tlapa, San Francisco, cuentan con el ejercicio del poder sobre sus tierras. Los conflictos se multiplican, mientras se solicitan ayudas por todas partes para edificar, consolidar, implementar...Tlapa estuvo en un relativo aislamiento hasta que se realizaron las obras de infraestructuras en los años sesenta. Si bien la explotación forestal suscitó la construcción de carreteras en la montaña, paralelamente, el empleo de avionetas se desarrolló, durante los años 70 (bajo la política de promotores de Echeverría), para el transporte de los docentes: dos líneas privadas lograron instalarse. Numerosos pueblos aislados en la montaña disponen todavía de pistas de aterrizaje, y no se excluye la hipótesis de que éstas se utilicen clandestinamen-

te para el transporte de la goma de amapola. Sólo al final de los años ochenta se pavimentó la carretera que une Tlapa con Chilpancingo, mientras la carretera Chilapa-Chilpancingo tenía ya muchos años de existencia (Chilapa es uno de los centros de abastecimiento de Tlapa). La más o menos buena comunicación vía terrestre no impide la preservación de relaciones antiguas con los estados vecinos de Puebla y Oaxaca. El comercio se desarrolla sobre estos ejes, a pesar de las dificultades de tránsito. Desde la construcción de la carretera que une Tlapa a Chilpancingo pasando por Chilapa, la ciudad de Tlapa ha podido ejercer más plenamente sus funciones de capital regional. En 1992, Chilapa, centro comercial siempre muy importan-

te, tuvo que ceder a Tlapa el título de diócesis de la Montaña.

Es importante destacar el hecho de que el trazado de los ejes carreteros define una orientación en las actividades económicas que puede traducirse luego en una reorganización social, incluso político-administrativa. Por ejemplo, se observa que ciertos municipios como Metlatónoc están tomando una orientación hacia la Costa Chica (en relación con San Luis Acatlán, Ometepec o Marquelia) y no hacia Tlapa.⁶

¿Qué tipo de desarrollo regional?

Desde hace algunos años, se habla de descentralización y la escala del municipio parece ser para muchos la más adecuada para administrar el desarrollo (Bartra 1986b). Pero, ¿cómo administrar el poder local? En apariencia, bastante se hizo para multiplicar las instancias, tanto de decisión como de implementación del desarrollo. A nivel del municipio, los Comités de Desarrollo Municipal,⁷ y, a nivel regional, el Consejo Regional de la Montaña,⁸ son directivas pilotos cuyos miembros se ocupan de los problemas del desarrollo. La lista de los proyectos es larga, pero las decisiones no se acompañan siem-

pre de los medios financieros necesarios, asignados (o no) aún hoy, por decisión del gobierno estatal o federal. A manera de ejemplo, la carretera Tlapa-Marquelia, que corre desde la montaña hasta la costa, fue decidida y financiada por el gobierno federal, sin la menor consulta con las poblaciones locales. Lo mismo sucedió con el nuevo mercado de Tlapa, que el gobierno estatal decidió construir en el campo de aviación, y con materiales inadecuados: esto condujo a la paralización indefinida de la obra.

Generalmente, los proyectos abundan —y últimamente esto sucede a menudo— puesto que diferentes dependencias de Secretarías obtuvieron representación en Tlapa. En el marco de la estrategia del “Ramo 26: superación de la pobreza”, la Secretaría de Desarrollo Social (SEDESOL) por sí sola distribuye su presupuesto entre varios centenares de proyectos en la región, cuyo costo está comprendido entre 10 000 y 500 000 pesos (en 1997).

Por su parte, la Secretaría del Medio Ambiente, Recursos Naturales y Pesca (SEMARNAP) propone un programa integral para la región que hace hincapié en la sustentabilidad del desarrollo. Fomentadas por diversas fuentes de financiamiento,⁹ 14 Sociedades de Solidaridad Social (SSS) y otros 13 tipos de agrupaciones de productores están registrados por el CRM. Pese a que algunos grupos despliegan en realidad verdaderas actividades de carácter lucrativo, esta multiplicación reciente de figuras asociativas expresa un gran dinamismo, principalmente de parte de las mujeres. Ciertos grupos de mujeres intentan valorizar habilidades tales como la crianza de animales menores, la costura, el bordado... Entre sus metas, las de generar un ingreso complementario para la familia y lograr algo más de independencia.

De todas formas, la región es pobre. Los recursos agrícolas son muy limitados y están mal repartidos entre los diferentes municipios y, por múltiples razones (en parte relacionadas con el funcionamiento “caudillista” del estado), las posibilidades de desarrollo industrial son restringidas; con todo lo cual, las soluciones económicas son de poca envergadura. En una perspectiva autoritaria, Rubén Figueroa Alcocer (entonces senador, y miembro de una de las familias más importantes del estado) plantea “... el despoblamiento compulsivo de las comunidades de La Montaña y su concentración en ciudades medias, como respuesta gubernamental a la carencia de servicios y a la imposibilidad de dotarlas de ellos” (Estrada 1994: 22).

El regionalismo, favorecido por el aislamiento, encontró su expresión política en el caciquismo y el caudillismo (Bartra 1996a, y el mismo autor, su artículo en el presente número de *Trace*). Pero la región ha roto con su aislamiento secular pues el tejido urbano se va estrechando. El crecimiento urbano pone en juego a diversos actores, en torno a la formación de nuevas colonias (propietarios, ejidatarios, partidos políticos e invasores). El papel de la radio es fundamental para mantener una relación permanente con las comunidades, entre éstas y la ciudad, y hasta entre éstas y los emigrantes a Estados Unidos. Los programas de radio en lenguas indígenas y, sobre todo, los mensajes personales dirigidos vía la radio o vía telefónica, a todo lo largo del territorio nacional e incluso más allá, impresionan por la facilidad muy nueva de vencer las distancias. Las migraciones se han vuelto parte cotidiana de las familias. No solamente la vida de los emigrantes se ve transformada, sino que, además, las transferencias de dólares toman cada día más importancia en la economía regional.¹⁰

La ampliación de los espacios ocupados por ciertos grupos familiares, incluso de familias muy pobres tiene efectos muy diversos: no solamente modifica sus posibilidades de reproducción económica, también las de reproducción social y política. Con rapidez, la participación política de las poblaciones indígenas se incrementó.¹¹ El desarrollo de la escolarización en el medio rural, además de la organización política y gremial de maestros, también sacudieron el yugo de la ignorancia, y el de la sumisión a las reglas impuestas por los grupos dominantes de la sociedad. La creación de escuelas bilingües (en particular español-mixteco) se ha vuelto un reto para el poder. Da prueba de esto una carta dirigida en 1996 al inspector académico de Chilpancingo: el presidente municipal de Tlapa de entonces pedía que no se autoricen más construcciones de aulas para la enseñanza bilingüe. El argumento era que no se requiere de idiomas indios en una ciudad mestiza, cuando en realidad se temía que éstos (y, a través de su idioma, los indios mismos) fuesen a ganar demasiada importancia en la ciudad. La realidad es más desoladora que amenazadora: los alumnos están casi siempre solos en la ciudad, o se les encarga a un pariente que finalmente se niega a cuidar de ellos por falta de dinero.

Esto permite pensar que los campesinos tienen una imagen de la vida en la ciudad un tanto idílica y que en realidad sus familiares no están en posibilidad de responder a esas esperanzas de cui-

dado y atención a los niños que les son encargados: se observan, en las tardes, pequeños en el parque, ofreciendo a los paseantes caramelos y cigarrillos, limpiando zapatos o cargando paquetes, por unos cuantos pesos. Por la noche, se agrupan para dormir bajo las arcadas de la plaza o en la estación de autobuses, abrigo muy débil frente a gente mayor que ellos y sin escrúpulos. Pero sí tienen voluntad de estudiar; dicen que quieren salir de su miseria porque saben que ni sus padres pueden ofrecerles un futuro.

Más allá de la primaria, la enseñanza se hace sólo en español. Tlapa dispone ahora de un número relativamente importante de escuelas secundarias (tres), de bachilleratos (Colegio de Bachilleres, Preparatoria, Centro de Bachillerato Tecnológico Industrial —CBTI—) y de establecimientos superiores (Instituto Tecnológico Superior, Escuela Normal). El número de alumnos está creciendo y comprende cada día más jóvenes de origen rural. A su vez, los jóvenes ciudadanos tienden a migrar hacia México o Puebla para seguir sus estudios en establecimientos más prestigiosos.

Paralelamente a las migraciones hacia la ciudad, o incluso hacia el norte y Estados Unidos, las poblaciones indias tienden a apropiarse de los medios de comunicación para fortalecer su espacio de reproducción (tanto en sus pueblos como en la ciudad) y su pasado para reivindicar su derecho al título de "cabecera": su autonomía es la que está en juego.¹² Sin embargo conviene observar que los "líderes" de las comunidades, en oposición con las autoridades tradicionales ("los principales"), son jóvenes titulados, con hábitos "ciudadanos", que hablan en nombre de los "rurales".

¿Cuáles estrategias para vivir?

La tierra no es muy generosa; a veces las lluvias son insuficientes, a veces, devastadoras. El maíz, principal cultivo anual que cubre las necesidades alimentarias junto con el chile y, en ocasiones, el frijol, se cultiva en parcelas tan pequeñas o erosionadas que la producción raras veces alcanza para alimentar a la familia durante todo el año.

El territorio, sin embargo, está cargado con un valor simbólico inestimable por las poblaciones indias, desde el nacimiento hasta la muerte. Cuando nace un niño, su cordón umbilical se entierra cerca

de la casa. La muerte, por su parte, no abarca solamente el sepelio y el duelo, sino que, cada año,¹³ se festeja el regreso de las ánimas a su hogar: altares estupendamente adornados presentan a los difuntos sus bebidas y platos preferidos.

La ciudad de Tlapa, más que un atractivo como centro de actividades, ofrece una situación intermedia entre el pueblo y el país. En efecto, ahí, las ofertas de empleo son escasas, inestables y los ingresos son finalmente mucho menos interesantes que en los campos de riego del norte: 250 pesos mensuales para una empleada doméstica, 40 pesos diarios para un peón de albañil; más pobre aún en las zonas de riego: 35 pesos para un obrero agrícola, 80 para el arroz (precios de 1997). Estos sueldos locales relativamente elevados presentan dos limitaciones: se trata en la mayoría de los casos de contratos de corta duración, de trabajos a destajo; además, para el cultivo del arroz, sólo se recurre a miembros del ejido.

Partir: sólo queda el espacio para los pobres...

En una reflexión más amplia sobre la reproducción social, partimos de la hipótesis que la ciudad de Tlapa podía constituir un polo de atracción y de desarrollo regional y que, en consecuencia, las estrechas relaciones con la ciudad favorecerían la movilidad social de las familias campesinas. En realidad, para muchas de ellas, la movilidad espacial sólo responde a una estrategia de sobrevivencia, por lo que sus condiciones de vida en la montaña rayan con la miseria.¹⁴ Si bien es cierto que el trabajo en los campos de riego del norte ofrece remuneraciones más importantes que el de la Montaña, también es verdad que en el primero los contratos son de un periodo limitado a 4 ó 5 meses y que las condiciones son muy difíciles, incluso son desestructurantes para las familias: los niños dejan de estudiar durante esta época (pues van a trabajar junto con sus padres), lo que supone truncar su periodo escolar en ese tiempo; los migrantes, que forman a menudo unidades monoparentales, en ocasiones tienen una nueva pareja, al terminar el periodo migratorio.

La migración atañe a muchas familias de la Montaña. Los destinos y los periodos varían según la situación de cada uno, según su disponibilidad y sus necesidades. Globalmente, las migraciones tempo-

rales (que pueden volverse definitivas) hacia las grandes ciudades o los Estados Unidos atañen a familias organizadas en redes (lo que Faret en 1997 llama el “funcionamiento social de un sistema de movilidad”); para migrar a los Estados Unidos es necesario que los viajeros dispongan de recursos suficientes para el largo viaje...; los obreros agrícolas hacia el estado de Morelos son hombres solos que migran en un periodo de poca actividad agrícola (regresarán antes de la cosecha y del día de Muertos); finalmente, las migraciones hacia los sectores de riego de los estados del norte interesan mucho más a las familias. Dos casos ilustran bien lo que venimos diciendo: Acapulco (Guerrero) y Culiacán (Sinaloa).¹⁵

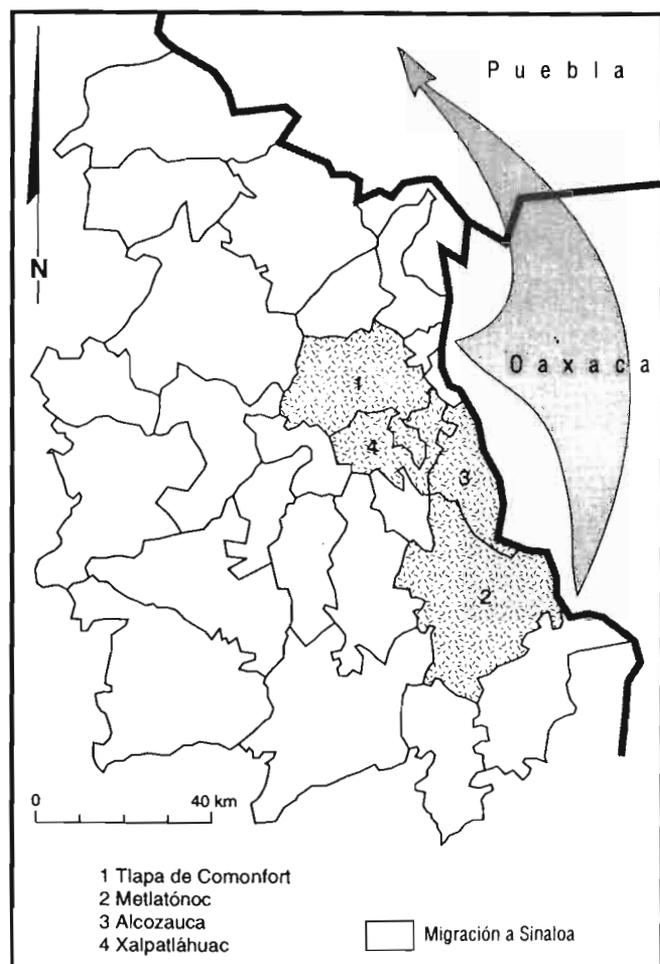
- En el balneario turístico de Acapulco, se observa más bien una migración que se volvió permanente a raíz de la explosión urbana de los años sesenta y setenta. Las primeras familias migrantes sirven ahora como punto de llegada de los migrantes ocasionales, que aprovechan el periodo turístico, entre diciembre y mayo, para vender frutas y artesanías en la calle. Allí, la organización no gubernamental Migro favoreció dos tipos de necesidades: salud y educación bilingüe (Räada Barnen 1992). Algunas de las colonias que se formaron conservaron —por una dinámica de grupo orientada hacia la identidad— su base étnica (sobre todo en el caso de los mixtecos); son colonias formadas desde hace mucho tiempo, lo que puede justificar y facilitar la creación de escuelas bilingües.¹⁶ Quince colonias reúnen alrededor de 3 000 migrantes de Guerrero, con 70% de mixtecos; tres colonias son predominantemente nahuas y dos están constituidas por tlapanecos de Zapotitlán Tablas. La solidaridad entre migrantes ya fijos y temporales se expresa en la acogida, el alojamiento y la búsqueda de empleo, (no debemos dejar de mencionar que la oferta de empleo justamente ha ido disminuyendo).
- La reproducción de las poblaciones rurales de la Montaña pone en juego una cantidad de actores y de relaciones sociales, entre las cuales evidentemente el poder está presente. La organización de la cadena de migración hacia las plantaciones del norte del país es antigua y compleja. Entre el campesino y el empresario agrícola numerosos actores van apareciendo; al final este último es casi invisible; la lista de actores es variada: aquellos que reclutan voluntarios en su comunidad, el enganchador (quien reúne los voluntarios en Tlapa y trasmite la información por la radio), el

transportador que lleva viejos autobuses y procura dos choferes (transportan a los trabajadores de Tlapa hasta los campos, en dos días), el mayordomo (que dirige las tareas y la organización del alojamiento en los galerones).

Las migraciones hacia el estado de Sinaloa se producen entre los meses de septiembre y mayo; las salidas se concentran entre noviembre y diciembre. Para el año 1995-1996, se contaba un total de 9 167 migrantes, la mayoría mixtecos de los municipios de Alcozauca, Tlapa, Metlatónoc y Xalpatláhuac.¹⁷ Este periodo corresponde globalmente a la estación seca en la Montaña, durante la cual la espera de la cosecha es a menudo muy difícil. En cambio, es la época en que las plantas de tomates reclaman más cuidados, por lo tanto más mano de obra, hasta la cosecha. Los enganchadores juegan un papel esencial en la organización de las migraciones hacia los valles de Culiacán (Sinaloa). Su residencia en la ciudad de Tlapa refleja bien, en su caso, la posición dominante que llegaron a ocupar, sirviendo de intermediarios entre migrantes y patronos.

En los campos de riego de Sinaloa, los cultivos de frutas y hortalizas se han desarrollado mucho en los años sesenta y setenta, pues atraen una mano de obra estacional no calificada, cada día más numerosa.¹⁸ Al comienzo, sólo los hombres migraban, dejando sus escasas cosechas encargadas a su familia. Cada uno se organizaba como podía: utilizaban los transportes regulares para llegar hasta el noroeste de México, a 1 500 kilómetros de sus casas. Poco a poco, las condiciones de vida en las comunidades se han vuelto cada vez más difíciles, dado el crecimiento demográfico y las necesidades impuestas por la urbanización de los modos de vida (escuelas, luz eléctrica, etc.), lo que, a su vez, exige la agrupación de las poblaciones en ciudades, o por lo menos en las cabeceras municipales. Al mismo tiempo, se suscitan gastos nuevos que la escasa producción agrícola está lejos de poder costear. “Se ha roto el círculo autosuficiente de las comunidades; entonces tienen que ir a Tlapa a comprar...” (Martínez y Obregón 1991).¹⁹

Desde luego, toda la familia migra y los niños ganan el mismo jornal que sus padres. No existen contratos de trabajo, los asalariados deben contentarse con una promesa verbal de unos seis meses de trabajo dependiendo de los requerimientos del patrón. Sin embargo, la Central de Trabajadores Mexicanos



Mapa - La migración desde la región de la Montaña hacia Sinaloa.

(CTM) sigue descontando un peso por día a cada trabajador, cuando lo que hace en realidad es defender abiertamente los intereses del patrón. En estas condiciones, la Central Independiente de Obreros Agrícolas y Campesinos (CIOAC) es la encargada de compensar esta situación defendiendo gratuitamente los intereses de los trabajadores. Su acción gira en torno al problema de los derechos laborales. Lo más importante sería conseguir un contrato colectivo. Mientras tanto, es de mucha importancia poder apoyar a las familias migrantes en casos de emergencia: no solamente cubrir los gastos de hospital o de sepelio de los trabajadores adultos, sino también de los menores de edad, incluso de los niños. De esta forma, se reivindica un derecho familiar a la cobertura social.

Si bien las condiciones de la migración están mejorando, debe considerarse sin embargo que cada

vez más familias se ven totalmente involucradas. Por un lado, la incorporación de las mujeres y de los niños al trabajo asalariado resulta del fuerte deterioro de las condiciones de vida de la familia rural; por otro lado, según la apreciación de los empleadores, mujeres y niños tienen el tamaño adecuado para los cultivos de hortalizas, por ser bajos de estatura y delicados. El jornal era de unos 25 pesos (sin distinción) durante el invierno 1996-1997. Hasta el ciclo agrícola 1997-1998, los niños trabajaban a partir de la edad de 8 años, a pesar de la legislación que prohíbe el trabajo a los menores de 14 años. Estas condiciones de explotación tienen un interés para ambas partes: para los dueños, por los bajos jornales; para las familias, pues dan la impresión de ganar más, de ahorrar más (el ahorro puede alcanzar entre 5 000 y 10 000 pesos por estación, según sea el tamaño de las familias). Mientras tanto, los empresarios de California y Florida se quejaron de la competencia desleal que representa el empleo ilegal de niños, lo cual justifica el mantenimiento de salarios bajos. El lobby agroindustrial de Culiacán (Confederación de Asociaciones Agrícolas del Estado de Sinaloa, CAADES) se vio presionado para iniciar negociaciones con el Programa Nacional de Jornaleros Agrícolas, con el fin de lograr sustraer progresivamente a los niños menores de catorce años del mercado de empleo. Para el año de 1997, numerosas empresas ya se negaban a emplear niños menores de diez años. Para las familias, se plantea entonces el problema de una disminución de sus ingresos; mientras, los hijos siguen migrando con sus padres por no tener otra alternativa.

Las condiciones de vida y de trabajo no tienen nada envidiable: las jornadas comienzan muy temprano y terminan hacia las cinco de la tarde. El transporte de los obreros sólo se garantiza cuando los campos están muy alejados de los alojamientos, ellos mismos aislados en medio de las plantaciones. Las familias se agrupan en los galerones (largas construcciones principalmente de lámina de cartón divididas en cuartos —uno o dos para cada familia, cada uno con un fogón). A cada extremo de las calles se encuentra una toma de agua y, a veces, las necesidades se hacen al aire libre y el canal principal es el que sirve como “baño público”. Si bien las tiendas de raya ya no son obligatorias, el aislamiento de los alojamientos sí obliga a la compra de alimentos en una única tienda, la del “campo”. Pese a que ahí se encuentran productos diversos, los jornaleros son muy cuidadosos con sus ahorros y tratan de reducir los gastos al mínimo.

Desde 1993, el Programa Nacional de Jornaleros Agrícolas (Pronjag) ha estado muy activo en Sinaloa, en lo que respecta a los trabajadores migrantes, siempre y cuando se respete los intereses de los empresarios agrícolas. Como sucedía para el problema de la edad muy baja de los niños trabajadores, su intervención en los temas sanitario y social —construcción de baños, organización de guarderías de niños menores y de escuelas en las tardes para los de edad escolar (desde luego que no escuelas bilingües)— en algo mejora las condiciones de existencia sin llegar a cuestionar los problemas de fondo (Urrea 1995).

Las consecuencias sociales y económicas de estas migraciones son mucho más importantes de lo que parece:

- Aspectos negativos: problemas de salud (los más graves están relacionados con el uso de productos químicos, con el alcoholismo...); problemas familiares (separación de los padres, suspensión de la escolarización...).
- Sin olvidar los positivos: el fortalecimiento de la solidaridad dentro del pueblo (los que quedan atienden las parcelas de los que salieron); beneficio financiero indispensable para mejorar lo cotidiano (es decir, desde la ropa hasta la construcción de casas de adobes, en el pueblo, pasando por la compra de televisores...); esperar las cosechas y empezar un nuevo ciclo agrícola con semillas suficientes y algunos fertilizantes;²⁰ y preservar la tradición de las fiestas religiosas (amenazadas de desaparición por su costo elevado).

O quedarse: sombreros *versus* amapola...

Si bien varios estudios sobre el medio rural mexicano han demostrado que la migración, tanto estacional como de larga duración, es parte de la vida e incluso de la organización de las familias rurales, parece necesario también interesarse por las posibles actividades dentro del medio rural de origen. Entre éstas, la artesanía es conocida como un com-



Figura 2 - Galerones en Culiacán, destinados a los jornaleros.

plemento importante de la economía rural. De los diferentes productos de las comunidades, (cintas, petates, tejidos, cerámicas, asientos de sillas, etc.), según sea la tradición, la elaboración de sombreros de palma llama la atención porque pone en juego a toda una cadena en la que el campesino vive una situación de explotación. Esta producción a domicilio da la ilusión al campesino de conservar su independencia cuando, en realidad, aumenta su explotación con ingresos irrisorios y conlleva mayores costos por la adquisición de la materia prima. Para entender este fenómeno, cabe analizar el proceso de producción en su totalidad.

Se deben diferenciar dos categorías de sombreros: los de “palma verde” y los de “palma real”. El sombrero llamado “corriente” o “tlapeño” está elaborado con una palma llamada “verde” (*Brahea dulcis*), originaria de Zapotitlán Lagunas y de Jamiltepec (Oaxaca). Esta producción se realiza en varios municipios (sobre todo Tlapa, Alcozauca y Xalpatláhuac), por lo que presenta la gran ventaja de un trabajo que puede ser realizado por todos los miembros de la unidad de producción y en cualquier momento del día. Sin embargo, procura un ingreso muy bajo: un promedio de 6 sombreros al día puede rendir alrededor de 0.75 pesos, o sea, al final, ni siquiera 30 pesos al mes. El sombrero de “palma real” (*Sabal mexicana*), llamado “costeño”, es originario de la Costa Chica de Guerrero. Se fabrica sólo en algunas comunidades de Copanatoyac y de Zapo-

titlán Tablas. Apenas da ocupación a los adultos porque exige un trabajo mucho más fino que el sombrero corriente. El sombrero está compuesto de dos capas, más gruesa la de abajo, que se unen y se cosen alrededor de una capa de papel periódico; después se presan para darles forma. Varios “acaparadores” (comerciantes), que se encargan de acoplar los sombreros, se encuentran concentrados en la cabecera de Copanatoyac (otro ejerce todavía en Tlapa). De allí, los sombreros parten para San Luis Acatlán.

La producción de sombreros “corrientes” es mucho más abundante. En Tlapa, entrevisté a varios intermediarios con actividades diversas: algunos proporcionan la palma y luego pasan a recoger los sombreros a las comunidades, ya sea con sus propias camionetas, ya sea pagando a transportistas, según las cantidades de material; otros hacen llegar los productos hasta sus talleres; en este caso, los campesinos se desplazan hasta Tlapa, donde aprovechan la visita para hacer algunas compras. Un acaparador trabaja solo y se contenta con sacar las “barbas” de los sombreros y ganar así dos pesos más por gruesa (que contiene 144 unidades). Otro acaparador emplea a ocho personas, que trae de su pueblo, cuando las necesita; les paga por tarea unos 25 pesos al día. Deduciendo los gastos por el atado de los bultos, el salario de dos cargadores (“bien pagados porque es un trabajo delicado”, precisa el acaparador) y el transporte hasta Tehuacán (Puebla), el precio pagado al productor no pasa de 108 pesos por gruesa (y éste gasta 16 pesos por el atado de palma, además, a veces, de su propio transporte hasta Tlapa para conseguirlo). Sin embargo, si existe una competencia entre acaparadores, ésta viene indicada por el precio que dicen que pagan: varía entre 118 y 122...

Conviene subrayar que, a todos los niveles, los interesados mienten sobre los precios (pagados o recibidos); todos tratan de realzar su propio protagonismo en una cadena que, visiblemente, sólo proporciona beneficios importantes a los exportadores,



Figura 3 - Sombreros de palma real (Copanatoyac).

pero que conlleva la explotación de la miseria de los indios, en su localidad. Ésta no descansa solamente en las “mentiras” de los comerciantes, sino también en rumores. Por un lado, para abundar en la idea de que el sombrero es algo sumamente corriente y fácil de hacer (con la intención de ocultar su atractivo para el turista), se dice, por ejemplo, que estos sombreros sirven en las plantaciones del norte para “abrigar” a los trabajadores, e incluso que sirven para cubrir los melones. En cuanto a la palma, cuyo costo se justifica por el flete desde Oaxaca, los vendedores argumentan que no se puede producir en la región de la Montaña (aunque tenga características ecológicas similares a las del estado vecino), que de todos modos los indios no sabrían cuidarla, hasta serían capaces de incendiarla (¿se refieren al sistema de *tlacolol* —roza, tumba y quema?).

La intervención de Diconsa en el ámbito de la comercialización apunta justamente a regular el mercado de la palma y de los sombreros. Según el responsable del almacén de Tlapa, en 1996 los sombreros “corrientes” alcanzaban un pago de 96 pesos cuando se trataba de acaparadores y de 102 cuando el comprador era Diconsa. En 1997, estaba previsto hacer subir los precios hasta 120. En Tehuacán, las empresas exportadoras pagan la gruesa entre 125 y 130 pesos, lo que deja efectivamente un margen de beneficio muy débil si pensamos en las tareas y los gastos realizados por los intermediarios, y sobre todo si se comparan los precios de venta por unidad, que pueden alcanzar los 10 dólares. Un proyecto de apoyo a los productores, el cual implica a la Sedesol,²¹ pues Diconsa efectúa la distribución, pretende acabar con el monopolio de los acaparadores, y lograr la distribución directa de la palma y del producto acabado; así se debería incrementar el precio al productor. Sin embargo, el problema de fondo aparentemente es la enorme distribución de Tehuacán, pues en esta operación es donde se obtienen los más altos beneficios y además en este caso no hay queja alguna.

Es claro que los campesinos disponen de muy pocas oportunidades para mejorar su situación económica.

Aparece desde luego una posibilidad distinta. Nos referimos a la producción clandestina de amapola, tan arriesgada como lucrativa. Los pequeños aeropuertos, instalados en la época en que las carreteras no existían, sirven ahora a los narcotraficantes, al parecer, venidos del norte. En efecto, circula un rumor según el cual la migración estacional habría provocado la aparición de una red, e incluso que las primeras semillas de amapola sembradas en la región habrían llegado del estado de Sinaloa. Muchos rumores circulan, pero siempre se habla "de los otros", "de más lejos". No es posible entonces afirmar nada, sólo que esa producción existe realmente, principalmente en la zona de la Cañada, y que provoca cambios económicos aún más rápidos que la migración estacional: de la "nada" surgen camionetas, armas, y el alcoholismo se incrementa, lo que genera violencia. Sin contar con las incursiones de los judiciales en los pueblos, quienes, con el pretexto de luchar contra la guerrilla, esconden una única meta: el cobro de una cuota; para ello usan todos los medios de persuasión de que disponen. Entonces, quedarse; pero ¿a qué precio?

Conclusión

En este artículo, se intentó estudiar la problemática del desarrollo regional, analizando, por un lado la dinámica de desarrollo de la región Montaña (es ésta una de las más pobres del país), con su potencial, sus propuestas y sus contradicciones, sus ejes de comunicación aparentemente concentradores pero que aparecen en realidad como expulsores, y, por otro lado, las dinámicas individuales que nos llevan a descubrir diferentes estrategias de sobrevivencia de las distintas poblaciones de la Montaña.

El estudio estuvo enfocado hacia dos tipos principales de actividades, uno vinculado al proceso migratorio y los cambios sociales que el último acarrea, y el otro, al contrario, que subraya la tradición rural de diversificar las actividades con tareas realizadas en la propia casa. Sin embargo, en ambos casos se llega a la conclusión de que los trabajadores continúan siendo explotados mediante mecanismos que descansan en la organización familiar del trabajo.

En el examen de las dinámicas sociales y de desarrollo de la región de la Montaña, se observa que la percepción del espacio está cambiando: el espacio urbano se ubicaría en el centro de las luchas por el poder. En forma más general, el artículo llega a demostrar que los campesinos son los actores de una nueva ruralidad inseparable del espacio socio-geográfico urbano. De hecho, se observa una aceptación hacia las innovaciones, pero al mismo tiempo, la comunidad de origen queda preservada como punto de anclaje. Así, los valores étnicos y socio-culturales permanecen, siguen vigentes, ahora enriquecidos por los nuevos aportes apoyados tanto por la escuela bilingüe como por la migración. Mientras el ingreso de los campesinos en la modernidad se genera por medio de vías tortuosas, una nueva ruralidad está en marcha. Pero no debe engañarnos: si bien las estrategias de reproducción de las familias campesinas se diversifican y ocupan un espacio más amplio, se ubican siempre en una perspectiva de sobrevivencia y en un marco de violencia que no debe dejar de preocuparnos.

En el ambiente de incertidumbre que anima este fin de siglo, en un contexto de globalización que nos induce a "tomar en serio al sur", según las propias palabras de Martine Dauzier (1997), es sin duda alguna importante, en relación con México, producir estudios de casos que muestren las actuales dinámicas, a nivel micro. Se espera que este texto contribuya a conocer lo que viven, sienten, esperan y hacen los sujetos sociales, que muchas veces se desatiende por describir tendencias globales. *

Notas

- 1 Las colonias son barrios recientes formados espontáneamente por grupos de migrantes; su nombre evoca la colonización de zonas periféricas del centro urbano.
- 2 En la definición de la pobreza, es preciso introducir una noción de subjetividad a los indicadores socioeconómicos, que, desde hace poco, contemplan criterios cualitativos para determinar niveles que fijan arbitrariamente las necesidades familiares. No se determina el nivel de pobreza sólo por el poder adquisitivo, sino por el acceso a una serie de bienes y servicios que, objetiva y subjetivamente, pueden llegar a mejorar el nivel de vida.

- 3 En 1940, el censo de población registraba seis haciendas y 10 ranchos en el municipio de Tlapa; en 1950, no quedaba más que una hacienda, efecto probable de la reforma agraria. El mismo año, Tlapa anexó totalmente el municipio de Tenango Tepeji con seis localidades. En superficie, el municipio pasó de 25 995 ha en 1940 a 105 400 ha en 1960 (Pérez Hernández y Toledo s.f.).
- 4 INEGI, *Censo nacional, 1990*. INEGI, *Conteo 1995*. En esta última fecha, el municipio alcanza 50 040 habitantes.
- 5 El Jale es un río de avenida que baja de la Montaña hacia el río Tlapaneco que bordea la ciudad de Tlapa. En el cauce seco del Jale se reúne la gente pobre de la montaña: allí llegan los camiones; allí duermen esperándolos, entre basura y animales; allí venden frutas, verduras, artesanías, etc. los que no pueden pagar un lugar en el mercado; y allí llega también cualquier tipo de mercancías importadas o de contrabando.
- 6 No abundaremos en esto, que está descrito en el artículo de Flores y Canabal, en este mismo número.
- 7 El comité reúne a los diferentes representantes del municipio (cabecera y comisarias) y está presidido por el presidente municipal. Igualmente pueden participar todas las personas cuya función esté directamente interesada: promotores de salud, educadores, promotores de agricultura, etcétera.
- 8 Creado en octubre de 1996 como un proyecto piloto, el CRM tiene la vocación de una gestión descentralizada del desarrollo. Participan los presidentes de los municipios de la región, las diversas dependencias gubernamentales (SEDESOL, SAGAR, PROSCAI, INI, etc.), pero también organismos no gubernamentales y profesores, con una vocación apolítica. Su presidente, que también preside la CIOAC, advierte que, si la gente no interviene, este Consejo corre un riesgo de burocratización.
- 9 A manera de ejemplo, vemos que la SSS Cerro de las Estrellas presentó al BID un amplio proyecto que contempla diferentes aspectos de producción, en el marco del programa "Facilidad de financiamiento de pequeños proyectos y cooperación técnica para grupos marginados en el sureste de México", con un monto de 549 491 dólares.
- 10 La agencia del banco Bital en Tlapa estimaba en 30 000 el monto de dólares cambiados cada día en octubre de 1997. Seguramente el tráfico de amapola complementa generosamente las transferencias de ahorros de los migrantes en Estados Unidos.
- 11 El papel del centro de Derechos Humanos Tlachinollan AC es innegable para la toma de conciencia de una ciudadanía: talleres sobre temas como los derechos de las personas o las elecciones cuestionaron el derecho consuetudinario y denunciaron los abusos de algunas autoridades.
- 12 Véase el artículo de Flores y Canabal, en este número.
- 13 La Fiesta de los Muertos es el primero de noviembre, pero se "reciben" las ánimas de los difuntos de muertes violentas el 28 de octubre y las de los niños, el 31.
- 14 En el contexto del México rural, las migraciones comprenden a mucha gente: si se considera que la población rural alcanza cerca de 25 millones de personas, 7 millones son jornaleros agrícolas (aunque algunos tengan tierras). En la actual ideología neoliberal, el funcionalismo predomina: el Procede puede volverse un instrumento que permitiría acabar con la pequeña propiedad y transformar así a los campesinos en jornaleros (Diego 1998).
- 15 Sin embargo, se debe subrayar que, en una misma familia, varios destinos son posibles y diferentes miembros también (por ejemplo, hombres a Morelos, mujeres a Mexico, luego toda la familia al norte o a Estados Unidos). También es frecuente que los migrantes hacia el norte (sobre todo si se trata de hombres solos o de parejas sin hijos) sigan un recorrido de Jalisco a Sinaloa y luego a Baja California, que tarda en realizarse unos 10 u 11 meses del año.
- 16 Sólo una está reconocida actualmente; reúne a 140 alumnos, en la colonia Unidos por Guerrero.
- 17 Programa nacional de jornaleros agrícolas (Pronjag), Tlapa, datos de 1996. Para el conjunto del estado, el Pronjag de Culiacán daba un total de 23 232 migrantes. Para la campaña agrícola 1996-1997, el número de migrantes de la Montaña disminuyó en 5 684, seguramente por problemas climáticos los cuales mermaron considerablemente la producción en Sinaloa. En conjunto, nada garantiza que estas cifras sean fiables y sobre todo que comprendan a los más pequeños. En efecto, sólo los trabajadores están inscritos para llenar el autobús que les lleva directamente al campo de su dueño, o sea, 43 asientos.
- 18 Vale la pena recalcar que a nivel general, el empleo de obrero agrícola se ha vuelto especializado y que los migrantes vuelven año tras año al mismo empleo, a trabajar en el mismo producto (Barrón 1997).
- 19 Sobre los motivos de la migración de poblaciones mixtecas de Oaxaca, véase Méndez y Mercado 1985.
- 20 A propósito de fertilizantes, es útil subrayar que éstos han sido utilizados a menudo en campañas políticas de tipo clientelista. Así no es nada sorprendente que hoy se observe un mal uso, debido al empleo de un sólo tipo de fertilizante dosificado únicamente según la "generosidad" del donante; esta situación ha provocado la pérdida de productividad de los suelos.
- 21 En 1996, se trataba de un financiamiento de sólo 50 000 pesos. En septiembre de 1997, el CRM proponía un financiamiento de 450 000 pesos, lo que otorgaría un capital de trabajo de 10 000 pesos para las grandes comunidades y de 5 000 para las pequeñas; entonces la palma se proporcionaría gratuitamente a los productores.

Referencias bibliográficas

- Barron, Antonieta 1997 - Migraciones entre los mercados de trabajo de cultivos intensivos en fuerza de trabajo. Un estudio comparativo. *Congreso de LASA*. Guadalajara.
- Bartra, Armando 1996a - *Guerrero bronco: campesinos, ciudadanos y guerrilleros en la Costa Grande*. Sinifiltro, México, 196 p.
- 1996b - *Federalismo y democracia: el papel de los municipios en el desarrollo social*. Instituto Maya, México, 35 p.
- Dauzier, Martine 1997 - Mexique: prendre le Sud au sérieux. *Problèmes d'Amérique latine* 27: 81-95, oct.-dic.
- Dehouve, Danièle 1990 - *Quand les banquiers étaient des saints. 450 ans de l'histoire économique et sociale d'une province indienne du Mexique*. CNRS, Paris, 367 p.
- Diego, Roberto 1998 - La politique agricole mexicaine: de la subordination interventionniste à l'abandon néo-libéral. En (Marguerite Bey coord.) *Politiques néo-libérales et acteurs ruraux au Mexique* L'Harmattan, Paris, 272 p.

Estrada Castañón, Alba Teresa 1994 - *Guerrero: sociedad, economía, política y cultura*. (CIIH) UNAM, México, 166 p.
 Faret, Laurent, en prensa - *L'espace des Mexicains aux États-Unis. Formes et dynamique d'un champ migratoire transnational*. CEMCA, México.
 INEGI 1990 - Guerrero: perfil sociodemográfico. *XI Censo general de población y vivienda*. 1995, Guerrero: resultados definitivos. *Conteo, tabulados básicos*.
 Martínez Rescalvo, Mario y Jorge Obregón Téllez 1991 - *La Montaña de Guerrero: economía, historia y sociedad*. INI e UAG, Chilpancingo, 412 p.
 Méndez y Mercado, Leticia Irene 1985 - Migración: decisión involuntaria. *Serie Anthropological Social Collection* 72. INI, México, 269 p.

Pérez Hernandez y Toledo s.f. - Análisis espacial de los aspectos demográficos. En *Coloquio Espacio, cultura y sociedad en Guerrero, México*.
 Pérez, K., L. I. Mercado *et al.* s.f. - Análisis espacial de los aspectos demográficos. En *Coloquio Espacio, cultura y sociedad en Guerrero, México*.
 Posadas Segura, Florencio 1985 - *El proletariado agrícola en el estado de Sinaloa*. Universidad Autónoma de Sinaloa, Culiacán, 120 p.
 Ráada, Barnen 1992 - *Organización de la mujer y el niño indígena en Acapulco*. Educadores populares bilingües. INI, 82 p.
 Urrea Urrea, E. 1995 - Efectos ecológicos de la producción hortícola de Sinaloa: 1991. *Revista Ciencia y Universidad* 4-5: 49-68, abril.

*El cuerpo humano
y su tratamiento
mortuorio*



Elsa Malvido
Grégory Pereira
Vera Tiesler
coordinadores

COLECCIÓN CENTRICA

**El cuerpo humano y su tratamiento
mortuorio**

Elsa MALVIDO, Grégory PEREIRA
y Vera TIESLER Coordinadores

La presente obra integra alguno de los trabajos presentados en el Primer Simposio internacional "El cuerpo humano y su tratamiento mortuorio". Entre los objetivos estaba el reunir especialistas de diversas disciplinas que estudiaran el tema: arqueólogos, etnólogos, antropólogos sociales, antropólogos físicos, historiadores y médicos, quienes intercambiaron experiencias y divulgaron sus avances técnicos y metodológicos.

P O N E N T E S

Alfredo LOPÉZ AUSTIN
Mercedes de la GARZA
Elsa MALVIDO
César Abilio VERGARA F.
Jesús LUY QUIJADA
Vera TIESLER BLOS
Henri DUDAY
Grégory PEREIRA
Linda MANZANILLA
Sergio LÓPEZ ALONSO

Carlos SERRANO SÁNCHEZ
Ma. del ROSARIO ACOSTA
Gabriela URUÑUELA y L. de G.
Carmen María PLJOAN A.
Josefina MANSILLA L.
Maura RAMÍREZ GONZÁLEZ
Juan Alberto ROMÁN BARRELLEZA
Martha Carolina RODRÍGUEZ GARCÍA
Christy G. TURNER II
Jacqueline A. TURNER II

Instituto Nacional de Antropología e Historia
Centro Francés de Estudios Mexicanos y Centroamericanos

Armando Bartra

*Guerrero Bronco:
Campesinos, ciudadanos y
guerrilleros en la Costa
Grande*

Ediciones Sinfiltro

México

1996

196 pág.

El estado de Guerrero se caracteriza como un espacio en cuya diversidad se repite la repartición desigual de las riquezas, aumentada con la polarización étnica entre indios y mestizos. También se puede calificar como un estado dominado por el caciquismo y el caudillismo. Sin embargo ha sido muy poco estudiado, a pesar del gran interés que presenta tanto para el conocimiento de las relaciones sociales como de la organización política y su evolución hasta nuestros días. Armando Bartra demuestra, por si fuera necesario, lo que está en juego en la contienda por el poder a través de la forma como se organizan las fuerzas sociales, ya sea a nivel económico, social o político. Pero sobre todo nos ofrece un análisis histórico que nos ayuda a entender los fenómenos actuales. El autor utiliza la periodización

histórica, a veces con datos periodísticos muy precisos, para mostrar el entrecruzamiento entre la política, sus efectos directos sobre el agro y las consecuencias de ambos en las estructuras de poder, especialmente en la región de la Costa Grande de Guerrero.

A un año de la masacre de campesinos en Aguas Blancas, pueblo de la Costa Grande, aparece el Ejército Popular Revolucionario (EPR), repitiendo los motivos de los levantamientos armados costeños: van a conquistar la "justicia, libertad y democracia", con la fuerza de las armas. Al mismo tiempo se publica el ensayo de Armando Bartra autor que intenta desentrañar estos acontecimientos violentos a la luz de la historia: "La recuperación del pasado no sólo persigue fines analíticos; refrescar la memoria histórica es también indispensable para reorientar la práctica y definir los proyectos de las fuerzas político-sociales actuantes en la región." (p. 10).

El autor remonta su análisis histórico a las luchas por la independencia nacional, cuando aparecen los primeros caudillos regionales. El siglo XIX está marcado con los Álvarez, Galeana, Guerrero, Bravo... Estas luchas generaron el estado de Guerrero, en 1849, estado que toma el apellido de uno de ellos... De los líderes de la Revolución finalmente no quedará nadie, fusilados como Julián Blanco, asesinados como Silvestre Mariscal o Jesús H. Salgado...; así las cosas, esta situación favoreció el retorno de la familia Figueroa. En estos años agitados de las primeras décadas del siglo, entre la elección del primer gobernador constitucional del estado (en 1921) y el fracasado golpe de estado delahuertista, se fomentan "aires de reforma", mis-

mos que al llegar a la Costa Grande, propiciarán el socialismo sureño.

Parte del valor de este trabajo descansa sobre la relación entre las políticas agraristas y sus resultados en la región de la Costa Grande. Detallando los intereses de cada categoría social, sin olvidar a los caciques locales, llegamos a los años cincuenta con nuevos actores en el escenario político y un movimiento social en la costa a raíz de las crisis de la copra; los campesinos se levantan para luchar por el control de los factores económicos de la región. De allí nacen las primeras organizaciones gremiales, al margen de las estructuras corporativas como la Confederación Nacional Campesina (CNC) y el Partido Revolucionario Institucional (PRI). Sin embargo la política corporativa intenta recuperar el movimiento, y la línea autogestionaria está ratificada por el Congreso. El gremio coprero, Unión Regional de Productores de Copra (URPC), cobra cada día más poder; desestabiliza tanto a los caciques locales como a los partidos políticos de izquierda. Unos ganan y otros caen en una lucha despiadada por el poder. Hasta principios de los sesenta, la Unión Mercantil, organizada en torno a la comercialización de la copra, va cobrando auge en el ámbito económico; la propia autonomía de la Unión desplaza a la vez a la directiva de la URPC y a los caciques regionales (usureros y acaparadores).

Si bien la costa es coprera, la sierra de Atoyac es cafetalera; en torno a esta última se forjaron las grandes fortunas de la región. Los productores de café se organizan, en los años cincuenta, en una asociación comercial local. Ésta cobra auge al final de la década y se extiende a escala regional.

En este periodo "... se configurarían renovados grupos de poder, con estructuras de control económico y político ajustadas a las cambiantes circunstancias". (p. 106). A los proyectos de organización económica en forma social (caso de la copra) y privada (caso del café), se viene sumando la apropiación privada mediante concesiones forestales, en terrenos ejidales o comunales.

Las manifestaciones antiaburristas de 1960 desembocan en una reacción armada del ejército: este hecho da cabida a una ampliación del movimiento, y su estructuración, al paso de los acontecimientos nacionales e internacionales. Mientras tanto, el PRI sigue imponiendo sus candidatos a gobernadores apoyándose en el fraude, el ejército y la policía, según este autor. Poco a poco, la lucha popular se organiza en torno a figuras como Genaro Vázquez y Lucio Cabañas. La región deja de votar para pasar a una oposición armada, con posiciones foquistas. La

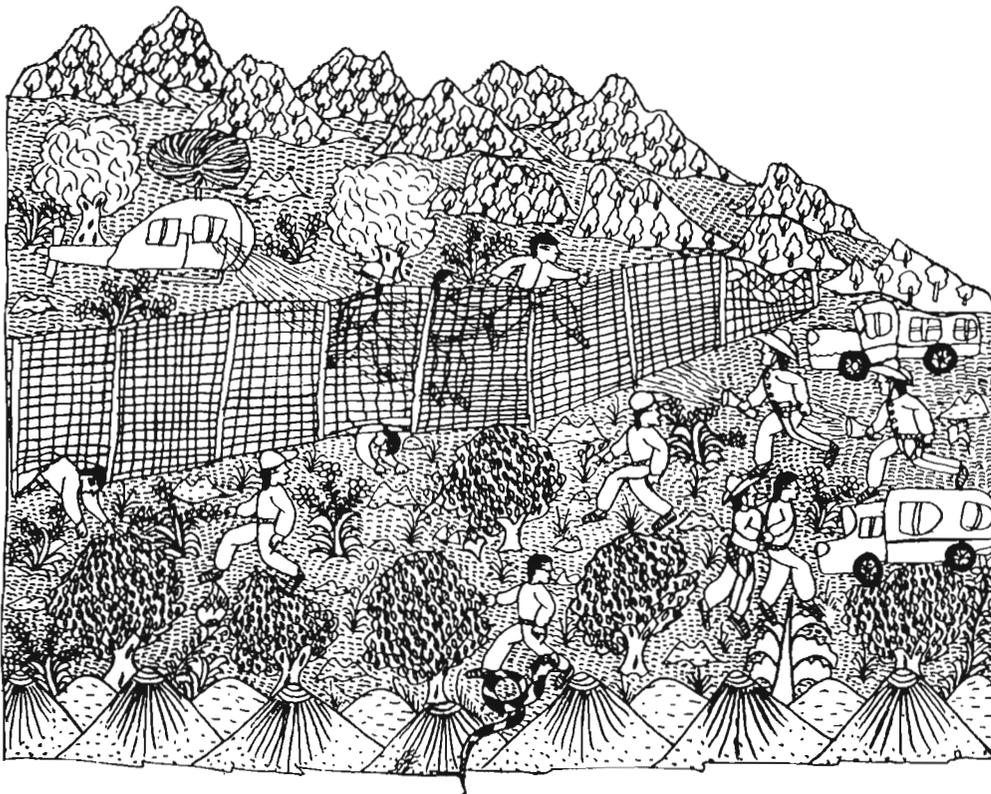
guerrilla da lugar a un reordenamiento tanto económico como político en la región. En 1972 se da a conocer el Plan de Desarrollo Integral del Estado de Guerrero. Aparte de entregas personales, se lanzan programas de construcción de infraestructuras (caminos, riego, electrificación, escuelas, centros de salud, etc.), y se busca una relación directa entre el Estado y los campesinos. Pero las relaciones económicas han regresado a lo que eran antes y el poder de Rubén Figueroa en los años setenta ilustra el retorno de los grandes caciques.

Como dice el autor, el panorama político sigue sin cambios mayores: con Ruiz Massieu, "todo a través del PRI" significa "todo a través de los caciques". El "descreimiento en el sufragio" ubica a Guerrero entre los estados con mayor voto priista; pero los atoyaquenses son cardenistas. El final de la década de los ochenta la zona conoce una gran agitación política. En 1989 gana el PRD

(Partido Revolucionario Democrático), en una contienda en la que el PRI no quiere ceder. La lucha es fuerte para lograr que los comicios sean justos y transparentes. Pero esto no es lo acostumbrado para las generaciones que vivieron bajo el partido de Estado: "El poder se pelea, se arrebatata, se construye y hasta se negocia, pero no se gana en las urnas", (p. 189). Lo demuestran los asesinatos que siguen produciéndose en la entidad, hasta ahora.

Terminaremos esta reseña con las palabras de Armando Bartra, lúcido y visionario: "¿Tiene caso seguir contando una historia que se muerde la cola?". Tal vez no lo tiene seguir dando vueltas; pero sí es preciso contarla para sacar conclusiones. Desde luego, agradecemos que el autor lo haya hecho, apoyándose en un análisis tan rico y profundo. *

Marguerite Bey



Danièle Dehouve

*Hacia una historia del
espacio en la Montaña de
Guerrero*

Centro Francés de Estudios
Mexicanos y Centroamericanos

Centro de Investigaciones y Estudios
Superiores en Antropología Social

México

1995

*P*ara la Mixteca nahua tlapaneca, región interétnica también conocida como Montaña de Guerrero, se ha producido poca investigación antropológica, a diferencia de otras regiones indígenas del país.¹ Después de *Bei den Azteken, Mixteken und Tlapaneken der Sierra Madre del Sur von México*, la pionera obra de Leonhard Schultze Jena, publicada en 1938, Maurilio Muñoz produjo —en 1963— otra obra general, pendiente de actualiza-

ción: *Mixteca nahua tlapaneca*. De la escasa producción posterior, destaca la obra de Danièle Dehouve, quien ha redactado varias obras de tipo histórico general sobre la región —inclusive sobre todo el estado de Guerrero—, además de múltiples trabajos sobre temas más particulares. Sus iniciales etapas en campo condujeron al descubrimiento de los *Lienzos de Chiepetlán*, que serían posteriormente estudiados por el investigador mexicano Joaquín Galarza. Después de este primer acercamiento a los documentos pictográficos, Danièle realizó (en 1985) una descripción y análisis de un códice, los *Lienzos de Malinaltepec*, compuesto de dos documentos. Ahora, en su última obra, *Hacia una historia del espacio en la Montaña de Guerrero*, Dehouve retoma la senda de los códices y plantea la necesidad de reconstruir la historia de la región a partir de la visión indígena, visión que se encuentra —pre eminentemente— en los documentos pictográficos.

El interés de la investigadora por recuperar algunos planteamientos previos e insertarlos en una propuesta global sobre la cultura e historia regional a partir del tratamiento de algunos códices y documentos se debe, como expresamente lo ha declarado, al creciente interés e investigaciones que sobre los documentos pictográficos de la región se han producido en la última década, además de que el quehacer histórico no se habría ocupado de la versión de los indígenas, registrada sobre todo en dichos documen-

tos. La historia de los indígenas, así plasmada, sería una historia del espacio: “Reconstruir esa historia es dar cuenta de la evolución general del espacio social indígena.” (p. 21).

La obra se compone de dos partes:

- Una primera parte descriptiva y analítica intitulada “Documentos de migración y fundación en caracteres latinos”, a la cual se anexa un acervo documental.
- Una segunda parte donde se elabora la descripción y análisis de documentos pictográficos, sobre todo aquellos que han sido reportados por la investigadora.

El planteamiento central de la primera parte del libro es encontrar la estructura de los procesos migratorios que, desde el altiplano y el valle de Toluca produjeron —cuando la consolidación de la Triple Alianza— la creación de los enclaves nahuas en la región de la Montaña. Dehouve consigna que hay una “tradicción chica” de migración a la región y que dicha tradición sirve, además de proceso histórico, como fundamento mítico-histórico que legitimó la existencia y fundación de los pueblos nahuas, al igual que en el altiplano (recuérdese la referencia a lo contenido en la *Tira de Boturini* como fundamento del origen de los mexica). La autora descubre una serie de elementos comunes en la narración de los procesos migratorios, tales como el consignar los motivos del proceso, los nombres de los migrantes, las diversas etapas de la migración (dependientes del ciclo agrícola), la duración de la migración, las rutas y el protocolo a que se apegaron los grupos migrantes al llegar a tierras extrañas, así

1 De Chiapas, por ejemplo, sólo el proyecto Harvard produjo durante sus veinte años de producción bibliográfica, 27 monografías, 100 artículos y 21 disertaciones doctorales, para las comunidades de Zinacantán y Chamula, así como un vasto fichero. Cynthia Hewitt de Alcántara, *Imágenes del campo. La interpretación antropológica del México rural*, 1988, El Colegio de México, México

como el nombre de los señores que otorgaron las tierras. Como corolario al proceso, se plantea que en los documentos se describe la conformación del nuevo poblado a través del establecimiento de sus colindancias y linderos.

Para esta tesis central, la autora se apoya en la información contenida en cinco documentos, todos reportados por ella y, algunos, publicados previamente. Se trata de los relatos de un proceso acaecido hace un par de siglos, es decir, más que relatos directos, son relatos "que reflejan de uno a dos siglos de memoria." (p. 65). En este análisis es muy importante el esclarecimiento de las características lingüísticas de los documentos; con él, la autora demuestra un profundo conocimiento del náhuatl clásico plasmado en ellos.

Otro innegable mérito que habría que consignar respecto a la primera parte, es que Dehouve presenta un par de fotos del documento pictográfico intitulado *Tira de Xalatzala*. Hacia principios de los setenta, Danièle que había estado realizando su investigación en Xalpatláhuac, conoció

la existencia de una relación donde se narraba un proceso migratorio origen de la fundación de la comunidad de Xalatzala. Acompañaba al texto un código en dos fragmentos que, según nuestras indagaciones directas, se encuentra hoy desaparecido. Por tanto, las imágenes que nos ofrece la autora son el único testimonio que se conserva de él, y de ahí, su inestimable valor documental.

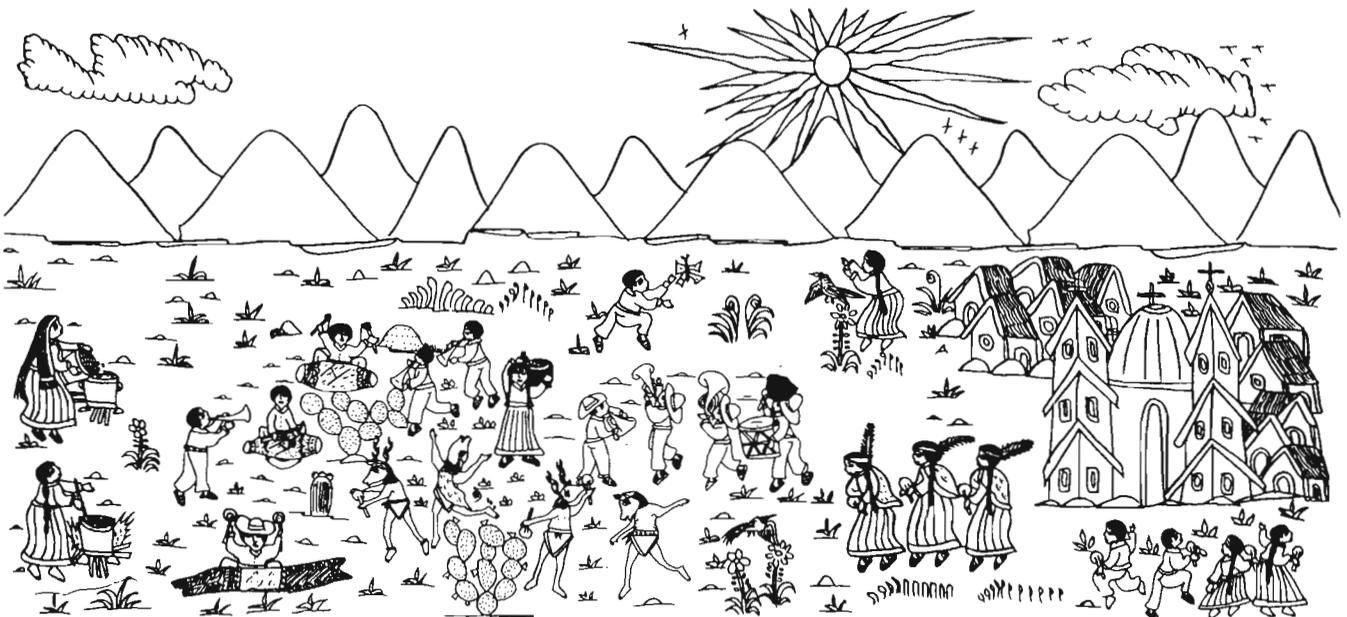
Casi para finalizar su análisis de los documentos pictográficos, Dehouve planea abiertas reservas a lo contenido en el *Lienzo de Petlacala*, documento que es una copia elaborada en 1953 a partir de un original que se quemó y cuyos fragmentos aún se conservan en la comunidad. Sin embargo, la confrontación de la estructura de los procesos migratorios contenida en los otros documentos objeto de su estudio permitiría confirmar que lo contenido en ese lienzo se apega a la estructura general. Luego entonces, las reservas de la autora —por lo demás, entendibles por su reconocido rigor académico— podrían ser sopesadas a la luz de

lo afirmado. Con todo, una de las vetas de investigación por cubrir en el itinerario trazado por Dehouve es un análisis más exhaustivo de la iconografía de los códigos por ella reportados, esto es, sigue quedando pendiente una "lectura" más profunda de su simbología.

En la segunda parte, la autora continúa el tratamiento que dio a los documentos escritos en caracteres latinos, sólo que dedicándose a lo prescrito en los documentos pictográficos. De ahí, destaca la traducción de un texto publicado antes, donde se dieron a conocer los *Lienzos de Malinaltepec*, así como el reporte y análisis de algunos documentos inéditos.

Finalmente y a manera de conclusión, sólo queda destacar el gran aporte de Dehouve para el tratamiento de esa visión indígena de la conformación del espacio social dentro de la historia regional de la Mixteca nahua tlapaneca. *

Samuel Villela



Guilhem Olivier

*Moqueries et
métamorphoses d'un dieu
aztèque. Tezcatlipoca, le
"Seigneur au Miroir
Fumant"*

Institut d'Ethnologie
Paris
1997

Rien n'est plus malaisé que de cerner la figure d'un dieu préhispanique et Tezcatlipoca, loin d'échapper à la règle, en est l'exemple même tant ses métamorphoses sont nombreuses. Si certains auteurs ne tiennent pas pour de véritables dieux les *numen* des religions mésoaméricaines du fait de l'instabilité de leur identité, Guilhem Olivier, en désamorçant un à un les différents pièges que ce dieu particulièrement moqueur tend au chercheur, ne renonce pas à l'analyse.

Alors que les sources anciennes présentent souvent la figure de Tezcatlipoca comme le dieu principal des Mexicas, cette divinité n'avait pas fait jusque-là l'objet d'une étude approfondie. Guilhem Olivier s'emploie donc à combler un vide: son travail est organisé de façon classique, l'auteur s'efforçant de définir progressivement l'identité de la divinité à partir d'un balayage systématique des différents types de sources disponibles et de

l'examen des dossiers classés dans un ordre de complexité croissante. Organisé en sept chapitres, l'ouvrage aborde successivement les questions de la dénomination de Tezcatlipoca dans les sources anciennes, de ses représentations iconographiques, des origines historiques de son culte, du rôle que les mythes lui attribuent et des formes rituelles de son culte. Pour finir l'auteur présente une analyse convaincante des deux signes distinctifs qui lui sont le plus constamment attribués: son pied arraché et son miroir fumant.

Ne cachons pas la difficulté de l'entreprise, toutes les sources disponibles posant de redoutables difficultés d'interprétations. Les meilleurs spécialistes de la langue nahuatl disputent encore de la véritable traduction du nom le plus connu du dieu. Faut-il traduire Tezcatlipoca par "Miroir qui Fume", "Miroir Brûlant", "Miroir Brillant", "Miroir Noir qui Fume" ou "Son Miroir Fume"? Comme le soulignent clairement les belles analyses comparatives de l'auteur, une iconographie complexe montre le dieu sous des aspects fort changeants qui le font parfois se confondre avec d'autres divinités du panthéon mexicain. Quant aux mythes mettant en scène Tezcatlipoca, nous n'en possédons souvent que des fragments alors que les auteurs du XVI^e siècle donnent des rituels qui lui étaient associés des descriptions parfois difficiles à concilier. En effet, il est aisé de se forger une image de Tezcatlipoca à partir de quelques informateurs et de négliger ceux dont les descriptions ne cadrent pas avec l'interprétation hâtivement construite. Ainsi, par exemple, a-t-on pu tour à tour associer Tezcatlipoca aux astres les plus variés: le Soleil, la Lune, la Grande Ourse ou Vénus! En la matière,

il n'est point de salut en dehors de la plus grande exigence en matière d'érudition. C'est ce que l'auteur a compris et l'on est impressionné par la quantité de références linguistiques, archéologiques, iconographiques, textuelles et ethnographiques qu'il peut mobiliser au cours d'une même démonstration.

Guilhem Olivier opte en effet pour le comparatisme le plus large, acceptant l'idée chère à López Austin, mais contestée, qu'il existe une religion commune à la Mésoamérique dont les différentes formulations ethniques et culturelles ne seraient que des variantes. Avouons pour notre part, et sans entrer dans le débat, que la thèse nous semble séduisante et surtout, qu'elle est extraordinairement productive.

L'analyse, toujours serrée, permet de préciser par touches successives un portrait dont la complexité apparaît d'emblée: les épithètes et les figurations de Tezcatlipoca fournissent en effet un lot d'images apparemment contradictoires de la divinité, le "Seigneur au Miroir Fumant" apparaissant tour à tour dans les sources comme un dieu moqueur qui s'amuse à tromper les hommes, comme le maître du vent nocturne qui sème la catastrophe et la maladie ou comme le jeune homme dont les macérations permettent la création de l'humanité. De cet apparent chaos, Guilhem Olivier dégage une première logique: Tezcatlipoca est le dieu moqueur qui fixe les destins, élève les gloires, abat les fortunes, fait tourner le monde comme le vent change l'aspect des paysages, détruit par la guerre pour laisser libre cours à l'amour créateur.

L'analyse iconographique de ses représentations pictographiques et plastiques ainsi que celle

des descriptions anciennes qui nous en sont parvenues apportent également son lot d'enseignements. Pas toujours aisées à identifier, les images de Tezcatlipoca sont peu nombreuses: elles existent cependant, contrairement à ce qui a parfois été écrit (notamment par Nigel Davies), même si, dans de nombreux cas, il est difficile de différencier le dieu proprement dit du prêtre —ou de la victime sacrificielle—, vêtu de ses emblèmes. Le paquet cérémoniel de Tezcatlipoca est une autre de ses représentations: on ne saurait la négliger car elle joua incontestablement un rôle très important dans la relation qui unissait les hommes au dieu, notamment lors des rites d'intronisation des souverains mexicains. A partir des descriptions anciennes, celles de Pomar et de Las Casas ainsi que d'étonnantes découvertes archéologiques, l'auteur parvient à serrer au plus près l'essence de la divinité: dans ses paquets sacrés ou *tlaquimilolli*, Tezcatlipoca se réduit à quelques draps décorés enveloppant un fémur ou un miroir d'obsidienne associé, le cas échéant, à une poignée de pierres précieuses.

Délaissant provisoirement les difficultés que soulève l'interprétation de ces paquets sacrés, Guilhem Olivier s'efforce de dater l'apparition de cette divinité. Le constat est clair: il n'existe aucun indice archéologique de son existence avant le Post-classique et Tezcatlipoca naquit, à ce qu'il semble, autour de l'an mille. Toutefois, il lui apparaît que cette divinité met en œuvre des principes divins qui lui sont bien antérieurs et pourraient remonter aux Olmèques. Tezcatlipoca entretient en effet de très nombreux liens avec le jaguar, sous la forme de Tezcatlipoca-Tepeyollotl et

avec l'obsidienne, en tant que Tezcatlipoca-Iztli. De plus, Tezcatlipoca est parfois représenté sous la forme d'un jaguar (codex *Vaticanus 3773* et *Cospi*) ou bien encore il porte des ornements en peau de jaguar (codex *Borgia*, *Aubin* et *Borbonicus*); par ailleurs Guilhem Olivier recense cinq représentations de Tezcatlipoca sous la forme d'Iztli dans les codex *Borgia*, *Vaticanus 3773*, *Féjerváry-Mayer* et *Laud*. Dans les mythes, qu'ils soient anciens ou contemporains, Tezcatlipoca apparaît sous la forme d'un jaguar pour mettre fin au premier âge ou détruire la cité toltèque et son retour est annoncé pour la fin du dernier soleil. Comme le jaguar, Tezcatlipoca est lunaire et nocturne.

Lié au silex et à l'obsidienne, Tezcatlipoca met aussi en jeu un principe fondamental des croyances mésoaméricaines: il permet la réunion des flux céleste et terrestre en associant l'obsidienne —froide, humide et nocturne— au silex —chaud, aérien et fécondant—; (selon Mendieta, qui cite Olmos, la déesse Citlallicue engendra dans le ciel un couteau de silex qui fut jeté sur la terre et y répandit 1 600 dieux).

Fort de ces conclusions, Guilhem Olivier peut alors proposer une interprétation convaincante du récit de la chute de Tollan, le plus proluxe sur la personnalité de Tezcatlipoca, bien que les analystes aient le plus souvent braqué le projecteur sur le rôle de son adversaire d'alors, Quetzalcoatl. Démontrant sans peine les graves faiblesses de toutes les interprétations historicistes, il considère ce récit comme un véritable mythe qui dit, sur un mode historique, l'histoire récurrente de la fin des soleils. Un à un, il en décode les moments les

plus fantastiques en fonction des épisodes marquants des changements de cycles et voit dans ces récits un prolongement des mythes de création des soleils et une variante de l'exil de Tamoanchan (chapitre 4).

Dans les deux chapitres suivants, l'auteur passe à l'examen du culte rendu au dieu. Son premier objectif est de rassembler les mentions des temples historiquement attestés. La collecte est maigre mais laisse entrevoir l'omniprésence du "Seigneur au Miroir Fumant": une dizaine de temples peut-être à Mexico, un à Texcoco, un autre à Tlatelolco, trois autres enfin à Azcapotzalco, Tlaxcala et Huexotzinco. À cet égard, Guilhem Olivier consacre une longue analyse à un épais dossier, celui des *momoztli*. Omniprésent et susceptible de rendre des visites impromptues aux hommes, Tezcatlipoca était honoré sur de petits autels-sièges destinés à l'accueillir et désignés par le terme de *momoztli* dans les sources anciennes. Mais il n'est pas aisé de préciser lesquels de ces édifices étaient réellement voués à Tezcatlipoca car le champ sémantique de ce terme était probablement très vaste. Une certaine confusion régnait entre les autels-sièges de Tezcatlipoca et les mausolées du "siècle" (ces monuments érigés pour la ligature des années): l'auteur s'emploie à lever les ambiguïtés.

Il rencontre moins de bonheur dans la description du clergé de Tezcatlipoca car les informations fournies par les auteurs du XVI^e siècle se révèlent bien floues et bien générales. Si les prêtres de Tezcatlipoca se noircissaient le corps en l'honneur de leur dieu, il est évident qu'ils n'avaient pas l'exclusivité de cette pratique.

En abordant l'analyse des rites

voués à Tezcatlipoca lors de Toxcatl, sa fête principale, Guilhem Olivier ne se retrouve pas sur un terrain aussi neuf: il se heurte au contraire, d'une certaine manière, à la surabondance des analyses. On trouve sous sa plume une bonne présentation du dossier mais curieusement, rompant avec ce qui jusque-là avait été sa ligne de conduite, il ne se prononce pas sur le sens de ce rituel. Renonçant à toute interprétation globale —qui l'obligerait à se prononcer pour ou contre l'existence du bissexe à l'époque préhispanique—, il préfère préciser deux aspects particuliers: l'origine des victimes sacrificielles et le lien qu'entretient Tezcatlipoca avec la musique. Encore, sur le premier point sa position s'apparente-t-elle quelque peu à une demi-mesure... Plus intéressant et plus original est l'exposé qu'il consacre à la dernière phase de la fête de Toxcatl. Il voit dans les derniers moments de la victime sacrificielle une réactualisation du mythe de la naissance de la musique dont il restitue ici toute la valeur sacrée: les flûtes que brise sur chacune des marches du temple la future victime de Toxcatl rappelleraient l'importance de l'instrument à

vent comme moyen de communication entre les hommes et les divinités.

Le dernier chapitre de l'ouvrage est véritablement son couronnement. Fort des résultats progressivement accumulés au fil des pages précédentes, l'auteur s'attaque aux deux symboles les plus profonds et les plus mystérieux du dieu: son pied arraché et son miroir fumant. Faisant feu de tous bois, il sollicite derechef l'archéologie, les images des codex, les récits anciens et les enseignements de l'ethnographie contemporaine pour déchiffrer ces deux énigmes.

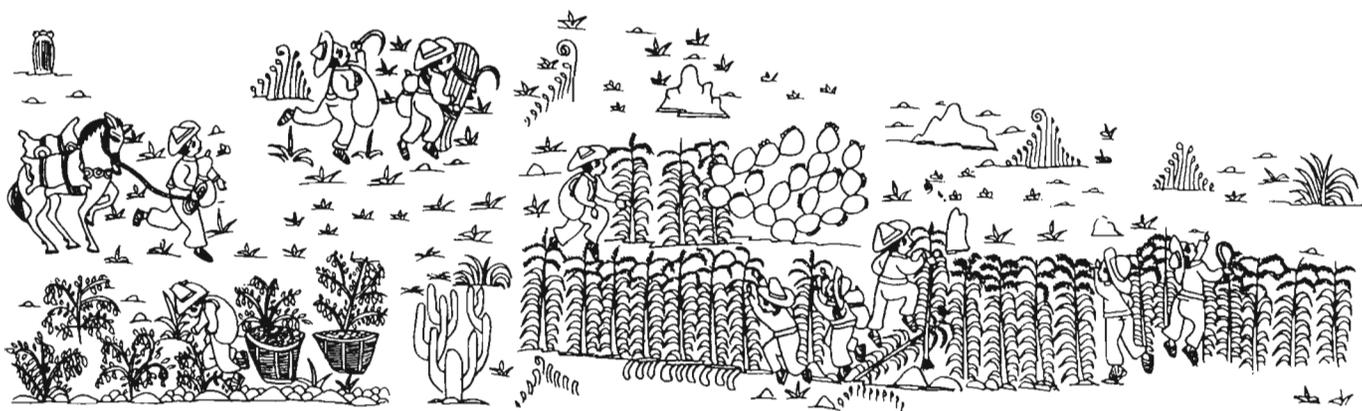
Sans écarter complètement les interprétations astrales, il suggère que l'amputation du dieu pourrait traduire son identification avec le soleil couchant, la lune croissante, la Grande Ourse (dont l'une des étoiles disparaît parfois sous la ligne de l'horizon à la latitude du Mexique) ou Vénus, en tant que Soleil vaincu. Plus personnelle est la relation qu'il établit entre le pied arraché, la souillure et la création du feu: il met à contribution, pour ce faire, les récits mythiques rassemblés au XVI^e siècle et ceux collectés aujourd'hui auprès de différentes populations de Mésomérique.

Quant au miroir, il s'efforce d'en épuiser le sens. Au-delà de l'instrument caractéristique du maître du destin, il voit en lui un point de passage, un instrument de communication entre les hommes et le dieu. A travers le miroir, Tezcatlipoca observe les hommes et les hommes devinent le dieu. À cet égard, le miroir peut devenir le modèle à suivre et, en ce sens, le souverain mexica lui-même peut être identifié au miroir.

Les croyances mésoaméricaines, on le sait, sont foisonnantes de correspondances: ces quelques lignes n'épuisent assurément pas la richesse d'un ouvrage qui s'efforce d'en restituer toute la complexité, au risque parfois de devoir être trop allusif et de paraître ardu à un lecteur trop peu initié.

Précisons toutefois qu'une riche série de planches (malheureusement en noir et blanc), composées par F. Bagot et R. Ávila Villegas, facilite la lecture alors que G. Olivier, toujours soucieux de clarté et de précision, adopte une démarche progressive et rassemble régulièrement, à chaque fin de chapitre, les principaux acquis de ses démonstrations. *

Pierre Ragon



La arqueología en el Cemca

Colección ÉTUDES MÉSOAMÉRICAINES

- ☞ *Archéologie de Los Naranjos (Honduras)*. C. Baudez y P. Becquelin. Serie I-Vol. 2. MAEFM. 1973.
- ☞ *San Antonio Nogalar*. G. Stresser-Péan. Serie I-Vol. 3. MAEFM. 1977.
- ☞ *Archéologie de la péninsule d'Azuero, Panamá*. A. Ichon. Serie II-Vol. 3. MAEFM. 1980.
- ☞ *Toniná, une cité maya du Chiapas (Mexique)*. Serie I-Vol. 6.
Becquelin y Baudez. Tomo 1. MAEFM. 1979.
Becquelin y Taladoire. Tomo 4. MAEFM. 1992.
- ☞ *Archéologie de l'habitat en Alta Verapaz (Guatemala)*. M.-C. Arnaud. Serie I-Vol. 10. Cemca. 1984.
- ☞ *Les Chichimèques du San Luis Potosí (Mexique)*. F. Rodriguez. Serie I-Vol. 12. Cemca. 1985.
- ☞ *Ethnopréhistoire de la maison maya (Guatemala 1250-1525)*. M.-F. Fauvet-Berthelot. Serie I-Vol. 13. Cemca. 1986.
- ☞ *Paléopaysages et archéologie pré-urbaine du Bassin de Mexico*. C. Niederberger. Serie I-Vol. 11. Tomos 1 y 2. Cemca. 1987.
- ☞ *Enquêtes sur l'Amérique Moyenne. Mélanges offerts à Guy Stresser-Péan*. D. Michelet (coord.). Serie I-Vol. 16. Coedición Cemca, INAH, CNCA. 1989.

Colección CUADERNOS DE ESTUDIOS MICHOACANOS

- ☞ *El Proyecto Michoacán. Medio ambiente e introducción a los trabajos arqueológicos*. D. Michelet (coord.). Cuaderno 4. Cemca. 1992.
- ☞ *Arqueología de las Lomas en la cuenca lacustre de Zacapu, Michoacán, México*. C. Arnaud et al. Cuaderno 5. Cemca. 1993.
- ☞ *8000 Años de la cuenca de Zacapu. Evolución de los paisajes y primeros desmontes*. P. Pétrequin (coord.). Cuaderno 6. Cemca. 1994.
- ☞ *Entre Zacapu y Río Lerma. Culturas en una zona fronteriza*. B. Faugère-Kalfon. Cuaderno 7. Cemca. 1996.
- ☞ *Las representaciones rupestres del Centro-Norte de Michoacán*. B. Faugère-Kalfon. Cuaderno 8. Cemca. 1997.

Colección CUADERNOS GUATEMALTECOS

☞ *Arqueología de la cuevas del Norte de Alta Verapaz*. P. Carot. Cemca. 1989.

Otros (ARQUEOLOGÍA)

- ☞ *Papagayo, un hameau précolombien du Costa Rica*. C. Baudez. Coedición Cemca y ERC. 1992.
- ☞ *Normas para la descripción de vasijas cerámicas*. H. Balfet, M.-F. Fauvet-Berthelot y S. Monzón. Cemca. 1992.
- ☞ *Investigaciones arqueológicas en el delta del Diquis (Costa Rica)*. C. Baudez et al. Coedición Cemca y DRCSTE. 1993.
- ☞ *Evolución de la cerámica de Copán, Honduras*. R. Viel. Coedición Cemca e Instituto Hondureño de Antropología e Historia. 1993.
- ☞ *Río Verde, San Luis Potosí*. D. Michelet. Coedición Cemca, Instituto de Cultura de San Luis Potosí y Lascasiana. 1996.
- ☞ *Las cuencas del Occidente de México (época prehispánica)*. E. Williams y P.C. Weigand (eds.). Coedición Cemca, El Colegio de Michoacán y ORSTOM. 1996.

La antropología y la etnología en el Cemca

- ☞ *Les enfants de la mort*. A. Chapman. Colección Études Mésoaméricaines. Serie I-Vol. 4. MAEFM. 1978.
- ☞ *Ocumicho y Patambán. Dos maneras de ser artesano*. C. Gouy-Gilbert. Cuadernos de Estudios Michoacanos 2. Cemca. 1987.
- ☞ *Los hijos del copal y de la candela*. A. Chapman.
Tomo I: Ritos agrarios y tradición de los lencas de Honduras. Coedición Cemca y UNAM. [1985] 1992.
Tomo II. Tradición católica de los lencas de Honduras. Coedición Cemca y UNAM. 1986.
- ☞ *Indianidad, etnocidio e indigenismo en América Latina*. F. Morín y C. Bataillon (eds.). Coedición Cemca e III. 1988.

- ☞ *El arado criollo en México y América Central*. G. Stresser-Péan. Coedición Cemca, IFAL y ORSTOM. 1988.
- ☞ *La mitad del mundo. Cuerpo y cosmos en los rituales otomíes*. J. Galinier. Coedición Cemca, INI y UNAM. 1991.
- ☞ *Trabajo, técnicas y aprendizaje en el México indígena*. M.-N. Chamoux. Coedición Cemca y Ciesas. 1993.
- ☞ *La familia otomí-pame del México Central*. J. Soustelle. Coedición Cemca y FCE. 1993.
- ☞ *En la nostalgia del futuro. La vida en el bosque indígena de Michoacán*. C. Moreno y R. Barthelemy. Coedición Cemca, El Colegio de Michoacán y El Gobierno del Estado de Michoacán. 1994.
- ☞ *México en el imaginario*. C. Nava y M.A. Carrillo (coords.). Coedición Cemca, UAM-X y GRESAL-Univ. Pierre Mendès-France. 1995.
- ☞ *Tiempo suspendido. Fotografía sobre la ruta de Antonin Artaud en la Sierra Tarahumara*. P. Tzontémoc. Coedición Casa de las Imágenes y Cemca. 1995.
- ☞ *Pueblos indígenas ante el derecho*. V. Chenaut y M.T. Sierra (coords.). Coedición Cemca y Ciesas. 1995.
- ☞ *Sociedad y derecho indígenas en América Latina*. Th. Calvo y B. Méndez (coords.). Cemca. 1995.
- ☞ *Chiapas. Los rumbos de otra historia*. J.P. Viqueira y M.H. Ruz (eds.). Coedición Centro de Estudios Mayas, IIE-UNAM, Cemca, Ciesas y U. de G. 1995.
- ☞ *Chamanismo en Latinoamérica. Una revisión conceptual*. I. Lagarriga, J. Galinier y M. Perrin (coords.). Coedición Cemca, Plaza y Valdés y UIA. 1995.
- ☞ *De palabras y maravillas*. S. de Pury-Toumi. Coedición CEMCA y CNCA. 1997.
- ☞ *La Huasteca en los albores del tercer milenio: textos, temas y problemas*. J. Ruvalcaba y J.M. Pérez. Cemca, IPN, UACH, Ciesas, CIH e INI. 1997.

La etnohistoria en el Cemca

Colección sobre EL GRAN NAYAR

- ☞ *Fotografías del Nayar y de California 1893-1900*. L. Diguét. Coeditores Cemca e INI. 1991.
- ☞ *Por tierras occidentales. Entre sierras y barrancas*. L. Diguét. J. Jáuregui y J. Meyer (eds.). Coedición Cemca e INI. 1992.

- ☐ *Ensayos sobre el Gran Nayar. Entre coras, huicholes y tepehuanos.* Ph. C. Weigand. Coedición Cemca, INI y El Colegio de Michoacán. 1992.
- ☐ *Bibliografía del Gran Nayar: coras y huicholes.* J. Jáuregui (ed.). Coedición Cemca e INI. 1992.
- ☐ *Los huicholes en la historia.* B. Rojas. Coedición Cemca, El Colegio de Michoacán e INI. 1993.
- ☐ *Música y danzas del Gran Nayar.* J. Jáuregui (ed.). Coedición Cemca e INI. 1993.
- ☐ *Visita de la misiones del Nayarit.* J.A. Bugarín. J. Meyer (ed.). Coedición Cemca e INI. 1993.
- ☐ *Visita de las misiones del Nayarit.* J.A. Bugarín. J. Meyer (ed.). Coedición Cemca e INI. 1993.
- ☐ *Atonalisco, Nayarit. Una historia documental 1695-1935.* J. Meyer (ed.). Coedición Cemca e INI. 1994.
- ☐ *Apostólicos afanes de la Compañía de Jesús en su provincia de México.* Edición facsimilar. F.J. Fluviá (ed.). Coedición Cemca e INI. [1754] 1996.

Otros (ETNOLOGÍA)

- ☐ *Hacia una historia del espacio de la montaña de Guerrero.* D. Dehouve. Coedición Cemca y Ciesas. 1995.
- ☐ *Le codex de Xicotepec. Étude et interprétation.* G. Stresser-Peán. Edición en francés. Coedición Cemca, FCE y Gobierno del Estado de Puebla. 1995.
- ☐ *El códice de Xicotepec. Estudio e interpretación.* G. Stresser-Peán. Edición en español. Coedición Cemca, FCE y Gobierno del Estado de Puebla. 1995.

La lingüística en el Cemca

- ☐ *Estudios gramaticales con aplicación al idioma cora.* A. Gómez. Coedición Cemca y Seminario diocesano de Tepic. 1989.

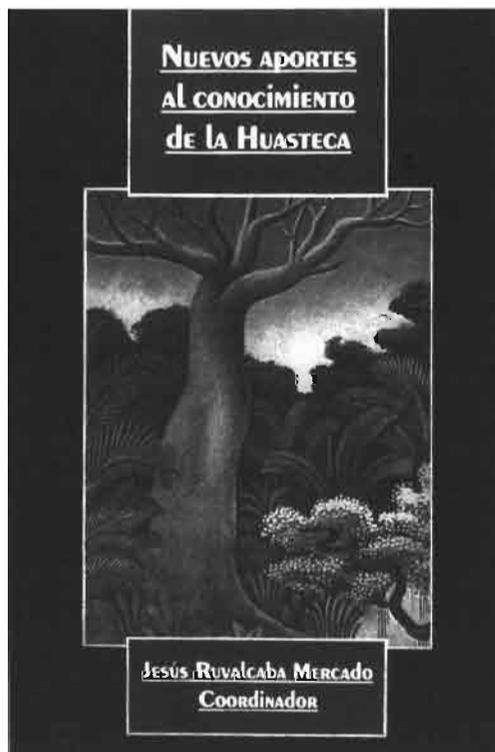
La geografía humana y la sociología en el Cemca

- ☐ *Paisajes rurales en el Norte de Michoacán.* O. Gougeon y C. Reyes. Cuadernos de Estudios Michoacanos 3. Coedición Cemca y El Colegio de Michoacán. 1991.
- ☐ *El puerto industrial de Salina Cruz (Oaxaca).* Colectivo Seminario franco-mexicano. Coedición Cemca y UNAM. 1984.
- ☐ *El campesino desposeído.* T. Linck. Coedición Cemca y El Colegio de Michoacán. 1989.
- ☐ *De vacas y rancheros.* P.-F. Baisnée. Cemca. 1989.
- ☐ *Alambradas en la Sierra. Un sistema agrario en México. La Sierra de Coalcomán.* H. Cochet. Coedición Cemca, El Colegio de Michoacán y Orstom. 1991.
- ☐ *Actas del seminario Mapimí. Estudios de las relaciones agua, suelo, vegetación en una zona árida del Norte de México.* J.-P. Delhoume y M. E. Maury (eds.). Coedición Cemca, Instituto de Ecología y Orstom. 1992.
- ☐ *Rancheros y sociedades rancheras.* E. Barragán *et al.* (coord.). Coedición Cemca, El Colegio de Michoacán y Orstom. 1994.
- ☐ *El campo mexicano. Una modernización a marchas forzadas.* Ph. Bovin. Coedición Cemca y Orstom. 1996.
- ☐ *Ciudad águila, villa serpiente.* L. Panabière. Coedición Cemca y FCE. 1996.
- ☐ *El acceso de los pobres al suelo urbano.* A. Azuela y F. Tomás (coords.). Coedición Cemca e IIS-UNAM. 1997.
- ☐ *Las fronteras del istmo: fronteras y sociedades entre el sur de México y América Central.* Ph. Bovin (coord.). Coedición Cemca y Ciesas. 1997.

Algunos números de la revista Trace

- ☐ 16. *Especial Arqueología.* Diciembre 1989.
- ☐ 19. *Acerca del Campo.* Junio 1991.
- ☐ 20. *Espacios y Culturas.* Diciembre 1991.

- ▣ 21. *Arqueología*. Junio 1992.
- ▣ 24. *Estudios Rurales*. Diciembre 1993.
- ▣ 25. *Arqueología*. Junio 1994.
- ▣ 28. *Mayas*. Diciembre 1995.
- ▣ 29. *Periferias Urbanas*. Junio 1996.
- ▣ 30. *Varia*. Diciembre 1996.
- ▣ 31. *Caminos y Transportes*. Junio 1997.



Nuevos aportes al conocimiento de la Huasteca

Jesús RUVALCABA MERCADO
Coordinador

P O N E N T E S

Diana Zaragoza Ocaña
Jesús Ruvalcaba Mercado
Alan R. Sandstrom
Juan Manuel Pérez Zevallos
Miguel Aguilar-Robledo
Antonio Escobar Ohmstede
Ana María Gutiérrez Rivas
Francisco Barriga Puente
Rosa Elena Anzaldo Figueroa
Miguel Pérez del Ángel
Ángela Ochoa
Teresita Rodríguez López
Abigail Aguilar

Humberto Macías Cuéllar
Margarita M. Ávila Uribe
Doroteo Ascencio Almanza
María de la Luz Suárez Soto
Óscar H. Velasco González
Marcela Nissen Barrientos
Hugo Velasco Bedrán
Balbina Hernández Alarcón
María Eugenia Jurado
Gonzalo Camacho
Benigno Robles Reyes
Miguel Ángel Sámano Rentería
Rafael Jiménez Juárez

CIH de San Luis Potosí
CIESAS CEMCA INI UACH IPN

* El contenido y la forma de los artículos que aparecen en esta publicación son responsabilidad de sus autores.

* Le contenu et la forme des articles publiés dans cette revue sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

* Les publications annoncées dans ce numéro de *Trace* se trouvent en vente à:

***CENTRE FRANÇAIS D'ÉTUDES
MEXICAINES ET
CENTRAMÉRICAINES***

Sierra Leona 330
Col. Lomas de Chapultepec
11000 México, DF
☎ 540 59 21 / 540 59 22
FAX 540 59 23
cemca@data.net.mx

* * *

Librería para la E N A H

Periférico Sur y Zapote
Col. Isidro Fabela
Cuicuilco-Tlalpan
14030 México, DF
☎ 528 60 73

* Les publications du **CEMCA** sont diffusées en France par:

***DE BOCCARD
Édition-Diffusion***

11, Rue de Médicis
75006 Paris
☎ 43 26 00 37
FAX 43 54 85 83

* * *

Librairie Espagnole

72, Rue de Seine
75006 Paris
☎ 43 54 26 26
FAX 46 33 76 14